

مكذبا من الأصل

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16033 - 7 F

MERCREDI 14 AOÛT 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVÉ-CLERY - DIRECTEUR: JEAN-MAURICE COLOMBANI

Présidents envisagent  
des législatives de 1998

## La nouvelle diplomatie turque contrarie Washington

LE PREMIER MINISTRE turc, Necmettin Erbakan, a lancé une diplomatie pour le moins audacieuse, n'hésitant pas à contrarier les États-Unis en se rapprochant de pays considérés par Washington comme des parias, tels l'Iran et l'Irak. Pour autant, M. Erbakan n'a pas remis en question l'appartenance de la Turquie à l'OTAN, ni la présence sur le territoire turc, depuis 1991, des forces occidentales chargées de la protection des Kurdes irakiens, ni même l'accord de coopération militaire conclu, en février, entre son pays et Israël et qui inquiète aussi bien l'Iran que les pays arabes. Washington a critiqué l'important accord gazier qui vient d'être conclu entre Ankara et Téhéran, mais estime que ce contrat ne devrait pas « provoquer une déchirure majeure » entre la Turquie et les États-Unis.

Lire page 2  
et notre éditorial page 10

## Le transport aérien dans le rouge

Malgré une hausse du trafic, aucune compagnie aérienne intérieure ne gagnera d'argent en France cette année.

## La déconfiture du Crédit lyonnais

L'établissement public qui finance la vente des actifs de la banque réclame 7 milliards de francs à l'État.

## Portrait d'un profanateur

Yannick Garnier assume la responsabilité de la profanation du cimetière juif de Carpentras et reconnaît le caractère antisémite de son acte.

## Jazz à Marciac

L'esprit de Charles Mingus et le corps de Phil Woods planent sur le Festival de jazz de Marciac (Gers).

## L'âge des étoiles

Un milliard d'années seulement après l'explosion originelle du Big Bang, au moins une génération d'étoiles était déjà passée de vie à trépas.

## Saveurs mexicaines

La chronique « Goûts » de Jean-Pierre Quélain est consacrée à deux restaurants épiciers de Paris.

## Nouvelles vagues

Portrait de Dani, vingt-huit ans, marchand de musique et cap-verdien.

Abonnements : 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Australie, 28 A\$ ; Belgique, 48 F ; Canada, 2,35 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 360 DR ; Inde, 1 440 Rs ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 48 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 100 Kč ; Roumanie, 10 000 Lei ; Royaume-Uni, 9 F ; Suède, 80 F ; Suisse, 15 S ; Taiwan, 2 200 NT\$ ; Tunisie, 1 Dir ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-614-7.00 F



## Le nombre de morts sur les routes est le plus bas depuis 1956

La Sécurité routière constate une plus grande sagesse des Français

LA SEMAINE du 15 août s'annonce très chargée sur les routes de France. Au traditionnel chassé-croisé des vacanciers s'ajoutera un grand nombre de départs en week-end prolongé, le 15 août permettant cette année de « faire le pont » quatre jours durant. « En 1991, année présentant la même configuration calendaire, on avait enregistré un week-end record pour les retours, avec un grand nombre de bouchons », rappelle la direction de la Sécurité routière, qui a classé « rouge » la journée du 17 août en province et « orange » les retours vers l'Île-de-France le lendemain.

Le dernier bilan publié par la Sécurité routière témoigne d'une plus grande sagesse des automobilistes français : durant le premier semestre 1996, la route a tué 7,7 % de personnes en moins qu'au premier semestre 1995 et le mois de juin 1996 fut le onzième mois consécutif de baisse importante du nombre des victimes.

Entre juillet 1995 et juin 1996, 8 105 personnes sont décédées sur les routes. Ce chiffre est le plus faible depuis que les statis-

tiques de la Sécurité routière ont été créées en 1956. La continuité, depuis le début des années 90, des politiques publiques visant à renforcer la réglementation, et, surtout, le nouveau comportement des Français face aux risques de la route semblent être à l'origine de cette évolution. Celle-ci doit néanmoins se confirmer, la France figurant seulement au huitième rang des pays européens les plus prudents.

Lire page 20



## Le bébé aye-aye du zoo de Vincennes se porte bien

UN HEUREUX et rarissime événement s'est produit au zoo parisien du bois de Vincennes : la naissance d'un aye-aye, l'une des espèces de lémuriens les plus menacées du monde. Grandes oreilles, queue touffue et longues incisives recourbées, cet animal gros comme un chat fut longtemps classé dans les rongeurs. Comme tous les lémuriens, il appartient en fait à la famille des primates prosimies. C'est un étrange et lointain cousin de l'homme, doté, tel ET, d'un mince et très long troisième doigt de la main qui lui permet d'extraire les larves cachées sous l'écorce des arbres.

Apparus il y a environ soixante millions d'années, les lémuriens, dont on compte environ vingt-cinq espèces actuelles, n'ont plus comme refuge naturel que l'île de Madagascar. Bien que le aye-aye y soit peu inquiété (privilegé qu'il doit à sa réputation de porter le « mauvais œil »), sa population n'excède sans doute pas quelques dizaines d'individus. En 1986, trois d'entre eux - un mâle, une femelle et un bébé, ce dernier étant depuis mort de maladie - furent capturés. Direction : le zoo de Vincennes. Le petit dont on

salua aujourd'hui la venue n'est toutefois pas né de l'union de ces captifs-là. Fécondée à Jersey, sa mère arriva dans la capitale le 12 avril, selon une pratique d'échanges qu'entretenaient couramment les centres de préservation des espèces menacées.

L'accouchement remonte au mois de juin, mais l'événement est si exceptionnel que la direction du parc décida de le taire, le temps de s'assurer de la viabilité du nouveau-né. La femelle aye-aye se cachant pour mettre bas, la tâche ne fut guère facile. « Nous ne connaissons même pas la date exacte de la naissance, qui se situe entre le 10 et le 12 juin », précise Jean-Louis Deniaud, responsable du service des lémuriens. Depuis, le nourrisson - dont le sexe n'a pu encore être déterminé - a été entretenu à plusieurs reprises. Mais les zoologues attendent impatiemment le moment où il sortira du nid, vraisemblablement courant septembre.

A Brunoy (Essonne), au laboratoire d'écologie générale du Muséum, Martine Perret a accueilli la nouvelle avec plaisir. Fine connaisseuse du langage chimique des prosimies, cette chercheuse veille sur une colonie

de microbécres, espèce nocturne et arboricole de lémuriens dont l'élevage n'a pour elle plus de secrets. L'un des plus anciens et des plus petits lémuriens vivants actuellement, pour lequel l'odorat, tout comme pour le aye-aye, reste « un organe d'investigation chimique capable de performances étonnantes ».

« Pour marquer l'environnement où il vit, le microbécres utilise essentiellement son urine », précise-t-elle. Sa méthode, dite de l'« urine-washing », est d'une efficacité remarquable : chaque fois que l'occasion s'en présente, l'animal recueille quelques gouttes d'urine dans la paume de ses mains, qu'il frotte ensuite avec application sur la plante de ses pieds. Ce qui permet à l'espèce de marquer son territoire, mais aussi de désigner les élus « à haut potentiel reproducteur qui assureront, à eux seuls, le devenir génétique de la population ». Une subtilité qui aura sans doute échappé au petit aye-aye du zoo de Vincennes, conçu sous la haute programmation qu'impose la sauvegarde des espèces en péril.

Catherine Vincent

## La Russie à l'épreuve de ses nationalités

LA TCHÉCHÉNIE est un peu pour la Russie ce que la Yougoslavie a été pour l'Europe : un abcès de fixation et un symptôme. Un abcès de fixation qui a coagulé le potentiel violent de l'explosion nationale (ailleurs, la décolonisation de l'empire soviétique s'est faite sans troubles majeurs, de même que la question des nationalités n'a débouché en Europe de l'Est sur aucun conflit armé) ; et un symptôme de l'incapacité des Russes comme des Européens à traiter cette « anomalie ».

Le parallèle s'arrête là. En Yougoslavie, les Européens ont fait de leur mieux, c'est-à-dire pas grand-chose, mais ils ont soigneusement évité de retomber dans le piège du début du siècle qui donna prétexte à la guerre de 1914, tandis qu'en Tchétchénie Moscou reproduit les illusions que le pouvoir central - russe, soviétique et de nouveau russe - a toujours entretenues. En fait, l'incapacité du Kremlin à prendre la mesure des revendications tchétchènes est la conséquence, cardinale dans sa brutalité, d'une impossible politique des nationalités. Le général Lebed, secrétaire

du Conseil national de sécurité et nouveau représentant de Boris Eltsine pour la Tchétchénie, déclare : « Pour ma part, je serais prêt à discuter d'une sécession » (La République du 3 juillet) et il ajoute : « Mais je ne suis pas sûr qu'une Tchétchénie indépendante soit viable. Rester présente plus d'avantages pour eux que pour nous ». Certes, mais un tel raisonnement ne rend compte ni de l'acharnement des combattants tchétchènes à réclamer l'indépendance ni de celui du Kremlin à la leur refuser.

La Russie postcommuniste recommence les erreurs que d'autres pouvoirs coloniaux ont faites avant elle ; elle ne peut trouver de guide ni dans la politique du régime tsariste, que Léonine dénonçait comme la « prison des peuples », ni dans les attitudes changeantes du pouvoir communiste vis-à-vis des « petits peuples », qu'Engels surnommait les « peuples fous ».

Daniel Vernet

Lire la suite page 10  
et nos informations page 3

## Unedic : Matignon contre Marc Blondel

LE GOUVERNEMENT est très réticent à l'idée que le secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, puisse devenir, le 1<sup>er</sup> octobre, le nouveau président de l'Unedic. S'il n'entend pas s'immiscer publiquement dans un dossier géré parfaitement par les partenaires sociaux, il ne cache pas, en coulisse, que sa préférence va à la responsable de la CFDT, Nicole Notat.

Cette bataille à fleurets mouchetés autour du régime de l'assurance-chômage intervient sur fond de stagnation de l'emploi. Selon les statistiques publiées mardi 13 août par le ministère du travail, les effectifs salariés ont cessé de progresser de septembre 1995 à juin 1996. La tendance laisse pressager une hausse sensible du chômage.

Lire page 5

## Si belle, si jeune, si douée



FIONA APPLE

ELLE A DIX-HUIT ANS, elle est belle et a du talent. Elle est pianiste, compositrice et écrit ses textes. New-Yorkaise émigrée en Californie, Fiona Apple chante aussi et sort son premier album (*Tidal*). Timbre profond, notes graves du piano, inspiration souvent débauchée des paroles. Sa musique oscille entre le jazz, le blues et les rythmes plus juvéniles à l'inflexion funky.

Lire page 17

International	2	Aujourd'hui	14
France	3	Agenda	16
Société	6	Abonnements	16
Carnet	8	Météorologie	16
Annuaire classés	8	Mots croisés	16
Horizons	9	Culture	17
Entreprises	11	Guide culturel	17
Finances/marchés	12	Railly-Télévision	19



## INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 14 AOÛT 1996

**PROCHE-ORIENT** N'hésitant pas à contrarier les Etats-Unis qui veulent mettre l'Iran en quarantaine, le premier ministre turc, Necmettin Erbakan, a achevé, lundi

12 août, une visite de trois jours à Téhéran, au cours de laquelle il a signé un important contrat énergétique. **LE CONTRAT GAZIER** porte sur un montant de 20 milliards de

dollars et couvre une période de vingt-deux ans. Il prévoit que l'Iran fournisse à la Turquie, à partir de 1999, 4 milliards de mètres cubes de gaz par an, portés à 10 milliards dans

les dernières années. Les deux pays ont aussi décidé de plus que doubler leurs échanges commerciaux annuels. **LES ETATS-UNIS** ont critiqué l'accord gazier qui, selon eux, « en-

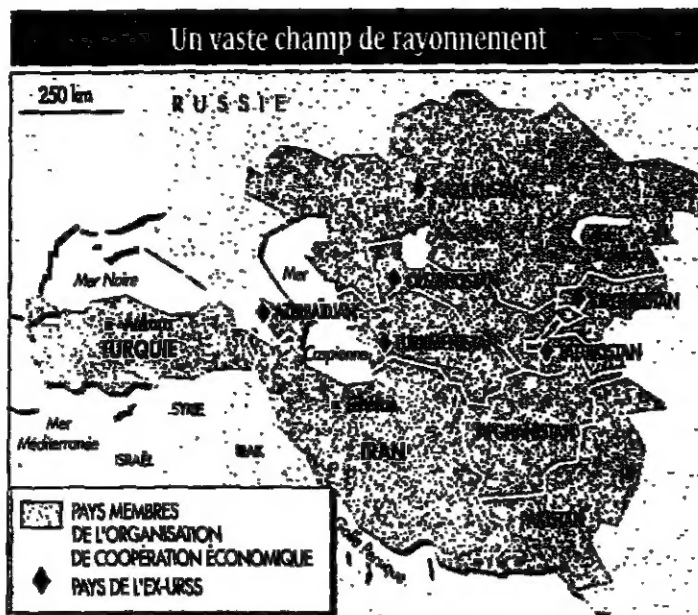
voie un signal erroné » à l'Iran. Mais ils attendent d'en examiner le détail pour savoir s'il tombe, ou non sous la loi dite D'Amato-Kennedy. (Lire aussi notre éditorial page 10.)

## Le premier ministre turc mène une diplomatie à hauts risques

Après avoir finalisé un accord de coopération militaire avec Israël, donné satisfaction à l'OTAN sur l'Irak, Necmettin Erbakan, chef du gouvernement islamiste à Ankara, vient de conclure à Téhéran un contrat gazier aux allures de provocation pour les Etats-Unis

LE PREMIER MINISTRE islamiste turc, Necmettin Erbakan, a fait un pari diplomatique osé, qui s'apparente parfois au grand écart : jouer la carte de la solidarité entre pays voisins - même si certains, comme l'Iran et l'Irak, sont mis à l'index par les Etats-Unis -, et celle d'une complémentarité entre pays musulmans, sans pour autant remettre en question l'appartenance de la Turquie à l'OTAN, ni sa participation à la Force occidentale chargée de la protection des Kurdes irakiens, sans compromettre non plus le rapprochement avec Israël engagé par son prédécesseur. Ce pari a pris de court Washington, mais l'administration américaine semble, pour l'instant, plus désarmée que résolue à sévir.

La visite que M. Erbakan a achevée, lundi 12 août, à Téhéran, illustre cette nouvelle diplomatie. Partenaire au sein de l'Organisation de coopération économique (ECO) dont ils sont, avec le Pakistan, les concepteurs - et qui inclut aussi l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, et le Turkménistan -, mais en même temps rivaux dans la course à l'influence au sein des républiques



musulmanes d'Asie centrale et du Caucase : familiers d'une concertation étroite à propos de l'attitude à adopter à l'égard des Kurdes irakiens, et néanmoins réciproquement méfiants et concurrents en cette affaire, la Turquie et l'Iran ont, il est vrai, toujours su jusqu'où ne pas aller trop loin dans leurs querelles lorsque leurs intérêts économiques étaient en jeu.

Pour autant, la visite à Téhéran de M. Erbakan, et l'annonce d'une coopération bilatérale plus étroite - dont la conclusion d'un contrat gazier d'un montant de 20 milliards de dollars est l'aspect le plus spectaculaire -, pourraient marquer une évolution qualitative des relations entre les deux pays. Car pour la première fois la Turquie est gouvernée par un islamiste, et pour la première fois l'Iran est soumis à une très forte pression américaine, ce qui le pousse à taire ses divergences avec Ankara au profit de ce qui l'en rapproche.

Le contrat gazier conclu entre Téhéran et Ankara - et qui devrait rapporter à l'Iran entre 850 millions et 1 milliard de dollars par an, pendant vingt-deux ans - était en négociation depuis les années 70. Dans la mesure où l'in-

vestiture de M. Erbakan dans ses fonctions de premier ministre remonte qu'à 8 juillet, il va sans dire que les termes de cet accord ont été élaborés avant son accession au pouvoir. Aussi, est-ce la seule décision de le signer, malgré les pressions exercées par les Etats-Unis, qui doit être portée à son actif ; et c'est peut-être précisément de cela que le gouvernement iranien lui sait gré. Dans le même temps, la Turquie réduit sa dépendance à l'égard de la Russie pour ce qui concerne son approvisionnement en gaz.

**ACCROÎTRE LES ECHANGES**  
L'Iran et la Turquie ont aussi décidé d'augmenter très rapidement le volume de leurs échanges commerciaux - qui ont presque toujours été en hausse constante - pour les porter à 2,5 milliards de dollars par an, au lieu de 960 millions actuellement - dont près de 690 millions pour les seules importations par la Turquie de pétrole iranien. C'est un autre « pied de nez » aux Etats-Unis, dont la Turquie a sollicité le soutien, en vain jusqu'à maintenant, pour obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU une dérogation à l'embargo commercial décrété en août 1990

contre l'Irak, et qui lui a fait perdre près de 30 milliards de dollars de recettes depuis six ans.

Quelques jours après avoir accepté - contrairement à son credo lorsqu'il était dans l'opposition - de reconduire le mandat de la Force multinationale chargée de l'opération Provide Comfort dans le Kurdistan irakien, M. Erbakan vient de prendre une initiative qui a toutes les chances de déplaire, elle aussi, à Washington.

### CONTACTS AVEC BAGDAD

Pour la première fois depuis la fin de la guerre du Golfe, une délégation ministérielle turque s'est rendue à Bagdad, où l'ont précédé une trentaine d'hommes d'affaires, avec la ferme intention de relancer les échanges commerciaux avec ce pays, pourtant toujours sous embargo de l'ONU.

En revanche, l'annonce par M. Erbakan que l'Iran et la Turquie sont convenus de « renforcer la sécurité à leur frontière commune » et à coopérer contre la rébellion séparatiste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, laisse quelque peu sceptique. Des résolutions similaires ont été annoncées à plusieurs reprises dans le passé, ce qui n'a pas empêché les deux capitales de continuer à s'accuser épidémiquement de soutenir leurs opposants respectifs.

Ce fut le cas en 1992 à propos du soutien présumé de Téhéran au PKK, puis en 1993, après l'assassinat d'un journaliste turc dont l'Iran a été tenu responsable, et encore en 1994, suite à un rapport de la Streté générale turque accusant l'Iran de chercher à exporter la révolution islamique en Turquie. En avril encore, la Turquie avait demandé à l'Iran de rappeler quatre diplomates soupçonnés d'être des officiers de liaison avec un mouvement extrémiste turc, l'Organisation de l'action islamique.

L'originalité de la proposition de M. Erbakan de réunir un sommet quadripartite pour discuter de la situation dans le nord de l'Irak tient à l'association du gouvernement irakien à ces consultations - ce qui contredit l'objectif américain de maintenir le régime de

Saddam Hussein en quarantaine. Les ministres des affaires étrangères des trois autres pays présents - c'est-à-dire la Syrie, l'Iran et la Turquie - ont quasi institutionnalisés les consultations périodiques sur l'évolution de la situation dans le Kurdistan irakien. Officiellement, Ankara, Téhéran et Damas ont toujours affirmé être attachés à l'intégrité territoriale de l'Irak, mais leur véritable sujet de préoccupation est une éventuelle sécession kurde qui risquerait de faire tâche d'huile chez eux.

Pour autant, cela n'a jamais empêché Ankara et Téhéran de rivaliser

vernement iranien avait déjà vivement reproché à l'Azerbaïdjan, en 1995, d'avoir établi des relations diplomatiques avec Israël, faisant valoir que « le régime sioniste est l'ennemi juré des musulmans et que tout rapprochement avec lui porte atteinte à la solidarité islamique ».

Il est vrai que ce grief se doublait d'un autre, tout aussi grave pour l'Iran, qui s'efforce d'étendre son influence dans la région du Caucase. En avril 1995, l'Azerbaïdjan avait, en effet, annulé un contrat pétrolier qui prévoyait la participation de l'Iran à un consortium international chargé de développer les gisements pé-

### Washington critique

un « signal erroné à l'Iran »

Les Etats-Unis ont critiqué, lundi 12 août, l'accord gazier signé entre Ankara et Téhéran, mais n'ont pas encore décidé s'ils allaient ou non prendre d'éventuelles sanctions. Ils examinent le contenu de l'accord afin de vérifier s'il ne tombe pas sous la loi dite D'Amato-Kennedy, qui menace de sanctions les entreprises étrangères qui engageraient des investissements de plus de 40 millions de dollars par an en Iran dans les domaines pétrolier et gazier.

« Cet accord envoie un signal erroné à l'Iran », a affirmé le porte-parole du département d'Etat, selon lequel le contrat ne devrait pas « provoquer une déchirure majeure » dans les relations entre la Turquie et les Etats-Unis. - (AFP)

ser pour étendre leur influence dans le Kurdistan irakien, ni la Turquie d'accuser Damas et Téhéran d'aider le PKK, ni l'Iran de reprocher à la Turquie l'asile qu'elle offre à ses propres opposants, ni la Syrie de se plaindre de l'usage fait par la Turquie des eaux de l'Euphrate, ni Damas et Téhéran de reprocher au gouvernement turc l'accord de coopération militaire qu'il a conclu le 23 février dernier avec Israël.

### CONCURRENCE

Lorsqu'il a reçu, dimanche, à Téhéran, M. Erbakan, le Golde de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, lui a solennellement demandé de « mettre fin » à cet accord. Cela a peut-être été dit en termes courtois, mais cet accord inquiète Téhéran, qui voit en Israël l'un des moyens de pression des Etats-Unis contre lui. Le gou-

vernement iranien avait déjà vivement reproché à l'Azerbaïdjan, en 1995, d'avoir établi des relations diplomatiques avec Israël, faisant valoir que « le régime sioniste est l'ennemi juré des musulmans et que tout rapprochement avec lui porte atteinte à la solidarité islamique ».

La concurrence entre la Turquie et l'Iran dans les républiques musulmanes d'Asie centrale et du Caucase a peu de chances de s'arrêter, à la fois pour des motifs historiques et en raison d'intérêts économiques. Or dans cette région plus encore qu'ailleurs, la Turquie a besoin du soutien des Etats-Unis face à la Russie et à l'Iran. M. Erbakan va devoir déployer des trésors d'imagination et d'équilibre pour concilier les in-

Mouna Naim

## Les incidents sanglants de Chypre pourraient relancer la recherche d'une solution diplomatique au conflit

**AU LENDEMAIN** de la mort d'un jeune manifestant chypriote grec, Tassos Isaac, tué à coups de barre de fer dans la zone-tampon entre le sud de Chypre et sa partie nord, occupée depuis 1974 par l'armée turque, les réactions se sont multipliées, lundi 12 août : condamnation de la part de la République de Chypre (sud), inquiétude des pays occidentaux, rejet de toute responsabilité de la part des autorités turques de l'île comme à Ankara. Mais, rituellement, pour ce conflit vieux de vingt-deux ans, chacun a renouvelé ses appels à trouver une solution diplomatique.

La thèse officielle d'Ankara, comme des autorités de la République turque du nord de Chypre qu'elle est seule à reconnaître, est que la manifestation des motards du Sud contre la division de l'île, interdite au dernier moment, était « une provocation » et « une atteinte à la sécurité » de la partie turque, qui a suscité « la réaction de civils en colère ». Alors que, sur des enregistrements du lynchage, on discerne un policier chypriote turc, une barre de fer à la main.

Le chef de la communauté turcophone du Nord, Raouf Denktash, a rejeté toute implication de sa police et a laissé entendre que les images avaient été truquées. Interviewé par la BBC, il a lancé un appel au président chypriote Glafcos Cléridis pour qu'il accepte de reprendre les contacts interrompus

depuis deux ans. « Nous rencontrer, prendre un café ensemble, constituerait des indications suffisantes pour que les gens comprennent qu'un développement constructif positif est en cours », a-t-il ajouté.

Le chef de la diplomatie de Nicosie, Alecos Michaelides, a convoqué, lundi, les ambassadeurs des cinq Etats membres du Conseil de sécurité des Nations unies et le représentant de l'ONU à Chypre pour leur signifier que, face à un « meurtre condamnable et criminel », « la communauté internationale doit multiplier les démarches et se montrer déterminée à mettre fin à ce drame ». Par ailleurs, M. Michaelides a affirmé que des militaires du mouvement d'extrême droite turc des « Loups gris » s'étaient mêlés aux contre-manifestants du Nord.

### UNE ENQUETE EN COURS

Le représentant de l'ONU, Gustave Feissel, a reconnu qu'il « faut du temps pour que les passions se calment », et a annoncé qu'une enquête était en cours pour retracer les événements qui ont conduit à la mort de Tassos Isaac, tout en démentant que les « casques bleus » y aient assisté indifférents. L'ONU s'emploie, par ailleurs, à obtenir la libération d'un Grec et d'un Chypriote grec, arrêtés, lundi, par l'armée turque après s'être introduits « par erreur » dans la zone-tampon. Ils devaient être tra-

duits, mardi, devant une cour militaire. A Londres, le Foreign Office a exprimé son « inquiétude » et souligné que « de tels événements ne servent qu'à mettre l'accent sur le besoin urgent de trouver un règlement au différend intercommunautaire à Chypre ». La France a « déploré vivement » les violences et rappelé son souhait d'« une solution politique globale et définitive de la question de Chypre dans la perspective d'une adhésion à l'Union européenne ».

La Grèce entière, rapporte notre correspondant à Athènes, Didier Kunz, a été bouleversée par les images de la télévision, répétées pendant deux jours sur toutes les chaînes nationales. Athènes est d'autant plus en colère que des groupes de « fanatiques » turcs ont manifesté, dimanche soir, devant son consulat à Istanbul, brisant des vitres et endommageant une voiture consulaire.

Le gouvernement grec a exprimé sa « profonde douleur » et a dénoncé « la barbarie » de la partie turque. « Il est enfin temps que la communauté internationale et tous les hommes libres se réveillent et comprennent que la liberté à Chypre est aussi leur affaire », a déclaré le porte-parole du gouvernement, Dimitris Reppas, se demandant « ce qu'attendent les organismes internationaux et les gouvernements pour réagir autrement qu'en (...) votant des résolutions qui ne sont jamais appliquées ».

## Des maisons mobiles pour renforcer les colonies juives en Cisjordanie

**ISRAËL** a donné, lundi 12 août, l'impulsion la plus forte en quatre ans à la colonisation juive, en autorisant l'installation de centaines de maisons mobiles dans les territoires palestiniens. Le ministre israélien de la défense, Yitzhak Mordechai, a donné son feu vert à la mise en place de trois cents mobiles dans les implantations israéliennes de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Cette décision est la première mesure pratique de développement des colonies de peuplement depuis l'entrée en fonction, en juin, du gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu.

Les maisons mobiles renforceront les structures d'accueil publiques et scolaires des colonies. Elles accueilleront des élèves et du personnel administratif à la rentrée scolaire de septembre. Cent quinze maisons serviront à agrandir des écoles, cent autres le collège universitaire de la colonie d'Ariel, dans le nord de la Cisjordanie, et le reste diverses administrations. Le mouvement israélien anti-annexionniste La Paix Maintenant (Shalom Archav) a dénoncé aussitôt cette décision comme « une provocation qui risque de torpiller le processus de paix ».

Le 2 août, le gouvernement avait décidé de relancer la création de colonies de peuplement, en levant le gel partiel qui avait été décrété par les gouvernements travaillistes depuis 1992. Les tra-

vailleurs avaient interdit de nouveaux projets, mais autorisé le développement des implantations autour de Jérusalem et à proximité des frontières antérieures à la guerre de 1967.

### LES COLONS DÉDOMMAGÉS

Désormais, toute construction nouvelle ne devra plus avoir l'aval d'une commission interministérielle mais seulement celui du ministre de la défense. Le ministre de l'Intérieur, Eli Soussa, a affirmé, lundi, qu'une somme de 5 millions de dollars serait octroyée aux colons juifs de Cisjordanie et de Gaza à titre de « dédommagement pour les préjudices causés par les accords d'Oslo » sur l'autonomie palestinienne. Quelque cent cinquante mille colons habitent dans cent quarante-quatre implantations disséminées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Dans des déclarations diffusées par la télévision, M. Netanyahu a affirmé que l'extension de colonies de peuplement ne contredirait pas les accords conclus avec les Palestiniens. « Dans tous les cas, en vertu d'Oslo [la déclaration de principes israélo-palestinienne], cela ne constitue pas une obstruction à la phase intermédiaire, a dit le premier ministre, et il est un fait que les implantations [juives] existantes ont continué de se développer sous le gouvernement travailliste. » - (AFP Reuters.)

تَكَزَا مِنَ الْأَصْلِ



فكرنا من الأصل

## A San Diego, la droite américaine modérée se trouve un chef de file : Colin Powell

La convention républicaine veut marginaliser les « centristes » du parti de Robert Dole

Colin Powell, l'ancien chef de l'état-major, s'est fait, lundi 12 août, à la convention républicaine de San Diego le porte-parole du cou-

rant modéré au sein du parti. Il a été accueilli sans grand enthousiasme par une convention dominée par les délégués de la droite, emme-

née par la Coalition chrétienne que dirige Ralph Reed. Entre ces deux tendances, Bob Dole doit naviguer au plus fin.

SAN DIEGO

de notre envoyée spéciale  
Il a osé. Colin Powell l'incroyable, le général à la retraite républicain depuis moins d'un an, l'homme politique le plus populaire du pays sans même avoir jamais subi l'épreuve du scrutin, a profité de la tribune que lui offrait, lundi 12 août, la convention du Parti républicain pour asséner à un parterre de délégués dominés par la droite religieuse les valeurs dans lesquelles lui, fils d'immigrés jamaïcains élevés dans le Bronx, continue de croire.

Ces valeurs, Colin Powell les a énumérées sans s'embarrasser de conclusions. Elles s'appellent l'intégration, la compassion, la lutte contre les inégalités sociales et la discrimination raciale, et le droit des femmes à choisir l'avortement. « L'immigrant hispanique qui est devenu hier un compatriote doit être aussi précieux à nos yeux que le descendant du Mayflower », a proclamé le vainqueur de la guerre du Golfe. Le descendant d'un esclave ou d'un pauvre mineur des Appalaches doit être aussi bien accueilli dans notre parti que tout autre Américain.

BOUFFÉE D'AIR FRAIS

Confirmant des talents d'orateur qui conduisent par une bouffée d'air frais salubre la première journée d'une convention réglée comme du papier à musique, l'homme qui n'a pas daigné se lancer dans la course à la Maison Blanche a d'abord parlé de valeurs, les valeurs tout court, celles que « la famille doit enseigner aux enfants ». Mais lorsque « la discrimination perdure (...), nous ne devons pas fermer les yeux », a-t-il poursuivi. Oui, il croit « dans le droit des femmes de choisir librement », oui, il « soutient fermement la discrimination positive », appelée ici « affirmative action » ; mais il est aussi convaincu que, malgré ces divergences, le Parti républicain « est assez grand pour pouvoir ouvrir ensemble à la restauration du rêve américain ».

Ces divergences, d'autres personnalités modérées n'ont pas été autorisées à les énoncer (lire ci-contre). Avec Colin Powell, elles partagent la même position sur le plus profond facteur de division au sein du parti : le droit du libre choix à l'avortement. Sous le « grand chapitre », ou bien l'on est « pro-vie » (opposé



au droit à l'avortement, avec, pour les plus audacieux, une exception en cas de viol ou d'inceste), ou bien l'on est « pro-choix » (favorable au droit des femmes de décider si elles veulent garder leur enfant ou non). Et lorsque l'on est « pro-choix », on est inévitablement identifié au camp des modérés.

Christine Todd Whitman, par exemple, l'une des enfants chéris du Parti républicain et la seule femme gouverneur d'un Etat américain, est une conservatrice bon teint. Cette sportive de quarante-neuf ans à l'élégance aristocratique, petite-fille et fille de républicains, a été élevée dans le sérail du GOP et incarne la tradition du conservatisme de la Côte est, celui de Nelson Rockefeller, un conservatisme qui défend la

libre entreprise, la responsabilité individuelle et un rôle de l'Etat réduit au minimum. Mais c'est aussi un conservatisme très ouvert sur les questions touchant à la morale personnelle, comme l'avortement et l'homosexualité.

Son nom a longtemps circulé comme l'un de ceux que Bob Dole aurait pu choisir comme candidats à la vice-présidence. Pourtant, de l'avis général, les positions de M<sup>me</sup> Whitman sur l'avortement rendaient ce choix impossible : le lobby « pro-vie » est trop puissant au Parti républicain. Il est si puissant que le processus de sélection des délégués a produit une convention où les modérés sont minoritaires au point que, à moins d'avoir l'aura d'un Colin Powell, ils ont été

### Les ténors du centre censurés

A l'exception de Colin Powell, la plupart des grands noms du courant modéré n'ont pas été autorisés à faire entendre leur voix. Si le Parti républicain, qui se veut un parti de rassemblement et le digne héritier d'Abraham Lincoln, aime à se présenter comme le « grand chapitre » (« the big tent »), ce « grand chapitre » a en, ces dernières années, avec la montée de la droite religieuse, une fâcheuse tendance à se rétrécir. Les grandes figures centristes du parti en font l'amère constatation à San Diego. Le gouverneur de Californie, Pete Wilson, celui du Massachusetts, William Weld, celui de New York, George Pataki, notamment, doivent se contenter d'un rôle de spectateur à la convention. D'autres, comme la séismante Christine Todd Whitman, gouverneur du New Jersey, ne figurent parmi les intervenants qu'après avoir accepté de ne pas parler de ce qui divise les républicains.

contraints de se taire. Paradoxalement, la composition de cette convention est loin de refléter l'électorat qui, lui, est en majorité favorable au droit à l'avortement, si l'on en croit les sondages, et en tout état de cause ne place pas ce problème au premier rang de ses préoccupations lorsque vient le moment de voter. Sur d'autres lignes de partage, comme l'affirmative action, les sondages révèlent aussi un électorat largement centriste. Toute la difficulté de Bob Dole consiste, à San Diego, à ne pas rebouter l'électorat qui fera la différence le 5 novembre, sans pour autant provoquer de levée de bouillies parmi les délégués. La télévision rend à des services remarquables : alors que le discours de Colin Powell n'a été reçu dans la salle que par des applaudissements polis et même quelques sifflets, la mise en scène en a été si bien faite que les millions de téléspectateurs ne gardent l'image que de la brillante intervention d'un éloquent homme de cœur et de devoir.

PREMIERE DATE

Les centristes souffrent de plusieurs faiblesses, et d'abord d'être eux-mêmes souvent divisés. Pourtant, leur combat est loin d'être perdu. Plusieurs décisions récentes montrent à quel point Bob Dole, lui-même un homme de la droite modérée, est sensible à leur audience électorale : le choix, d'abord, de Jack Kemp comme co-équipier, et la tribune offerte à la convention, aux meilleures heures, à Colin Powell et, mardi, à Susan Molinari, jeune élue centriste de New York. Bob Dole n'hésite pas à affirmer que San Diego Union Tribune qu'il ne se considère pas lié par le programme très à droite élaboré par les délégués à la convention.

Il ne reste plus aux centristes qu'à prendre date pour l'an 2000. C'est ce qu'a fait lundi le sénateur du Maine, Olympia Snowe, encadré par les gouverneurs de Californie et du Massachusetts, en tentant vainement de se faire entendre en marge de la convention sur la question de l'avortement. Ne dit-on pas déjà que Colin Powell a refusé 1996 pour mieux se préparer à l'élection de l'an 2000 ?

Sylvie Kauffmann

## Les combats redoublent d'intensité en Tchétchénie

Le président Eltsine promet des « pouvoirs étendus » au général Lebed pour négocier avec les indépendantistes

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

La visite-surprise du général Lebed au chef d'état-major des Forces indépendantistes Aslan Maskhadov, quelque part dans le sud de la Tchétchénie, dans la nuit de dimanche à lundi, n'a rien changé à la situation à Grozny, la capitale tchétchène où, mardi 13 août au matin, les combats ont redoublé d'intensité, au huitième jour de l'offensive indépendantiste.

La « balade nocturne » du général Lebed avait pourtant relancé les espoirs de paix. A son retour dans la capitale russe, celui-ci s'est vu promettre des « pouvoirs étendus » par Boris Eltsine afin d'imposer son plan de paix. Alexandre Lebed est toutefois resté muet sur les aspects concrets de ce plan lors de la conférence de presse qu'il a donnée lundi 12 août dans l'après-midi, à Moscou, si ce n'est qu'il avait rencontré le chef de l'Etat russe à son retour de Tchétchénie.

Si l'ex-parachutiste de l'armée soviétique n'a pas eu de mal à trouver un langage commun avec le chef des Forces indépendantistes, lui aussi ancien officier de l'armée soviétique, la question tchétchène prend de plus en plus, à Moscou, l'allure d'un nouveau bras de fer entre le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, et le secrétaire du conseil de sécurité, Alexandre Lebed, le tout sur fond de maladie du président russe. Le bouillonnant général a laissé entendre que le poste de représentant de Boris Eltsine en Tchétchénie, qui lui a été dévolu samedi, était plus un coup bas qu'un cadeau. Il s'agit, a-t-il révélé à la presse médusée, de « manœuvre de couloir » de la part de « quelqu'un qui a très envie que je ne cause les dents ». Il n'a toutefois pas précisé qui était ce « quelqu'un ». Mais tout le monde a cru voir là une allusion au premier ministre russe.

« La commission gouvernementale pour le règlement en Tchétchénie n'a pas rempli sa mission », a séchement déclaré, lundi 12 août, le général. Dirigée par Viktor Tchernomyrdine, cette commission sera désormais chargée de la seule « reconstruction économique », la gestion politique de la crise revenant au conseil de sécurité, instance dirigée par le général, et dont les pouvoirs devraient être accrus.

Après la signature prochaine d'un décret présidentiel, le Conseil de sécurité pourra « nommer et renvoyer des fonctionnaires ou militaires » liés à la question tchétchène. Porteur d'une « nouvelle approche », l'ambitieux général pourrait prochainement faire tomber des têtes. Il a critiqué, lundi, le mauvais état de l'armée : « de pauvres gringalets affamés, pleins de peur », « l'absence de bonnes analyses sur la situation sur place » et le rôle du chef tchétchène pro-russe, Dokou Zavgayev qui, « se cache derrière les épaules des militaires russes dans un aéroport de la périphérie de Grozny ».

Après avoir rendu hommage aux « qualités militaires des Tchétchènes », lesquels, selon lui, « ne sont pas des criminels », il s'est déclaré prêt à « renvoyer sans indemnité » les attachés de presse des mi-

nistères chargés du maintien de l'ordre (ministères de l'Intérieur et de la Défense), tout en « donnant 20 sur 20 » au travail du porte-parole des indépendantistes, Movladi Oudougov, pour ses interventions fréquentes sur les ondes des radios russes.

Malgré les bonnes intentions affichées par le général Lebed, le prochain règlement de la crise tchétchène ne semble pas en vue. Au moment où il s'exprimait devant la presse, lundi, le ministre de la Justice continuait d'examiner un projet d'instauration de l'état d'urgence à Grozny à la demande du premier ministre Viktor Tchernomyrdine. L'état d'urgence devrait être assorti d'un renforcement des troupes russes et de restrictions imposées au travail de la presse sur place. Ce fait jette le doute sur les projets du général Lebed. Ce dernier avait clairement indiqué s'être mis d'accord avec le chef d'état-major des forces indépendantistes pour que, justement, l'état d'urgence ne soit pas instauré, faisant de ce principe la pierre angulaire des nouveaux accords.

LOURDES PERTES

Alors que les forces russes subissent de lourdes pertes à Grozny, la perspective d'un envoi de renforts pourrait-elle suffire à garantir la victoire des Russes dans une guerre à laquelle ils n'entendent rien ? « Pour quelles raisons tant de nos frères sont morts ? », écrivait le quotidien *Komsomolskaya Pravda*, en annonçant l'éventualité d'un prochain accord avec les indépendantistes.

Autre ombre au tableau : le cessez-le-feu annoncé par le général Lebed et qui devait intervenir lundi soir à Grozny n'a toujours pas été instauré. Malgré une promesse du commandement militaire russe sur place de ne pas employer l'aviation dans les faubourgs de Grozny, la puissance de feu des Russes a redoublé d'intensité. « Ils ont juste cessé d'employer l'aviation parce qu'il pleuvait trop et qu'il n'y avait pas de visibilité », a expliqué, lundi soir, le porte-parole des forces indépendantistes, Movladi Oudougov.

Malgré la nouvelle tactique des Russes - l'envoi de petits groupes de fantassins à l'assaut du centre de Grozny - la capitale est toujours aux mains des Tchétchènes. Les unités spéciales du ministère de l'Intérieur livrent des combats au corps à corps contre les indépendantistes pour le contrôle du centre. Selon l'envoyé spécial du service russe de Radio-Liberté, les soldats russes utilisent couramment désormais la technique du bouclier humain, prenant des civils en otage pour franchir les lignes tchétchènes. 13.000 civils, dont des malades et des blessés, sont toujours bloqués par les militaires russes à Staria Soujka, dans la banlieue de Grozny. Les Russes occupés à « vérifier les identités » des réfugiés continuent de leur refuser le passage et les raids des hélicoptères dans ce quartier, pourtant largement contrôlé par les forces fédérales, font de nouvelles victimes.

Marie Jégo

## Le triomphe de Ralph Reed ou l'irrésistible ascension des radicaux chrétiens

SAN DIEGO

de notre envoyée spéciale

Dans la foule des quelque 30 000 personnes qui assistent à la convention de San Diego, un homme élégant et à l'aspect juvénile concentre tous les regards sur son passage. Bien qu'il ne détienne aucune position officielle, son influence dépasse de loin celle de la plupart des « barons » du Grand Old Party.

Costume bien mariné agrémenté d'une pochette blanche, cravate club rayée, cheveux impeccablement séparés par une raie de premier communiant, cet être clair et visagé lisse : la silhouette de Ralph Reed, directeur général de la Coalition chrétienne, est désormais connue de tous. Pourtant, il n'est pas homme à rechercher l'attention des médias, préférant agir avec discrétion et efficacité. Il sait que le programme qui sera adopté à San Diego portera sa marque - notamment en matière d'avortement - c'est-à-dire celle de la droite religieuse, courant de pensée dont l'influence ne cesse de s'étendre au sein du Parti républicain.

Le mouvement dont Ralph Reed, alors âgé de vingt-sept ans, a hérité en 1989 est devenu la plus puissante organisation politico-religieuse d'Amérique. Elle regroupe quelque 1,6 million de membres, et son budget annuel est passé de 14,8 millions de dollars à 25 millions de dollars (plus de 125 millions de francs) en deux ans. Le télévangéliste directeur de la Christian Coalition reconnaît volontiers qu'il fut d'abord un militant républicain avant de devenir, en 1983, un chrétien de choc. Alors qu'il étudiait pour décrocher son doctorat d'his-

toire, Ralph Reed fréquentait assidûment le quartier général du parti, à Washington, n'hésitant pas à payer de sa personne lors des campagnes électorales de personnalités comme le sénateur de Caroline du Nord Jesse Helms, ou Jack Kemp, qui vient d'être désigné comme le colistier de Bob Dole sur le « ticket » présidentiel républicain.

Et puis, alors qu'il était président du comité national des étudiants républicains, Ralph Reed est entré dans une église. Depuis, la foi et l'activisme politico-religieux ne l'ont plus quitté. Quelques années plus tard, il rencontra le riche télévangéliste Pat Robertson, à qui il fit forte impression. En 1988, M. Robertson tenta, sans succès, de décrocher l'investiture présidentielle républicaine ; puis, l'année suivante, sa réputation quelque peu ternie par des propos jugés antisémites, il préféra s'éloigner de la direction de la Coalition chrétienne à son jeune protégé.

INFLUENCE PRÉPONDERANTE

Ralph Reed a transformé le mouvement, lui donnant une image plus moderne et moins extrémiste. Si les buts poursuivis demeurent identiques - la croisade contre l'avortement, la défense des valeurs morales et familiales, la dénonciation de l'homosexualité et le combat pour la prière dans les écoles -, la stratégie s'est affinée. En développant systématiquement son implantation locale, la Coalition chrétienne dispose désormais de nombreux élus dévoués à la cause, ce qui, via le Parti républicain, accroît l'influence nationale de l'organisation. Selon une étude

indépendante, celle-ci contrôle désormais le Parti républicain dans treize Etats sur cinquante, et y exerce une influence prépondérante dans dix-huit autres.

Le résultat est manifeste : lors des élections de novembre 1994, c'est la Coalition chrétienne qui sélectionna de facto une bonne partie des candidats républicains qui devaient être portés au Capitole par un raz de marée électoral. L'influence de la Coalition chrétienne s'est à nouveau exprimée lors des dernières primaires : sept des neuf candidats qui briguaient alors l'investiture présidentielle républicaine n'oublièrent pas d'assister à la conférence annuelle de l'organisation. Bob Dole, lié par une vieille amitié à Pat Robertson, était bien sûr du nombre.

Le résultat du patient travail de Ralph Reed peut se mesurer à San Diego : 60 % des délégués à la convention s'y déclarent « conservateurs religieux » et, selon certaines estimations, au moins 20 % d'entre eux seraient membres de la Coalition chrétienne. M. Dole est donc obligé de ménager un courant aussi influent, au risque de « droitiser » l'image de son parti et, par contrecoup, de renvoyer dans les bras de Bill Clinton les électeurs, républicains ou autres, déçus par cette évolution. La tâche de Robert Dole n'est donc pas tant de convaincre un électorat conservateur qui lui est tout acquis, que de décider les électeurs indépendants et modérés à se rallier à sa candidature.

Cette double contrainte explique les relations ambiguës qu'entretient l'ancien sénateur du Kansas avec la Coalition chrétienne. Alors

que sa dénonciation de la « décadence morale » d'Hollywood lui vaut les applaudissements de Ralph Reed, ses nombreuses fluctuations sur l'avortement inquiètent la droite religieuse. Car, à la différence de son épouse Elizabeth, qui n'hésite jamais à faire du prosélytisme en faveur de la Coalition chrétienne, M. Dole n'a rien d'un chrétien militant. Sans doute est-ce pour cela qu'il a déclaré ne pas s'estimer tenu de respecter la lettre la plus stricte de San Diego, dont la tonalité politique porte l'empreinte de la Coalition chrétienne.

Laurent Zecchini

## L'Inde, le Pakistan et l'Iran bloquent le traité d'interdiction des essais nucléaires

LA NÉGOCIATION sur une mise hors la loi des essais nucléaires a trébuché lundi 12 août, dans sa phase finale, les Etats-Unis accusant l'Inde, le Pakistan et l'Iran de vouloir saboter des années d'efforts internationaux pour mettre fin à la course aux armements nucléaires.

« Le but, j'imagine, est de tuer le traité » d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT), a déclaré le délégué américain à la conférence du désarmement, Stephen Ledogar, à la sortie de trois heures de discussion en comité de négociation. M. Ledogar a incriminé « les pays habituels, prêts à utiliser n'importe quel procédé tactique pour essayer d'éterniser les négocia-

tions », faisant ainsi référence à l'Inde, au Pakistan et à l'Iran.

L'Inde menace de mettre son veto au traité. Elle estime que ce texte consacrerait le monopole des cinq puissances nucléaires déclarées. Elle conteste aussi la clause d'entrée en vigueur qui exige son adhésion pour que le traité soit appliqué. Le Pakistan dit ne pas vouloir signer si l'Inde ne signe pas. L'Iran réclame pour sa part de nouvelles négociations pour qu'Israël soit rayé de la liste des pays du Moyen-Orient qui devront veiller à son respect.

De nouvelles rencontres étaient prévues mardi et jeudi à Genève. Les accusations américaines et le renfort apporté à l'Inde, jusque-

là isolée, par l'Iran et le Pakistan sont venus compliquer la négociation, qui n'a plus que quelques jours devant elle si l'on veut respecter le calendrier prévu. La conférence s'est fixée pour objectif de conclure vers la mi-août, compte tenu des délais matériels, pour présenter un traité à la signature de la prochaine Assemblée générale de l'ONU, fin septembre. Mais les chances de convaincre New Delhi paraissent faibles.

Si tout échouait, les Etats-Unis proposeraient avec d'autres pays une résolution soumettant directement le traité à l'Assemblée générale de l'ONU, sans l'aval de la conférence de Genève. (AFP.)







# FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 14 AOÛT 1996

**SYNDICATS** FO n'ayant pas conservé la présidence de la caisse nationale d'assurance maladie des salariés du secteur privé, Marc Blondel souhaite présider l'assurance-

chômage. Le gouvernement voudrait l'éviter, mais cet organisme est géré paritairement par les syndicats et le patronat, où le secrétaire général de FO n'est pas sans appuis.

● **NICOLE NOTAT** avait arraché à FO la présidence de l'Unedic en 1992. C'est ainsi un nouvel épisode de la lutte entre ces deux syndicats « réformistes » qui se joue. Au-delà,

l'utilisation des excédents dégagés par l'assurance-chômage est débattue au sein du CNPF, certains patrons souhaitant en profiter pour diminuer les cotisations des entreprises.

● **LE CHÔMAGE** devrait continuer à augmenter, une enquête du ministère du travail montrant que les effectifs salariés ont stagné sur les neuf derniers mois.

## Le gouvernement ne souhaite pas que Marc Blondel préside l'Unedic

Le secrétaire général de Force ouvrière a posé sa candidature à la présidence de l'assurance-chômage, qui paraissait acquise à la CFDT. Alain Juppé redoute qu'il ne l'obtienne avec l'appui de certains patrons

L'AFFRONTEMENT annoncé entre Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, et Marc Blondel, son homologue de Force ouvrière, pour l'élection à la présidence de l'Unedic, prévue pour le 1<sup>er</sup> octobre, promet de passionner les spectateurs. Pour l'heure, c'est le gouvernement qui se préoccupe le plus du résultat de cette joute. Officiellement, Matignon refuse de dire son mot sur l'élection du président de l'assurance-chômage.

Le gouvernement ne veut pas non plus s'immiscer dans la gestion de cet organisme paritaire ni s'exprimer sur l'affectation de l'excédent de 12 milliards de francs que celui-ci réalisera en 1996, car « cela concerne les partenaires sociaux ». En réalité, le gouvernement s'inquiète de certains scénarios qui s'ébaucheraient entre des membres du patronat et

Force ouvrière pour faciliter l'arrivée de Marc Blondel à la présidence.

Il redoute qu'une alliance contre nature soit conclue entre les patrons ultra-libéraux, parmi lesquels il classe Denis Kessler, vice-président du CNPF et président de la fédération française des sociétés d'assurance (FFSA), Claude Bebear, PDG d'AXA, Denis Gaudier-Sauvagnac, actuel président de l'Unedic et vice-président délégué général de l'UIMM, ou Jean-Louis Giral, PDG de Desquenne et Giral, d'une part et Force ouvrière d'autre part. Ce pacte redouté par le pouvoir aurait pour but de porter Marc Blondel à la tête de l'Unedic où il se servirait des excédents pour augmenter les indemnités des chômeurs en échange de quoi le patronat obtiendrait une baisse des cotisations-chômage des entreprises.

Le gouvernement n'apprécierait

pas un partage du « trésor » de l'Unedic sur de telles bases. Il préférerait une utilisation des excédents pour des actions en faveur de créations d'emplois, notamment pour un élargissement de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) créé le 6 septembre 1995.

### M. BERGERON INTERVIEW

Accepté à l'unanimité des cinq organisations syndicales et par le CNPF, ce dispositif permettra l'embauche de 60 000 jeunes en 1996. L'ARPE est financée par l'Unedic et autorise les salariés âgés d'au moins cinquante-sept ans et neuf mois et ayant cotisé 160 trimestres à partir en retraite en percevant 65 % de leur salaire brut à condition que leur entreprise embauche un autre salarié en contrepartie.

Pour accentuer l'effort de la lutte contre le chômage, les pouvoirs publics préféreraient avoir affaire à

des interlocuteurs partageant leurs priorités en matière d'emploi et souhaiteraient que l'emporte à l'Unedic la ligne incarnée par Jean Gandois, président du CNPF et réputé « social », et par la CFDT de Nicole Notat, jugée vraiment réformatrice. D'autant plus qu'André Bergeron, ancien secrétaire de Force ouvrière et président d'honneur de l'Unedic, a téléphoné au premier ministre pour lui dire que l'accession de son successeur à la présidence de l'Unedic serait de bien mauvais augure pour l'avenir de l'assurance-chômage.

Le débat au sein du patronat — dont dépend tant la présidence de l'Unedic que l'emploi de ses excédents — est loin d'être aussi tranché que le font apparaître ces esquisses. Rien pour l'heure ne vient confirmer l'affrontement d'un camp associant FO, ultra libéraux et chômeurs indemnisés contre un autre qui regrouperait CFDT, pa-

trons « citoyens », gouvernement et demandeurs d'emploi. Ainsi M. Bebear dément les intentions qui lui sont prêtées.

Sur la question de la présidence de l'Unedic, les responsables du CNPF sont individuellement déçus : personne ne veut exclure Force ouvrière du jeu paritaire, surtout après sa perte de la présidence de la caisse d'assurance maladie au bénéfice de la CFDT. La marginalisation de la centrale de Marc Blondel risquerait de la conduire à jouer encore un peu plus la carte « révolutionnaire » de la CGT. Mais, ni à l'UIMM ni chez les plus libéraux des chefs d'entreprise, on ne souhaite non plus confier à des « irresponsables » l'Unedic et humilier la CFDT, qui l'a présidée fort honorablement.

Sur la question de l'affectation des 12 milliards de francs d'excédents, les hésitations sont comparables : les patrons semblent ac-

quis à l'idée qu'il convient de prolonger l'ARPE, car il n'existe pas tant de dispositifs sociaux efficaces pour embaucher des jeunes. Les syndicats estiment à 4 ou 5 milliards de francs le prix de sa simple reconduction. Mais certains membres du conseil exécutif du CNPF jugent que son coût est excessif pour de fausses créations d'emplois et des mises à la retraite prématurées : les 60 000 emplois créés cette année coûteraient 8,7 milliards de francs alors qu'il était prévu à l'origine d'en créer 80 000 pour 8 milliards. Ce dérapage a poussé le patronat à demander aux syndicats de reporter à septembre la réunion prévue en juillet sur l'extension possible du bénéfice de l'ARPE aux salariés plus jeunes afin « d'examiner au préalable, selon différents scénarios, les résultats prévisibles de l'Unedic notamment sur les années 1996 et 1997 ».

Des voix s'élèvent dans les rangs de l'organisation patronale pour dire que les comptes de l'Unedic risquent de replonger dans le « rouge » sous la poussée du chômage et qu'il serait imprudent d'instituer des dépenses lourdes et pérennes en faveur de l'emploi que l'assurance-chômage pourrait être hors d'état de financer dans quelques années. D'autres demandent que, dans la situation de quasi-récession où se trouve le pays, on réinjecte du pouvoir d'achat en baissant les cotisations-chômage des salariés. C'est dire que le CNPF n'a pas encore arrêté sa ligne de conduite et que les débats seront animés au sein de son conseil exécutif du 16 septembre où les personnalités s'affronteront au moins autant que les idées sur l'avenir de l'Unedic.

AL. F.

Alain Faujas

## Le chassé-croisé de deux syndicats « réformistes »

**CLASSÉS SYNDICATS « RÉFORMISTES »** par contraste avec la CGT, les confédérations Force ouvrière et CFDT ne se sont jamais rencontrées. L'organisation de Nicole Notat est marquée par ses origines confessionnelles et celle de Marc Blondel par sa forte culture laïque. Au cours des vingt dernières années, la CFDT s'est plutôt signalée par une combativité qui lui a fait rejoindre à de nombreuses occasions les combats de la CGT et qui l'a fait taxer de « gauchiste ». En revanche, FO s'est longtemps posée en interlocuteur privilégié des gouvernements.

Les deux centrales ont connu des évolutions symétriques et opposées. André Bergeron a laissé la place à Marc Blondel en 1989 à la tête de FO. Nicole Notat a pris le pouvoir à la hussarde en 1992 à la CFDT. La remise en cause du poids de l'appareil d'Etat croulant

sous les déficits des entreprises publiques et des régimes sociaux n'a pas peu contribué à radicaliser FO, dont les gros bataillons se recrutent dans la fonction publique et dans les « entreprises à statut ».

C'est au cours de la crise sociale du mois de décembre 1995 que le renversement des rôles est devenu évident. Refusant la réforme de la Sécurité sociale annoncée par Alain Juppé et défendant bec et ongles le régime spécial de retraite des cheminots, le secrétaire général de FO est apparu comme un virulent contestataire. Nicole Notat, elle, a estimé qu'il s'agissait d'une réforme indispensable pour éviter l'effondrement du régime de protection sociale. Les accusations de « social-traité » ont changé de camp.

Et la coagulation aussi. FO a refusé de présenter un candidat à la présidence de la caisse nationale d'assurance-maladie

(CNAM) pour n'avoir pas à cogérer la mise en place du plan Juppé. Le 16 juillet, c'est Jean-Marie Spaeth (CFDT) qui a été élu à la tête de la CNAM.

### LES PRÉFÉRENCES DU CNPF

La deuxième bastion paritaire d'importance, l'assurance-chômage, que détenait FO du temps d'André Bergeron et que Nicole Notat lui a ravi en 1992 lui reviendra-t-il le 1<sup>er</sup> octobre, puisque Marc Blondel s'y est porté officiellement candidat au lendemain de la perte de la CNAM ? S'il ne tenait qu'au gouvernement, sûrement pas. L'antipathie est forte entre Alain Juppé et le patron de FO, pour lequel le président de la République ne semble plus avoir l'indulgence d'autrefois. Mais tout dépend d'un patronat qui aimera continuer sa stratégie des deux fers au feu. Le CNPF veut s'appuyer à la fois sur FO

et sur la CFDT pour pouvoir faire monter les enchères entre ses interlocuteurs « réformistes ». Malgré la sympathie évidente de son président, Jean Gandois, pour Nicole Notat, il ne lui plaît guère de mettre FO sur la touche. D'ailleurs, nombre de patrons préfèrent le syndicalisme un peu primaire et même « alimentaire » de Marc Blondel, comme le dit l'un d'eux, au syndicalisme intellectuel et de cogestion de la CFDT.

Tout dépendra, en définitive, du secrétaire général de FO : s'il donnait à ses interlocuteurs patronaux la garantie qu'il généraliserait l'Unedic de façon raisonnable et qu'il n'en profiterait pas pour empêcher la remise en ordre de la protection sociale nationale, il pourrait damer le pion à la secrétaire générale de la CFDT.

## 115 milliards de francs pour les chômeurs

● **Association.** L'Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Unedic) est une association selon la loi de 1901 qui fédère et gère les Assedic et le GARF (Groupement des Assedic de la région parisienne). L'ensemble constitue le régime d'assurance-chômage français et a pour fonction de veiller à une application de la réglementation qui garantisse une égalité de traitement à tous les travailleurs privés d'emploi.

● **Indemnités.** 11 000 agents collectent les contributions de 1,3 million d'entreprises privées et ont dépensé 115 milliards de francs pour 2,6 millions d'allocationnaires en 1995 (-4,3 % par rapport à 1994). Après avoir connu des années de déficit, l'Unedic devrait enregistrer un excédent d'une douzaine de milliards de francs. Les projections font apparaître un excédent de plus de 20 milliards en 1997.

● **Pouvoir.** L'Unedic est un organisme paritaire, c'est-à-dire qu'il est co-géré par le patronat et les syndicats qui se partagent les sièges de son conseil d'administration : 25 pour le patronat, soit 18 pour le CNPF, 5 pour la CGPME et 2 pour l'Union professionnelle artisanale ; 25 pour les syndicats, soit 5 chacun pour la CGT, la CFDT, Force ouvrière, la CFTC et la CGC.

● **Président.** La présidence de l'Unedic est pourvue tous les deux ans par le conseil d'administration, qui choisit en alternance dans les rangs employeurs et dans les rangs salariés. Ont été présidents : André Bergeron (FO, 1988), Bernard Botsson (CNPF, 1990), Nicole Notat (CFDT, 1992) et Denis Gautier-Sauvagnac (CNPF, 1994).

## L'économie française n'a pratiquement créé aucun emploi sur les neuf derniers mois

**C'EST UN INDICATEUR** de plus qui confirme que l'économie française tourne au ralenti : selon l'enquête publiée mardi 13 août par le ministère du travail, les effectifs salariés dans les secteurs privés et semi-publics ont stagné au cours du premier semestre de l'année 1996. Au 30 juin, ils s'élevaient à 13 408 millions, soit exactement le même chiffre qu'au 31 décembre 1995.

L'intérêt de cette statistique est qu'elle est évidemment totalement indexée sur l'activité économique. Quand celle-ci est dynamique, l'emploi progresse ; en revanche, celui-ci marque le pas dès que la croissance tend vers zéro. Ainsi, en 1993, l'année de la récession, l'emploi s'est-il logiquement effondré : les effectifs salariés ont diminué de 242 500 personnes (-1,8 %). Puis, en 1994, l'économie française a profité d'une très forte mais brève

reprise et les effectifs salariés sont fortement repartis à la hausse, progressant de 154 000 personnes (+1,2 %).

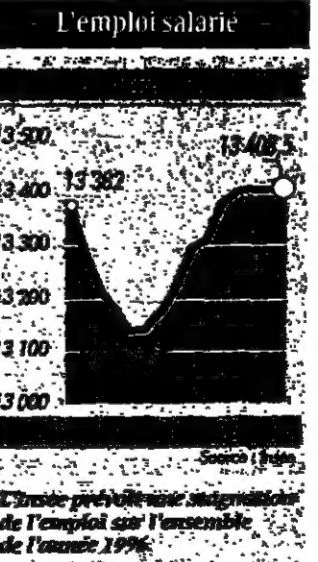
L'année 1995, elle, s'est déroulée en deux temps : la croissance est restée vive au début, avant de fléchir brutalement. L'emploi a donc suivi la même inflexion. En moyenne, l'année a donc enregistré une hausse des effectifs de 114 900 personnes (+0,7 %), mais ce chiffre masque une inversion de tendance en cours d'année puisque les effectifs salariés ont stagné au dernier trimestre.

### DISPARITÉS SECTORIELLES

Les dernières statistiques du ministère du travail viennent donc confirmer ce que l'on pressentait : depuis l'automne 1995 et jusqu'au début de l'année 1996, c'est-à-dire au cours des trois derniers trimestres connus, l'économie fran-

çaise n'a quasiment pas créé d'emplois. Cette stagnation recouvre des disparités. Ainsi, au cours des douze mois s'achevant en juin 1996, les effectifs de l'industrie ont chuté de 1,2 %, tandis que ceux du tertiaire ont progressé de 1,6 %.

On comprend mieux le pessimisme dont les experts font preuve pour le chômage, car si la croissance ne repart pas l'emploi, lui aussi, continuera de rester étale. C'est d'ailleurs ce que l'Insee prévoyait dans ses dernières prévisions, en juin. L'emploi total, dit-il, « devrait donc stagner en 1996, voire très légèrement décroître, après deux années de hausse ». Or, dans le même temps, le marché du travail devra absorber de nombreuses arrivées nouvelles, et notamment celles, rituelles en cette période de l'année, des jeunes qui arrivent en fin de scolarité.



Dans sa dernière Lettre, en date du 26 juillet, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) en tirait donc la conclusion qu'il serait « très difficile d'éviter une nouvelle aggravation du chômage ». Sur les deux années 1996 et 1997, estimait-il, « elle atteindrait 260 000 (+140 000 en 1996 et +120 000 en 1997) ». L'Institut précisait même que, si les aides budgétaires à l'emploi étaient trop faiblement réduites, cette prévision « en serait néanmoins affectée et qu'au lieu d'une augmentation modérée c'est une explosion des demandes d'emploi qu'il faudrait envisager ».

C'est dire que les dernières statistiques du ministère du travail peuvent légitimement préoccuper le gouvernement : elles étaient les plus sombres pronostics.

Laurent Mauduit

## Le maire de La Grande-Motte interdit la distribution de tracts anti-FN

A Orange, Jacques Bompard invoque un arrêté du préfet de police de Paris

**APRÈS ORANGE**, dans le Vaucluse, la Grande-Motte, dans l'Hérault : la contagion semble gagner. Jacques Bompard (FN) n'est plus le seul à vouloir interdire la distribution de tracts dans sa commune. Il a été rejoint, lundi 12 août, par le maire (div. d.) de la station balnéaire du Languedoc. Notre correspondant Jacques Moulin nous signale que, depuis l'annonce de la réunion de l'université d'été du Front national au Palais des congrès de La Grande-Motte, loué à la municipalité du 26 au 30 août, de nombreuses associations se sont mobilisées pour appeler à une manifestation dans la ville le jour de l'ouverture de cette université.

Lundi dans la soirée, ils étaient ainsi une vingtaine, membres d'un collectif regroupant associations

et syndicats, venus distribuer des tracts à la sortie d'un concert du saxophoniste Manu Dibango, lorsque des policiers municipaux leur ont demandé de leur remettre leurs documents. Surpris, les militants anti-Front national ont exigé des explications. Les policiers leur ont révélé qu'un arrêté interdisant la distribution de tracts sur la voie publique existait depuis le 8 août 1983. Jusqu'ici, cet arrêté n'avait jamais été appliqué par le nouveau maire, Serge Durand (div. d.), élu en juin 1995. Cette distribution a donc été interrompue. Les opposants au Front national sont repartis calmement. Ils devaient cependant venir chercher une copie de l'arrêté mardi 13 août afin de déposer un recours devant le tribunal administratif de Montpellier,

dans l'espoir, comme ce fut le cas pour Orange la semaine précédente, d'en obtenir la suspension.

Le nouveau maire de La Grande-Motte a, jusqu'à maintenant, justifié son attitude vis-à-vis du Front national par une triple argumentation : d'une part, en observant que le FN est un parti autorisé et que, si ses manifestations devaient être interdites, c'est à l'Etat qu'il reviendrait d'en prendre la responsabilité ; d'autre part, en affirmant que la location du Palais des congrès avait été conclue avant son arrivée à la mairie ; enfin, en soulignant que les retombées économiques d'une telle réunion ne sont pas négligeables pour la commune.

De son côté, le maire d'Orange n'en démord pas : après la décision

du tribunal administratif de Marseille suspendant l'application de son arrêté visant à interdire la distribution de tracts sur sa commune au nom du « maintien de la propriété de la ville » (Le Monde daté 11-12 août), M. Bompard a pris un nouvel arrêté lundi : « Il est fait obligation à ceux qui auront distribué ou fait distribuer des prospectus, de ramasser ceux qui auront été jetés sur la voie publique dans un rayon de 30 mètres autour des points de distribution fixe, indique le texte. S'il s'agit d'une distribution mobile, le ramassage doit être opéré dans le même rayon, le long du trajet suivi par le distributeur. » Pour se prémunir contre un nouveau recours devant le tribunal administratif, la mairie d'Orange fait référence « aux dis-

positions de l'arrêté du maire de Paris et du préfet de police du 11 août 1986 ».

A Paris, en fait, c'est le préfet de police qui est seul à détenir les pouvoirs de réglementation sur la voie publique. Plusieurs décisions interdisant la distribution de tracts et prospectus ont en effet été prises dans la capitale. Après un arrêté de 1968 concernant le métro, un autre de 1978 pour les gares, un nouveau texte a été publié, le 21 juillet 1982, concernant les « points où les vendeurs et distributeurs d'écrits, d'imprimés, de dessins (...) pourraient gêner la circulation ». Il s'agit d'une vingtaine d'artères parmi lesquelles les Champs-Élysées, les grands boulevards, le boulevard Saint-Michel, la rue de Rennes, etc.



APRÈS l'  
(Banyoles), l'  
lemagne (H  
borg), pour  
nières au  
européenne  
Grenoble, l'  
édition. Du  
au 18 août,  
dra capital  
sues, des b  
neaux et c  
amateurs  
vraient y  
nations. C  
fois : un Sa  
fessionnel  
de cirque ;  
proposé c  
aux enfant  
public dur.

## CINÉ

## NOUVEA

## DEAD BEA

Film amér  
Bruce Bar  
tasha Gre  
VO : Les l  
00 ; résér  
L'ÉFACEL  
Film amér  
avec Ann  
Caan, Va  
burn, Rot  
well (1 h 1  
VO : UGC  
1<sup>re</sup> : UGC  
Marignan  
30-20-10)  
UGC Non  
Gobelins  
55-58 ; r  
Majestic  
34 ; rése  
Maillo, r  
VF : Rex,  
Montpar  
Opéra, d  
vation : d  
dolby, 11  
40-30-20  
by, 12<sup>e</sup> ;  
Gaumont  
vation : d  
dolby, 11  
40-30-20  
15<sup>e</sup> (48-  
20-10) ;  
servatio  
ta, dolby  
tion : 48  
FLUPPER  
Film an  
Elliah  
Field, J  
Jason F  
VO : U  
1<sup>re</sup> : Gai  
servati  
dolby,  
VF : U  
1<sup>re</sup> ; Re  
Montp  
gran  
20-10)  
mouni  
réserv  
tion, c  
tion :  
telle,  
Gaum  
vator  
14<sup>e</sup> (3  
20-10)  
Vespri  
30-20  
(45-51  
10)  
FORZ  
Film l  
bugli  
nat G  
di, A  
Nazz  
VO :  
99-4  
Juill  
79-9  
32-2  
LES  
Film  
Brid  
Coh  
VO :  
9<sup>e</sup> 6  
20-1  
(43-  
10)  
POL  
Film  
ave  
dio  
Ros  
VO  
vet  
SA  
Filt  
ker  
Shi  
All  
Se  
Ve  
56  
70  
14  
77  
(4)

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 14 AOÛT 1996

**IMMIGRATION** Hospitalisés de force, lundi 12 août, les dix grévistes de la faim de l'église Saint-Bernard ont quelques heures plus tard repris leur mouvement pour

demande la régularisation des trois cents Africains qui occupent ce lieu de culte depuis bientôt deux mois. ● L'OPÉRATION engagée par la préfecture de police, qui se solda

par un échec, a fait se multiplier les manifestations de soutien au mouvement des Africains. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, le 12 août en fin d'après-

midi devant Notre-Dame, et de nouvelles initiatives sont annoncées. ● ASSOCIATIONS HUMAINITAIRES, partis d'opposition et syndicats ont vivement dénoncé

l'attitude du gouvernement. Tous souhaitent que des négociations soient ouvertes, sur la base des propositions faites dès juin dernier par le collège des médiateurs.

## Les manifestations de soutien aux Africains sans papiers se multiplient

Les grévistes de la faim, hospitalisés de force le 12 août durant quelques heures, poursuivent leur mouvement dans l'église Saint-Bernard. Associations, syndicats et partis d'opposition dénoncent l'attitude du gouvernement

LES DIX GRÉVISTES de la faim de l'église Saint-Bernard, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris, hospitalisés de force, lundi 12 août au matin, étaient tous de retour dans l'église, le soir même, vers 19 heures. Après examen médical, les médecins des sept établissements de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (APHP) les ont laissés repartir, considérant que leur « état clinique n'imposait pas l'hospitalisation ». Seules deux personnes sont sorties de l'hôpital Cochin « contre avis médical », a précisé l'APIH.

L'opération d'évacuation de la Préfecture de police de Paris, « à caractère humanitaire » selon son propre communiqué, s'avère être un coup d'épée dans l'eau. Menée « dans le cadre de l'assistance à personnes en danger », elle s'est trouvée déjouée par le retour des grévistes. Les médecins des six hôpitaux parisiens dans lesquels ils avaient été dispersés - Lariboisière, Hôtel-Dieu, Saint-Antoine, Tenon, Saint-Louis et Cochin - refusant de suivre les recommandations alarmistes du gouvernement, le doute est jeté sur l'objectif réel de l'évacuation des grévistes. Contactée, la Préfecture n'a pas désiré réagir au retour des grévistes, précisant qu'elle « s'en tenait au communiqué » du lundi 12 août.

L'évacuation de lundi aura permis un renforcement du soutien aux sans-papiers de Saint-Bernard. On se pressait hier dans les travées de l'église pour accueillir le retour des dix grévistes. Le secrétaire général de la CGT, Louis Vianney, était présent et exprimait son « indignation » après l'intervention des forces de l'ordre. Quant à la « loi solennelle » des lois Pasqua, le responsable cégétiste s'est prononcé pour la « recherche de solutions réellement humanitaires qui ne ressemblent en rien au traitement subi par les grévistes de la faim ». Il a réclamé « l'ouverture immédiate et directe de négociations ».

« ATTITUDE HYPOCRITE » La CFDT a fait écho à cette demande, estimant que « la seule solution à caractère humanitaire » au problème posé par les Africains de Saint-Bernard « consiste à engager une négociation sur la base des propositions faites par le collège des médiateurs ».

Les Verts ont également dénoncé « l'attitude hypocrite du gouvernement, qui emploie la force contre

des personnes vulnérables et non violentes, sous un fallacieux prétexte d'humanité ». La porte-parole du mouvement, Dominique Vignat, ajoute dans un communiqué : « Ce n'est pas par l'application tatillon de lois inhumaines que la France règlera le problème de l'immigration ».

« FAIRE UN GESTE » Dans la même ligne, le député socialiste de l'Essonne Julien Dray a demandé, lundi 12 août, au ministre de l'Intérieur, de « faire un geste de bonne volonté en direction des familles de Saint-Bernard ».

Cette demande a été relayée par Daniel Vaillant, député maire socialiste du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. M. Vaillant a expliqué que le Parti socialiste est partisan de la lutte contre « toutes les filières qui favorisent l'immigration irrégulière et contre l'exploitation du travail clandestin ». L'élu parisien a souligné que le PS « travaille pour trouver des solutions, pour substituer aux lois Pasqua de nouvelles lois qui soient plus faciles à appliquer mais ne soient pas laisses à la dérive de l'immigration irrégulière ».

### Une expulsion sur dix se fait par vol charter

Le préfet Robert Broussard, patron de la Diciec, la Direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins, a indiqué mardi 12 août, qu'en moyenne « une personne sur dix » seulement était expulsée de France par charter. Les autres partaient volontairement par avion de ligne « une fois tous les droits de recours épuisés ». Au micro de RTL, le préfet a également expliqué qu'il y a trois catégories de personnes expulsées de France par charter. Il s'agit des personnes « en situation irrégulière qui font l'objet d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière », des personnes « condamnées et sous le coup d'une interdiction de territoire » et enfin les personnes « expulsées pour des raisons d'ordre public, en très faible quantité », a-t-il précisé. Selon le ministre de l'Intérieur, 15 504 étrangers en situation irrégulière ont été expulsés, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1995. Le 7 août, le 22<sup>e</sup> charter affrété depuis que Jean-Louis Debré est ministre de l'Intérieur décollait pour le Maroc et le Mali.

Seule voix à s'exprimer pour la droite, le député UDF-PR du Val-de-Marne Alain Griotteray s'est déclaré, lundi 12 août, partisan d'« expulser peu à peu » les immigrés grévistes de la faim de Saint-Bernard et les parents d'enfants nés en France depuis la loi Pasqua de 1993, « en prenant les cas de la façon la plus humaine possible ». Le chroniqueur du Figaro Magazine a souligné la « nécessité de faire savoir que la France n'est pas l'accueil de tous les malheureux du monde ». « Je crains que, quand on ne montre pas trop de fermeté, ce soit le moyen le plus sûr d'alimenter la xénophobie et c'est ça qui fait monter les extrémismes de droite », a ajouté M. Griotteray.

### VIOLATIONS GRAVES

Dans ce concert de protestations, les associations soutenant les sans-papiers de Saint-Bernard n'étaient pas en reste. Médecins du monde, qui assure une permanence quotidienne auprès des dix grévistes, a dénoncé « les violations graves des principes éthiques » concernant l'assistance médicale. « La grève de la faim est un acte d'opinion, ultime recours face à un état pour se faire entendre », a estimé l'organisation humanitaire.

Amnesty International a tenu elle aussi à exprimer son indignation, lançant un « appel urgent pour que les pouvoirs publics acceptent d'attribuer des cartes de séjour à des personnes qui n'ont pas d'attaches familiales en France ». La section française de l'organisation a exprimé sa crainte, « depuis la généralisation des charters (...), d'une augmentation des violations des droits de l'homme ».

Afin de protester contre l'hospitalisation forcée des dix grévistes de Saint-Bernard et l'évacuation qui l'a précédée, un rassemblement était organisé sur le parvis de Notre-Dame de Paris, lundi 12 août. Plusieurs centaines de personnes s'y sont massées, en fin d'après-midi.

Mardi 13 août, un jeûne de soutien devait être organisé au sein de l'église Saint-Bernard, avant un rassemblement, prévu pour la nuit du 13 au 14 août. Les soutiens aux sans-papiers y sont conviés « avec leurs bougies, précise Traoré Doro, porte-parole des sans-papiers. Pour que les lumières disent qu'on abandonnera pas ».

Cécile Prieur

Lire aussi page 20

## Hamady, Sékou, Marianne, acteurs d'un même combat

● **HAMADY CAMARA** n'aura passé que quelques heures à l'hôpital Lariboisière. Ce Maïtani de trente-quatre ans est le premier des dix grévistes de la faim à être revenu à l'église Saint-Bernard, lundi 12 août, vers midi. Aussitôt, il réintègre sa couche, se lève dans son duvet. L'opération du matin a été épuisante, il est fatigué. « Ils nous ont ramassés comme des sacs-poubelle, des cadavres, explique-t-il. Or on a un suivi médical ici. Ce n'est pas à la police de décider si on doit être ou non hospitalisé ».

Après trente-neuf jours de grève de la faim, plus rien n'entame la détermination d'Hamady. Arrivé en France en 1990, un visa à la main, « par Roissy-Charles-de-Gaulle, comme tout le monde », il a navigué de petit boulot en petit boulot. « J'avais des fiches de paye et je cotisais. Aujourd'hui, j'ai le droit à une retraite ». A l'époque, on lui renouvelait son récépissé de séjour tous les trois mois. Et puis, en 1992, plus rien : « J'ai fait une demande à l'Ofpra, pris un avocat, mais ça n'a rien donné, soupire-t-il. Alors je me suis mis à me cacher, j'avais peur ». Résident d'un foyer africain, Hamady a tout de suite répondu à l'appel des siens quand l'occupation de Saint-Ambroise a été décidée. Pour la grève de la faim aussi, il était volontaire. « Réclamer des papiers, c'était une idée folle, qui a couru de foyer en foyer. Au début, évidemment, on ne pensait pas que ça irait jusque-là. Mais maintenant, on ne peut plus reculer ».

● **SÉKOU DIARA** fait partie des « 48 heureux élus ». Le 26 juin, le ministre de l'Intérieur a régularisé sa situation, au motif qu'il est parent étranger d'enfant français. Lundi 12 août, il est pourtant dans l'église Saint-Bernard, avec les autres occupants. Entre deux thés brûlants, il explique qu'il continuera « la lutte jusqu'au bout, par solidarité avec mes camarades ». Malien de trente-six ans, marié à une Française et père de deux enfants français, il estime ne pas être dupé. Sa régularisation, de toute façon, il l'aurait obtenue. « Debré ou pas Debré ».

Sékou revient d'une longue bataille judiciaire. Débuté du droit d'asile en 1990, il se marie en 1993 et demande une carte de séjour, comme la loi l'y autorise. Mais le préfet refuse de la lui accorder. Il devient alors un sans-papier, non-régularisé mais inexpulable. Il prend un avocat, court de tribunaux administratifs en cour d'appel, et obtient, après deux années de procédure, la garantie de sa prochaine régularisation. La décision du 26 juin n'aura fait qu'accélérer la procédure. Aujourd'hui, Sékou Diara a un récépissé de trois mois l'autorisant à travailler et qui devrait déboucher sur une carte de séjour d'un an renouvelable pendant trois ans. Mais Sékou se méfie, échaudé par tous ses déboires. Il avoue être « fier » que ses enfants soient français mais ne cache pas son inquiétude. « Avec les lois Joxe-Méaigner et Pasqua, les Africains sont devenus les boucs émissaires du pays, explique-t-il. Malgré la loi, malgré les circulaires, les préfets refusent de régulariser les immigrés qui en ont le droit ».

● **MARIANNE CAMARA**, vingt-sept ans, malienne, est en colère. Tellement en colère qu'elle a aussitôt décidé de prendre la relève, quand les CRS sont venus évacuer les grévistes de la faim. Elle s'est aussitôt jointe aux quatre autres femmes qui ont cessé de s'alimenter. « Les bédés criaient. Peut-être que les CRS cherchaient à nous faire peur, pour qu'on abandonne la lutte. Mais on n'abandonnera pas. On n'a pas peur qu'ils nous expulsent de l'église ». Marianne cache sa détermination derrière un large sourire : « Depuis le premier jour de la grève, on sait qu'on n'a pas de pouvoir dans ce pays ». Mais il y a les autres familles, qui sont là et qui l'aident. La vie commune, depuis des semaines dans l'église ? « Tout le monde se calme, sinon c'est dur. Maintenant on se connaît bien ». Aujourd'hui, ce sont d'autres femmes qui gardent ses deux enfants.

Marianne n'a jamais eu de papiers. Son mari, arrivé en France en 1987, avait fait une demande de statut de réfugié politique. En vain. Pourtant, elle le rejoint en 1991. Son garçon, trois ans et demi, et sa fille, deux ans, sont nés en France mais ne sont pas français, selon le nouveau code de la nationalité. Très vite, son mari n'arrivera plus à renouveler sa carte de séjour, malgré un emploi dans la confection. Et Marianne n'arrive pas à comprendre pourquoi on ne veut plus d'eux en France. « Les Noirs ne sont pas venus en France comme ça. On est venu nous chercher. Alors aujourd'hui on n'est pas d'accord pour se faire expulser ».

C. P. et C. M.

### COMMENTAIRE IMPASSE ET DÉSAVEU

Il est donc dit et réaffirmé que ce qui tient lieu de politique d'immigration en France ne peut être qu'une longue suite de conflits où de farouches déclarations ministérielles tentent de couvrir les actions approximatives des forces de l'ordre et les protestations grandissantes. En s'étant refusé, pendant plus de cinq mois, à régler les situations des trois cents Africains à présent réfugiés à l'église Saint-Bernard de Paris, le gouvernement prend à nouveau le risque d'être désavoué. Par la gauche et l'ensemble des associations de solidarité et de défense des droits de l'homme : c'est déjà fait. Par la majorité, elle-même : elle aura quelque mal à s'y retrouver dans les gestulations d'un ministre de l'Intérieur qui, tout en promettant la foudre, ne cesse de laisser grandir un conflit.

Trois cents Africains menaceraient-ils donc la République ? La farce tragique du 12 août, voyant des CRS hospitaliser de force des grévistes de la faim qui regagnent aussitôt l'église Saint-Bernard, confirme s'il en était besoin que

le gouvernement s'enferme dans une impasse. Est-il besoin de rappeler qu'aucun autre pays européen, alors que tous ont fermé leurs frontières à l'immigration, ne laisse se développer de tels conflits, quitta à procéder à des régularisations massives d'étrangers, comme en Espagne au printemps dernier ? En s'arc-boutant sur le mythe de l'immigration zéro, le pouvoir se condamne à l'impasse et à la surenchère verbale.

Entre 80 000 et 120 000 étrangers s'installent chaque année en France : mariages avec des Français, regroupement familial, droit d'asile. Les lois Pasqua et la réforme du code de la nationalité ont multiplié les situations aberrantes, trois circulaires successives se révélant nécessaires pour corriger l'application. Le débat, n'en déplaise à M. Debré, n'est plus d'ouvrir ou de fermer les frontières. Il est de définir une politique lucide. Il est d'assumer une tradition républicaine d'accueil, assise sur des critères respectant les libertés fondamentales - celle de vivre en famille, par exemple - pour se donner les moyens politiques d'une véritable maîtrise de l'immigration clandestine.

François Bornet

### ABONNEMENT VACANCES

Vous êtes abonné (e) :

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonnement (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

Renvoyez Le Monde sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F
3 semaines (19 n°)	126 F
1 mois (26 n°)	161 F
2 mois (52 n°)	360 F
3 mois (78 n°)	536 F
12 mois (312 n°)	1890 F

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n° \_\_\_\_\_

LE MONDE - Service abonnements - 24, av. du Général-Leclerc - 93445 Charenty-le-Pont

## Un difficile débat déontologique pour les médecins

EN QUITTANT les six hôpitaux de l'Assistance publique de Paris, où la préfecture de police avait, quelques heures auparavant, jugé utile de les faire admettre manu militari, les dix grévistes de la faim africains permettent de rappeler quelques règles déontologiques trop mal connues. Des règles que défend, dans l'intérêt de la personne souffrante, le Conseil national de l'Ordre des médecins.

Réalisé avec l'aide diligente des médecins militaires des sapeurs-pompiers, le transport des grévistes dans les hôpitaux publics de la capitale permettrait à la préfecture de police et au gouvernement de transférer au corps médical la responsabilité des possibles accidents auxquels s'exposent les grévistes de la faim. Mais c'était compter sans la volonté de ces mêmes grévistes et sans les textes déontologiques en vigueur qui, fort heureusement, limitent la portée de l'action médicale « thérapeutique » pouvant ici être conduite.

« Les termes de ce débat sont depuis longtemps connus, et n'ont pas

varié, a déclaré au Monde le docteur Olivier Dubois, secrétaire général de l'Ordre des médecins. La volonté de la personne doit avant tout être respectée. On ne peut, en aucune manière sous la contrainte, mettre en place une alimentation administrée via des perfusions, qui doivent toujours être assimilées à une thérapeutique que la personne, en conscience, refuse. » Sans doute n'est-ce pas toujours aussi simple. En janvier 1981 - à l'époque où des détenus irlandais étaient morts de leur grève de la faim dans la prison de Long Kesh, près de Belfast, sans que la médecine n'intervienne -, le Conseil national de l'Ordre avait été amené à préciser quelle devait être, en pratique, la conduite des praticiens concernés.

Les responsables ordinaires avaient alors rappelé que le médecin « ne peut rien entreprendre sans le consentement du sujet et contre sa volonté ». Mais ils prenaient soin d'ajouter que cette disposition n'avait plus de sens si « la vie était menacée à brève échéance ». « Sans nécessairement attendre la perte de connaissance, le devoir du

médecin est de prescrire l'hospitalisation et de donner les soins qui s'imposent », ajoutaient-ils. Tous les praticiens ne partagent pas une telle opinion. Il est clair, pour certains, que le respect des libertés individuelles tout comme le contrat qui est à la base de la relation entre le médecin et celui qui se confie à lui interdisent de telles initiatives. On ne saurait, selon eux, admettre l'administration de soins à une personne inconsciente dès lors qu'elle les a constamment refusés lorsqu'elle était en état de manifester sa volonté.

Tels sont les termes du douloureux débat auquel seront, dans quelques jours, confrontés les médecins qui pourraient être amenés à prendre en charge les grévistes de l'église Saint-Bernard, si - la puissance publique se refusant à répondre à leur demande de régularisation - ces derniers persisteraient dans une entreprise que l'on peut comparer à une tentative, collective et médiatisée, de suicide.

J.-Y. N.

مكتزا من الأصل

L'itinéraire dévot  
du cimetière

Yannick Garmier

Le mystère de la mort

de Compostelle, au cœur

du livre avec des photos

CARPE

On ne peut pas

faire de la

philosophie

avec des

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos

de la

vieilles

photos



مكذبا من الأصل

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 14 AOÛT 1996 / 7

## L'itinéraire dévoyé du profanateur repent du cimetière juif de Carpentras

Yannick Garnier, passé aux aveux après six ans de silence, présente une personnalité surprenante

Le mystère de la profanation du cimetière juif de Carpentras, dans la nuit du 8 au 9 mai 1990, a été levé avec les aveux passés par un des cinq

profanateurs, Yannick Garnier, le 30 juillet dernier. Lui et ses complices ont reconnu les faits et ont été incarcérés. Toute la vérité a-t-elle été

faite ? Selon l'avocat du repent, M<sup>re</sup> Rebstock, son client « ne correspond pas à ce que l'on attend d'un skinn ».

### CARPENTRAS

Ainsi on les tient enfin, les fantômes de Carpentras qui, depuis mai 1990, ont empoisonné la belle capitale du Comtat Venaissin, la ville des juifs du pape. On a bouclé les profanateurs du cimetière israélite, au sujet desquels toutes les rumeurs ont couru, les plus extravagantes et les plus sales. Depuis les aveux de Yannick Garnier, le 30 juillet dernier, on connaît la vérité sur lui et ses complices : Jean-Claude Gos (décédé), Patrick Laonegro, Bertrand Nouveau et Olivier Fimbry. Les quatre skinnheads ont été incarcérés et ont reconnu les faits (*Le Monde* du 7 août). Est-ce là toute la vérité ? Certains en doutent encore. Le moins surprenant n'étant pas la personnalité du repent, Yannick Garnier.

Selon son avocat, M<sup>re</sup> Bruno Rebstock, « le physique [de Yannick] ne correspond pas à ce qu'on attend d'un skinn. Il est doux quand il parle. Impressionnant, il mesure pas loin de 2 mètres, très large, chemise en jean, rangs sans lacets, ce look est la dernière chose qui le rattache à son passé ». D'après M<sup>re</sup> Rebstock, Yannick Garnier assume la responsabilité de son acte, en reconnaissant le caractère antisémite. Il y a d'abord eu cette amitié avec Bertrand Nouveau, qu'il avait connu au collège Jules-Verne, au Pontet (Vaucluse), perdu de vue et retrouvé par hasard, à Avignon, après son service militaire effectué dans la marine et terminé en décembre 1989. Yannick habite alors chez sa mère et son beau-père, Marcel Garnier, qui l'a reconnu au moment du mariage, en 1977, quand Yannick avait sept ans.

Avec Bertrand Nouveau, Yannick rencontre, en février 1990, Jean-Claude Gos et Patrick Laonegro, ainsi qu'un autre ancien du collège Jules-Verne, Olivier Fimbry. Gos et Laonegro font figure de chefs et fascinent immédiatement Garnier. Lui-même se décrit comme une personnalité influençable. Enfant, il se complaisait dans le rôle du « petit garçon modèle », rentrant de l'école directement chez lui pour goûter avec maman. Pas d'amis, pas de filles, Yannick ne sort que pour faire du basket ou du vélo, regarde la télévision avec sa mère et sa petite sœur. A l'armée, il prend conscience de son corps et de sa force. Il n'a pas envie d'être militaire, souhaite travailler dans la sécurité. Il aime l'ordre républicain, la patrie. Avec Gos et Laonegro, il apprendra vite à détester ce qui est « étranger », principalement les Maghrébins et les juifs.

Jean-Claude Gos et Patrick Laonegro sont plus structurés, beaucoup plus engagés, au Parti nationaliste français et européen (PNFE) notamment. Quand Garnier découvre la chambre de Laonegro, avec ses affiches de la Waffen SS, le buste de Wagner, il est ébloui : « C'est le nid de l'aigle... ». Les jeunes skins ont pris l'habitude de se réunir dans une chambre froide désaffectée d'Avignon. Pour faire de la musique, disent-ils, bien qu'aucun d'eux ne joue de quoi que ce soit. En fait, ils se retrouvent pour manger des pizzas, boire des bières, écouter du rock skin, et se répandre en longs discours sur les étrangers, l'immigration, toujours les mêmes thèmes fascinant sur la pureté de la race et l'horreur du métissage. Quand ils sortent, c'est avec des cibles précises. Ils vont dans des endroits tenus par des juifs ou des Arabes, en quête de bagarre.

Il apprendra vite à détester ce qui est « étranger »

Fimbry, Gos et Laonegro sont idéologiquement très marqués. Ils donnent un exemplaire de *Mein Kampf* à Garnier, qui le leur rend le lendemain après en avoir lu deux pages. Ça lui casse les pieds ; chez lui, on ne parle jamais de politique. Mais il y a la vie nocturne. La nuit, tout est différent. « glauque », plus intense, on se sent plus fort : « Ce que doivent ressentir les policiers ».

Toujours d'après M<sup>re</sup> Rebstock, ce sont les trois durs de la bande qui ont préparé la profanation. Ils n'ont fait appel à Yannick Garnier et Bertrand Nouveau que le matin même, pour les aider à creuser, sans leur dire la nature du travail. Garnier, qui croit à une banale ratonnade, arrive en treillis, ce qui lui vaut de se faire rabrouer par Gos.

On connaît le récit de la profanation fait par Garnier. Il ne nie pas son caractère raciste, n'antenne pas les faits. Ils ont déterré le cercueil de Félix Germon, essayé de l'empaler, Gos a frappé le cadavre à la tête. Ils sont partis en jurant de ne jamais parler de cette nuit. Deux jours plus tard, à la maison, le sommeil sur le canapé, ses parents sont dans la cuisine quand passe à la télévision le premier flash annonçant la profana-

tion. Yannick a un choc, il se sent bizarre et a peur que ça se voie. Il se précipite dans la cuisine et dit : « C'est fou, vous avez vu ce qu'ils ont fait, ces cons ? » Sa mère lui répond en plaisantant : « Tu es sûr que ce n'est pas toi et tes copains ? » Yannick comprend que, dans l'escalade qu'il avait entreprise avec les autres, il a touché le sommet cette nuit-là, qu'il ne pourra plus que redescendre. Il ira aux obsèques de Gos, qui se tue en moto, en 1993, mais ne reverra pas les autres. Il prendra des emplois de videur de boîte de nuit, de vigile dans les concerts de rock. Il montera sa propre société, dans laquelle, petite revanche, il emploiera un temps son beau-père, retraité, alcoolique, qui l'a toujours dénigré et traité d'« ensuqué ».

Quand sa famille se sépare, Yannick doit prendre un logement dans une cité universitaire. Les dettes s'accumulent. La perspective immédiate d'être à la rue et, sans doute - ce sera la lourde tâche de son avocat de le démontrer -, le poids de six années de ru-

mination le conduisent à avouer les faits auprès d'un inspecteur des renseignements généraux. Pourquoi pas un commissaire de police, plus simple à trouver ? Parce qu'il aurait été en relation avec le fils de cet inspecteur, dit-on. Alain Germon, le cousin de Félix Germon, n'est pas du tout convaincu par la déposition des skins - « C'est le grand orchestre du Splendid... » - et continue à croire qu'il y a eu deux commandos dans la profanation.

Pierre Pellet, ancien professeur de gymnastique au collège du Pontet, a eu plusieurs de ces skins comme élèves : « A l'époque, ces futurs nazillons, c'étaient des petits blondins... ». M<sup>re</sup> Rebstock confirme qu'il est difficile de trouver, en dehors de sa mère et de sa sœur, actuellement à l'étranger, quelqu'un qui ait vraiment connu son client. Aussi difficile que de le suivre quand il est épuisé : « de l'admiration pour le parcours de Garnier » et trouver qu'il y a « une grande douceur dans son récit ».

Michel Braudeau

## Le préfet de Haute-Savoie réclame la fermeture d'un camping à risques

LE JUGE des référés devait décider, mardi 13 août, s'il y a lieu ou non de faire évacuer le camping du Lachat, situé sur la commune de Thônes (Haute-Savoie), et d'une capacité d'environ 240 campeurs. Bordé par un torrent, le Nom, ce terrain privé avait fait l'objet, à l'automne 1995, d'une étude des services techniques et hydrologiques, indiquant qu'à la préfecture de Haute-Savoie. Des travaux de rehaussement du terrain avaient été réclamés. Le propriétaire du camping, qui se refusait, mardi 13 août, à tout commentaire, n'avait pas exécuté les travaux nécessaires. Le 15 juillet, trois semaines avant la catastrophe du camping de Biescas (Espagne), qui a fait 83 morts le 7 août, le préfet de Haute-Savoie avait pris un arrêté ordonnant la fermeture immédiate. Devant le refus du propriétaire d'obtempérer, il a décidé de saisir le juge des référés. C'est dans ce même département de la Haute-Savoie que, le 14 juillet 1987, la crue d'un torrent semblable au Nom, le Borne, avait tué 23 campeurs au Grand-Bornand.

### DÉPÊCHES

■ ENQUÊTE : le juge d'instruction de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), Gérard Zang, a délivré une commission rogatoire internationale afin de permettre aux enquêteurs rennais de prolonger leurs investigations dans l'affaire du viol et du meurtre de Caroline, la jeune Britannique violée et assassinée dans une auberge de jeunesse de Fleigne-Fougères. Le principal suspect dans cette affaire, un sans-abri déjà condamné pour agressions sexuelles, a été mis hors de cause grâce aux analyses génétiques. La commission rogatoire doit recevoir l'aval des autorités britanniques.

■ RELIGION : un nouveau recteur, Laredj Nizar, cinquante-sept ans, Français d'origine algérienne, amoncelé à la prison de Fleury-Mérogis (Essonne), a été élu par le collectif d'associations musulmanes qui occupent cette mosquée depuis le 4 août (*Le Monde* daté 11-12 août). Ce collectif a porté plainte pour « malversations et détournements de fonds » auprès du tribunal de grande instance de Paris, contre l'ancien recteur, Khalil Merroum, d'origine marocaine.

■ JOSACINE : une nouvelle demande de mise en liberté de Jean-Marc Depierre, mis en examen dans l'affaire de la Josacine empoisonnée et écroué au Havre depuis juillet 1994 à la suite de la mort de la petite Emilie, neuf ans, va être déposée avant le 15 août, a annoncé, lundi 12 août à Rouen, son avocat. Le 15 mai, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rouen avait décidé d'accorder une demande de complément d'information par le parquet sur des éléments d'analyse d'eau.

Dans votre Agence France Télécom, le téléphone mobile

GSM Itineris<sup>®</sup>  
250 F TTC

c'est à partir de

et c'est maintenant.



Et si vous communiquez avec les outils d'aujourd'hui ?



France Telecom

\* Dans la limite des stocks disponibles jusqu'au 31 août 1996 inclus. Si l'abonnement Itineris (minimum 12 mois) est souscrit au moment de l'achat du Nokia Itineris, soit à partir de 120 600 F TTC (hors frais de mise en service : 422,10 F TTC).

## Des versions divergentes s'opposent sur les causes du naufrage d'Oléron

LAME DE FOND, surcharge ou malencontreuse combinaison des deux ? Deux causes principales ont été avancées, lundi 12 août, pour expliquer le naufrage qui a fait cinq morts, quatre disparus et une quinzaine de blessés, dimanche, près de l'île d'Oléron, et dans lequel le patron du chalutier *L'Essor* a perdu trois membres de sa famille.

Selon un marin qui se trouvait à bord, mais qui a souhaité conserver l'anonymat, « le bateau a pris une lame plus grosse que les autres, il est parti en surf, les gens ont été déportés sur un côté et le bateau ne s'est pas relevé ». Pour ce témoin, qui écarte la thèse d'une surcharge du chalutier, « le patron n'est pas responsable ». Le maire de Saint-Pierre-d'Oléron, Jean-Paul Perry, partage ce point de vue : « C'est un banal drame de la mer, un problème de lame de fond. Il y a eu deux lames successives », a-t-il déclaré. D'après lui, les enquêteurs auraient saisi une photo attestant que le bateau n'était pas surchargé.

Cette version des faits diverge sensiblement du récit fourni par une femme de pêcheur ayant participé à cette fête de la mer, qui a assisté au drame et a porté secours

à plusieurs naufragés. Selon elle, *L'Essor* avait embarqué plus de vingt-quatre personnes, le maximum autorisé par les affaires maritimes pour ce type de bateau. Lorsqu'une gerbe de fleurs a été jetée à l'eau, tous les passagers se sont penchés sur le même côté du chalutier. C'est alors qu'une forte vague, arrivée par l'arrière, aurait achevé de déséquilibrer *L'Essor*, le retournant « comme une crêpe ».

### FAMILLE DÉCIMÉE

Parents et proches se sont succédé, lundi, dans la chapelle ardente de Saint-Pierre-d'Oléron où reposent les cinq morts. Tous ont manifesté leur solidarité à Loïc Riou, le patron de *L'Essor*, qui a perdu une fille de sept ans, Gwen-dolène, sa belle-sœur et une nièce de quatre ans dans le naufrage de son bateau. « La famille de Loïc Riou est aujourd'hui décimée. N'oubliez pas, en plus, accablé un homme anéanti », a déclaré, lundi, face au développement de la polémique, le député RPR de Charente-Maritime, Jean de Lipkowski. Parmi les personnes hospitalisées se trouve une ressortissante belge. Un autre étranger, dont les autorités n'ont pas donné l'identité, serait au nombre des disparus.



## DISPARITIONS

## Rafael Kubelik

Un interprète de haute stature

RAFAEL KUBELIK, chef d'orchestre d'origine tchèque naturalisé suisse, est mort dimanche 11 août à Lucerne. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Né à Bychory, le 29 juin 1914, Rafael Kubelik suit des études musicales (composition et direction d'orchestre) au Conservatoire de Prague et fait ses débuts de chef d'orchestre à la tête de la Philharmonie tchèque en 1934. Deux ans plus tard, il est nommé chef principal de cette phalange et assure sa renommée notamment grâce aux tournées à l'étranger. Après deux années passées à l'Opéra de Brno (1939-1941), Kubelik revient diriger la Philharmonie tchèque et accède à des fonctions nationales (il est chargé de la vie musicale philharmonique de son pays). En 1948, à l'occasion d'une production de l'Opéra de Glyndebourne au Festival d'Edimbourg, Rafael Kubelik décide de ne pas regagner son pays, alors que les communistes y ont pris le pouvoir. Il rejoindra bientôt la Suisse, dont il deviendra citoyen en 1973. Rafael Kubelik est nommé directeur musical de l'Orchestre symphonique de Chicago (1950-1953), puis de Covent Garden, à Londres (1953-1958). En 1961, il est nommé chef principal de l'Orchestre de la Radio bavaroise de Munich, formation avec laquelle il effectuera de nombreuses tournées et de nombreux disques (essentiellement pour Deutsche Grammophon). Il dirigera cependant, et entre autres, l'Orchestre philharmonique de Vienne, l'Orchestre philharmonique d'Israël. Peu connue, et à vrai dire raciste, la Nouvelle Agence de presse (NAP), spécialisée dans la politique africaine. En 1980, il fonde la station de Radio-France Creuse à Gubert, dont il devient rédacteur en chef. Parallèlement, sa passion du théâtre le conduit à devenir gérant du Lucerna en 1975 et à réaliser des chroniques pour RFL.

demain de la « révolution de valeurs ». Interprète de haute stature, Kubelik fut le premier, avec Leonard Bernstein, à réaliser une intégrale des symphonies de Gustav Mahler pour le disque. Il défendra très tôt la musique d'Hector Berlioz (il présente *Les Troyens* à son pays à la fin des années 30, puis à Londres, en 1957) et celle de Janacek (première londonienne de *Jenufa*, en 1956). Parfois considéré comme un chef au répertoire peu étendu, Kubelik a pourtant créé quelques partitions contemporaines américaines, lors de son séjour à Chicago, et ne dédaignait ni Britten ni Schoenberg. Sa discographie se distingue surtout par les enregistrements consacrés à Dvorak, Schumann et Mahler. On compte au catalogue un *Legendario Rigoletto*, de Verdi, avec Dietrich Fischer-Dieskau, ainsi qu'une production des *Maîtres chanteurs* de Wagner (avec Gundula Janowitz et Thomas Stewart), enregistrée à Bayreuth, et qui devrait paraître officiellement sous peu, après avoir été distribuée par le label semi-officiel Mytho.

R. Ma.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

M. Donald Angus MAC DONALD, MM. Albert et Guy HUCK, ont la joie d'annoncer la naissance de leur arrière-petite-fille, petite-fille.

Iona HUCK.

née à Edimbourg, Ecosse, le 23 juillet 1996.

## Mariages

- Le 14 août 1996.

La marquise Diane

de GRANDLÈMENT

et

Don Luigi de PERETTI

uniront leurs âmes et leurs terres.

La cérémonie sera célébrée à l'hôtel communal d'Azay-le-Ferron (Indre).

Anniversaires de mariage

- Ensemble, pour ces années longues et courtes, déjà cinquante ans d'épousailles. Que ce temps vous soit doux.

Jean-Marie.

## Décès

- Mme et Catherine Berthelot ont la douleur de faire part du décès de

Michel BERTHELOT,

comédien.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Vincennes nouveau, le mercredi 14 août 1996, à 14 h 30.

- On nous prie d'annoncer le décès du

docteur Bernard BILLO.

mort accidentellement sur la route, dans sa cinquante-troisième année, le 5 août 1996.

De la part de

Alexandre Billo-Jeu,

son fils,

Marie-Noëlle Jeu,

Sophie Baubeau-Jeu,

Sa Sub-Jeu,

Et des familles Billo, Jen, Crouzet,

d'Enfert, Gay, Guillemin, Lambert,

Maxwell, Monnier, Ober, Quivria, Rim-

baud, Stern, della Sudda, Tudury, Vi-

greux.

La célébration religieuse a eu lieu le

vendredi 9 août, en l'église Saint-Vigor de

Marly-le-Roi, et l'inhumation au

cimetière de Sèvres.

- Catherine Cousière,

sa fille,

Vincent et Laure Lidsky,

Julien et Stéphanie Lidsky,

Louise Mahille

et sa famille.

Séverine Puch

et sa famille.

Babi Akoto

et sa famille.

La famille Cousière,

Ses amis,

ont la douleur d'annoncer la mort de

Georges COUSTÈRE,

architecte.

Le 11 août 1996.

42, rue Michel-Houssay,

64000 Pau,

27, rue des Cordeliers,

75013 Paris.

- Lyon, Jérusalem.

Sa famille.

Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. René KABIN,

le 9 août 1996.

Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Ses obsèques auront lieu au cimetière

de la Boisse (Ain), ce jour 13 août, à

15 heures.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- M<sup>me</sup> Jean Lebas,

son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Claude Charraïo,M. et M<sup>me</sup> Claude Prat,Le docteur et M<sup>me</sup> Patrick Lebas,Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Thierry Lebas,M. et M<sup>me</sup> Bernard Prat,M. et M<sup>me</sup> Joël Yvert,

ses enfants et ses petits-enfants,

font part du décès de

docteur Jean LEBAS,

survenu le 4 août 1996.

L'inhumation a eu lieu, le 7 août, à

Azay-sur-Cher, dans l'intimité familiale.

33, rue Lapompraye,

37000 Tours.

## CARNET DU MONDE

Télécopieur :

42-17-21-36

Téléphone :

42-17-29-94

ou 29-96 ou 38-42

- Gabrielle, Paul et Hector de La

Fouchardière,

ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Dominique de la Martinière,

ses parents,

La comtesse Georges de Montallivet,

sa grand-mère,

M. et M<sup>me</sup> Stanislas de Laboulaye

et leurs enfants,

M. et M<sup>me</sup> Guy de la Martinière

et leurs enfants,

Jacques de la Martinière,

Alexandra de la Martinière,

Henry de la Martinière,

ses frères et sœurs,

M. Arnaud de La Fouchardière,

ont la douleur de faire part du décès de

Alix de la MARTINIÈRE,

survenu le 11 août 1996.

La cérémonie religieuse aura lieu le

mercredi 14 août, à 11 heures, à l'église de

Gizay (Vienne).

Une messe sera célébrée ultérieurement

à Paris.

Le CALME

a la douleur d'annoncer le décès de

R. Patrick O'KEEFE,

survenu le 10 août 1996, dans sa soixante-

seizième année.

Les obsèques sont célébrées dans la

stricte intimité.

Nous savons ce que cet homme extra-

ordinaire nous a apporté.

06530 Cabris,

28120 Illiers.

- M. Luc Solente,

son époux,

Camille, Baptiste et Oriane,

ses enfants,

M. et M<sup>me</sup> Vincent Hepp,

ses parents,

M. et M<sup>me</sup> Guillaume Hepp,

son frère, sa belle-sœur,

Et Sophie, leur fille,

M<sup>me</sup> Noémie Hepp,

sa tante,

M. et M<sup>me</sup> Alain Montagne,

son oncle, sa tante,

Florent Montagne,

son neveu,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Florence SOLENTE,

née HEPP,

décédée mardi des suites d'un

accident, le 10 août 1996.

En raison des vacances, les obsèques

seront célébrées dans l'intimité et un avis

de messe sera publié ultérieurement.

- M<sup>me</sup> Pierre Vallois,

Anne Vallois, Michel Penven

et leurs enfants, Fabien et Jean-Marc,

Christian et Madeline Vallois

et leurs enfants, Emilla, Filip, Clara et

Paul.

Les familles Desbrosses, Scherer, de

Saevsky, Quémén, Favergue, Cosson,

Duchet,

ont la grande douleur de faire part du

décès de

M. Pierre VALLOIS,

chevalier de la Légion d'honneur,

officier de l'ordre national du Mérite,

chevalier des Palmes académiques,

survenu le 11 août 1996, à Hyères (Var),

dans sa soixante-seizième année, muni

des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse aura lieu en

l'église Saint-François-Xavier (chapelle

de la Vierge), place du Président-

Mitterrand, Paris-7<sup>e</sup>, le vendredi 16 août, à

9 heures.

## Anniversaires de décès

- Depuis le 14 août 1987,

François AUBAY

repose dans le massif des Ecrins.

Si vous l'avez connu, unissez-vous par

la prière ou la pensée à l'Eucharistie

célébrée le mercredi 14 août, à 18 h 30, à

Puy-Saint-Vincent.

- Il y a vingt ans, le 14 août 1976,

Bernard ROQUES

nous quittait.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé

aient une pensée pour lui.

Congrès

GÉNÉRATIONS

ET MODERNITÉ

Congrès international transdisciplinaire

scientifique et humanitaire. Université

fédérale de Rio de Janeiro, du 26 au

30 août 1996. Rencontre franco-brési-

lienne, environ quatre-vingts chercheurs

de différents pays, organisée par l'université

de Rio et l'ARAP (Association Res-

cherche anthropologie psychanalyse re-

cherches sur les processus de

socialisation), union internationale d'aide

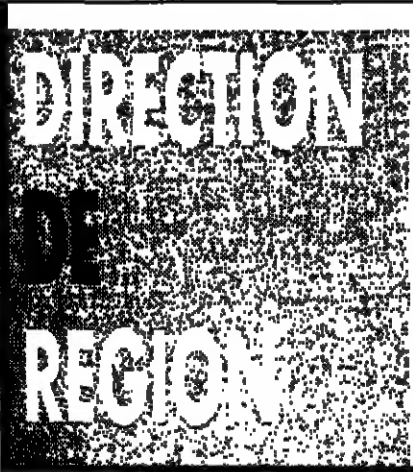
à la santé mentale. Renseignements :

ARAP, 8, rue de Bièvre, 75005 Paris.

Tél. : (1) 43-25-28-90.

REPRODUCTION INTERDITE

## LE MONDE DES CADRES



Sous la responsabilité du Directeur Général, il prend en charge de manière autonome l'activité de l'entreprise sur la région Rhône-Alpes. Il met en place la politique générale de l'entreprise, gère l'ensemble de sa région en centre de profit, organise, recrute, forme et anime l'ensemble de ses collaborateurs. Il assure enfin l'animation et le développement commercial de sa région. L'aptitude à comprendre et promouvoir des solutions techniques innovantes est indispensable.

A 35/40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, il possède nécessairement une expérience de management d'équipe et justifie de bons résultats. De l'énergie, le sens du service et le respect des engagements pris sont nécessaires pour réussir à ce poste. Rémunération motivante. Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 218 (sur l'enveloppe) à COMMUNIQUE - 51, avenue Jean Jaurès, 69361 Lyon Cedex 07, qui transmettra.

AVIS DE CONCOURS ET D'EXAMEN PROFESSIONNEL  
LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE  
TERRITORIALE DE LA GIRONDE

ouvre au titre de l'année 1996

- Un concours interne sur épreuves de Secrétaire de Mairie pour 9 postes

Epreuves écrites d'admissibilité les 21 et 22 novembre 1996

- Un concours interne sur épreuves de Conseiller socio-éducatif pour 8 postes

Epreuves écrites le 26 novembre 1996

- Un examen professionnel de Rédacteur Chef

Epreuves écrites le 19 novembre 1996

Les épreuves se dérouleront à Bordeaux ou, le cas échéant, dans sa proche banlieue.

Inscriptions : dossiers à retirer à partir du 9 septembre 1996 au siège du CDG

33 Immeuble Emeraude - rue du Cardinal Richaudeau 33049 BORDEAUX Cedex

(pour les demandes écrites joindre une enveloppe A4 non affranchie libellée à l'adresse du candidat)

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : le mercredi 16 octobre 1996 à minuit (le cachet de la poste faisant foi)

**Filière d'un important groupe pétrolier multinational, CHEVRON CHEMICAL SA**

**(1,7 MdF de CA, 620 personnes)**

**fabrique et commercialise des additifs pour lubrifiants et carburants et recherche un :**

**INGÉNIEUR PROGRAMMES D'ESSAIS LUBRIFIANTS**

En étroite collaboration avec les services techniques et commerciaux, vous définissez les programmes d'évaluation de performances des lubrifiants liés à la qualification des produits clients, vous évaluez leur budget et planifiez leur réalisation dans les délais définis.

Votre rôle de coordinateur, au sein de l'équipe, vous amène à contrôler le respect des procédures et la validité technique des résultats.

Ingénieur en mécanique ou équivalent, vous avez acquis une expérience similaire de 3 à 5 ans chez un pétrolier, un motoriste, un constructeur automobile ou dans un centre d'essais.

Votre sens de la communication et vos qualités d'organisation vous permettront de vous intégrer rapidement à l'équipe et d'élargir vos compétences. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais.

Poste basé à Neuilly sur Seine.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. IPEL.20.22 à notre conseil : QUIEL Ressources et Perspectives - 160 rue de Paris - 92100 BOULOGNE.

**En raison de la période estivale, la parution des INITIATIVES est suspendue.**

**Elle reprendra les Lundi 2\* et Mardi 3\* septembre.**

**Dans l'intervalle, la rubrique d'offres d'emploi paraîtra chaque mardi\*\* dans le quotidien.**

**Pour tout renseignement, vous pouvez téléphoner au 44.43.76.13**

\* daté mardi 3 et mercredi 4  
\*\* daté mercredi

**Le Monde IMMOBILIER**

locations  
demandes

Paris

ETUDIANT EN MÉDECINE recherche étudiant ou étudiante pour aide à domicile, soins, quartier gare de l'Est, paiement garanti, Tél. : 04-33-24-28

immobilier d'entreprise

VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS et tous services - 43-55-17-80

**L'AGENDA**

Vins

Directement du vigneron à votre table du vin à découvrir

**MONTLOUIS-SUR-LOIRE**

A.O.C.

Sec. demi-sec, moelleux. Méthode champenoise. Plus millénaires d'histoire. Telle sur demande.

**L. CHAPEAU**

15, r. des Ailes-Hussard, 37270 Montlouis-sur-Loire. Tél. : 180 47-50-50-54

مكتبة الأصل

Dani, 28 ans, marchand de musique et cap-verdien

Homme  
de nuit  
et de jour  
l'ancien et le  
cycliste sur  
aujourd'hui  
sur le bus  
prometteur  
de la musique  
d'un architecte  
rocheux  
l'on ne renonce  
jamais  
pas même à  
la sécheresse



هكذا من الأصل

LE MONDE / MERCREDI 14 AOÛT 1996 / 9

## HORIZONS

PORTRAIT

# Dani, 28 ans, marchand de musique et cap-verdien



**Homme de nulle part et de partout, l'ancien champion cycliste surfe aujourd'hui sur le business prometteur de la musique d'un archipel rocheux où l'on ne renonce jamais, pas même devant la sécheresse**

**NOUVELLES VAGUES**  
Une série de portraits qui jalonnent les continents pour décrire la jeunesse du monde  
Demain : Lars, 19 ans, entrepreneur et allemand

**D**ANIEL TAVARES a la tenue de parfait fri-meur : chevaliers en or, tennnis américaines, T-shirt, lunettes de soleil. Vuarner.

Carre, sorte de montagne de muscles barrée d'un sourire de feu, « Dani » a gagné le surnom de « TGV » - « Tavares à grande vitesse », explique-t-il avec un rire de gorge - à la force des mollets. « J'adore pédaler », ajoute cet ancien champion cycliste. Sautant de son 4x4 avec agilité, swingant au son de l'autoradio, Dani distribue des « fitch » (« salut, ça va », en créole cap-verdien) enjoués à ses connaissances, amis ou relations de travail, soit à une bonne moitié de Praia, capitale du Cap-Vert, un pays en forme d'alliage fragile d'îlots sahéliers et démunis (PNB par habitant : 910 dollars par an). Ici, dans les paysages lunaires de la sécheresse, le moral marche au finana, à la caladeira ou au zouk.

Le nerf de Dani s'appelle Tropical Dance : dans cette boutique du centre-ville, il vend des disques et gère l'avenir de la nouvelle vague musicale cap-verdienne pour le compte de la société de production Lusafrika, dirigée à Paris par un dynamique Franco-Cap-Verdien, José da Silva, un ami d'enfance. A l'aise, Dani. Tout roule, tout coule. « Moi, j'ai de la force de caractère », dit ce jeune homme à la gaieté transparente, né il y a vingt-huit ans à Dakar et venu au Cap-Vert fin 1993, alors que le multiparisme et le libéralisme économique causaient les habitudes du parti unique, le PAICV (à tendance marxiste), en place depuis l'indépendance, en 1975.

Dani cache ses misères sous un activisme débordant, sillonnant les campagnes à la recherche de jeunes musiciens, courtisant les plus vieux - l'accordéoniste Kode di Dona ou la vénérable Nacia Gomes, star nègre et sans le sou du batouque, chants improvisés des champs de maïs. Dani surfe avec décontraction sur le business prometteur de la musique cap-verdienne. L'écureuil discographique de Lusafrika comporte déjà des noms solides : Cesaria Evora, Tito Paris, Simentera.

Le jeune homme est né à Sicap Baobab, une cité dakaroise à majorité cap-verdienne. Chassé par les famines qui ont touché cruellement les campagnes du Cap-Vert à la fin des années 50, M. Tavares père embarque clandestinement sur un navire. Il arrive, cinq cents kilomètres plus loin, à Dakar, métropole sous domination française, en 1959. Dani est le second de six

enfants. « En 1979, ma mère est décédée. » Il a onze ans. Papa se remarie et fait six autres rejetons. « On peut dire que c'est moi qui ai élevé tout le monde. » Sérieux, Dani, carré, du plaisir oui, de la morale « toujours ». Liberté, responsabilité, légèreté.

Dani est à l'image du Cap-Vert : pays d'émigration massive, de lutte acharnée contre des éléments a priori contraires. « J'ai pas de pays. Ma mère est de l'île de Sao Vicente, mon père est de l'intérieur de Santiago. J'ai obtenu la nationalité cap-verdienne. Mais ici, on continue à m'appeler "mandjaco", l'Africain. Au Sénégal, on m'appelle "portugais", le Portugais. » Homme de nulle part, et de partout, Dani a les atouts du métissage. Il parle le créole cap-verdien, le français et le wolof. A une décontraction insulaire s'ajoute une conception toute portugaise de la rigueur sociale et le légendaire sens du commerce, du juste prix et de la tchatche marchandeuse des Wolofs.

La musique n'est que la seconde carte de son jeu de la chance. La première était le sport : sept ans de karaté et, à dix-huit ans, la rencontre avec le vélo. « J'avais un copain, Alloum Diallo, qui était coureur cycliste. En course, il se faisait toujours "tabasser" [discriminer] par les autres parce qu'il était trop fort. Je trouvais ça injuste. » Dani apprend la décoration intérieure avec son oncle. Chaque fin de mois, il donne son salaire à son père, flambeur notable. Cette fois-là, il décide d'acheter un vélo. « Un vélo pourri, avec 15 000 francs CFA [300 FF à l'époque]. »

**E**N 1986, muni d'une licence de cyclisme toute neuve, Dani Tavares s'aligne pour le départ du Grand Prix du chef de l'Etat. « J'étais parti toquard, j'ai fait deuxième. » Premières gloires, photos dans les journaux, interviews à la télévision. Dani gagne les courses qu'il dispute. « J'ai été formé à l'ancienne : ce qui compte, ce n'est pas le matériel, c'est le moral. Je n'ai jamais abandonné une seule fois. » Avec Alloum Diallo, il fonde l'équipe Chocoleca, financée par une marque de chocolat, tandis qu'il arrondit ses fins de mois en ouvrant « avec un ami » un fast-food sur l'avenue Bourguiba - hamburgers et chawarmas (sandwichs libanais). Dani-TGV gagne le Vélo d'or 1989, qui récompense le meilleur coureur du pays.

Avec l'argent du Vélo d'or (500 000 francs CFA), il décide de tenter sa chance en Espagne, à Irún, où il a un cousin. Muni d'un permis de séjour temporaire de trois mois, il débarque au Pays basque. « La couleur de ma peau a

commencé à jouer. J'ai pris ma licence à la fédération espagnole, mais j'ai été vite mis à l'écart. » Dani rejoint à Paris José da Silva, jeune cheminot doué pour les arts et la musique, découvreur français de la « Diva aux pieds nus », Cesaria Evora, et « né dans la même cour de Sicap Baobab ».

Dani l'expatrié trouve en banlieue, à Saint-Denis, un club de cyclisme qui l'accueille. Sénégalais, sans permis de séjour, le jeune homme ne peut travailler. Pour vivre, il court « les primes ». Dans un pays « qui fournit les meilleurs coureurs du monde », c'est un pari insensé. Ses compagnons de cyclisme mettront tout en œuvre pour lui obtenir des papiers en règle. « A l'époque, les fils français ne croyaient pas que j'étais sénégalais. Une fois, ils m'ont pris pour un Antillais qui avait des dettes et se cachait sous de faux papiers. »

**I**l pleut rarement au Cap-Vert mais il vente souvent. Les agriculteurs plantent de maigres pieds de maïs sur les contreforts des pics noyés dans des stériles nuages. Ils ne renoncent jamais. Comme eux, Dani entend faire face.

A Paris, par l'intermédiaire de l'ami José, Daniel rencontre une femme, incarnation de la pauvreté inspirée du Cap-Vert, la chanteuse Cesaria Evora. « La première fois que je l'ai vue, c'est au New Morning. José avait organisé un concert avec le Mindel Band. J'habitais chez sa mère. J'ai vendu les billets à la porte, ma sœur faisait le vestiaire. Tout de suite, j'ai craqué. Cesaria, elle est à l'image de ces paysannes que l'on trouve au fond de l'île de Santiago. Elles lui ressemblent, joufflues, les yeux cernés par la fatigue de travail. »

Dani lâche le vélo et accompagne la tournée de la chanteuse, qui vient de publier l'album *Miss Perfumado*. « Ça n'a pas été facile, elle a du caractère. Quand elle chante, cela me touche, j'adore sa voix. J'ai travaillé un an avec elle, j'étais à ses côtés. J'ai fait deux mois de concerts à travers la France, en 1993. On a galéré, parfois on se tirait la gueule. Moi je suis droit, carré dans mon boulot. Elle déteste se faire commander, car elle est restée longtemps sans mari, c'est elle la chef de la maison. »

Quand Cesaria - qui lui a fait cadeau des nombreuses bagues qu'il porte - entonne Cise, la grande carcasse de Dani frémit, des larmes lui viennent : cet hymne à la douceur de la femme cap-verdienne lui rappelle sa mère. « Elle le chantait le dimanche matin, quand elle faisait le grand ménage. Elle me disait : "Mon fils, tu ne connais pas Mindelo, mais tu verras..." "Moi, à

chaque fois que Cesaria la chantait sur scène, je pleurais. Elle me demandait : "Ha botado aquela agua hoje" [littéralement : "Tas versé cette eau-là aujourd'hui ?"] ? Je n'avais jamais mis un pied au Cap-Vert. C'est Cesaria qui m'a emmené à Mindelo, le 22 décembre 1993. Elle m'a présenté à ma famille. »

Cette année-là, José da Silva propose à Daniel Tavares de s'installer à Praia, où le capital privé a désormais droit de cité. Tout est à faire. Le défi est à sa hauteur. Il aime le business, la sieste, le jogging au petit matin et les parties de football à la tombée du jour. Un demi bien frais - « mais un seul, sinon je ne peux plus courir » -, une pizza aux calamars à la pizzeria Roma, tenue par des Français, dans un quartier populaire proche de Achada Sao Antuio « le fief des bandits. Une fois, ils m'ont "dégouipi" [démonté] toute ma bagnole ». La serveuse, une jolie métisse en robe rose, lui lance des œillades. Ça l'amuse : « Je la plaisante. Ici, j'ai beaucoup de cousines. » De quoi oublier les douanes tatillonnes, la paperasserie et la lenteur des services d'Etat qui s'opposent encore à l'affairisme naissant.

A Tropical Dance, téléphones et fax relient Praia à Mindelo, Sal, Paris et Lisbonne. Sur son bureau, Dani a placé une plaque de verre et, dessous, des dizaines de cartes de téléphone, « toutes celles que j'ai utilisées pour appeler ma femme, quand j'étais loin d'elle ». Daniel est veuf, inconsolé : Marguerite a succombé à une crise d'asthme en mai dernier. Elle avait vingt-huit ans. « Je l'ai rencontrée en 1984. Elle vivait à Sicap Dieuppeu, une autre cité de Cap-Verdiens. En 1994, nous nous sommes mariés : la cérémonie, à Dakar, a duré trois jours. »

Les vieilles tantes, les cousines bigotes voudraient voir Dani renoncer à la musique en signe de deuil. Mais Daniel Tavares adopte la position du coureur grimpaient le Tourmalet sous la canicule, et la vie continue. La radio du 4x4 diffuse de la soul américaine, Maria Julia, de Gil Perfecto, le tube du moment. Dani siffote, prend une entrée de parking en sens interdit, baratine un agent de police aux airs maussades.

A Santiago, Daniel le cycliste a découvert la cruauté des pavés sur les routes construites pour donner du travail et sauver une partie de la population de l'indigence absolue. Encore un défi. « J'ai pédalé toute l'île, mais c'est dur. Et surtout, il n'y a pas d'équipe. Mais quand j'aurai trouvé des coéquipiers, on ne sentira plus les pavés. »

Véronique Mortaigne  
Dessin : Sergueï



Les défis  
de la diplomatie  
turque

**L**a Turquie, traditionnellement considérée par les Occidentaux comme un partenaire précieux et fiable, est-elle en passe de devenir incontrôlable ? C'est l'une des questions que l'on pouvait se poser lors de l'arrivée du chef du parti islamiste, Necmettin Erbakan, à la tête du gouvernement à Ankara. Elle est relancée par la visite que vient d'effectuer à Téhéran le premier ministre turc, au moment où Washington, avec la loi Kennedy-D'Amato, tente d'isoler l'Iran, considéré comme l'un des soutiens au terrorisme.

Rien ne dit toutefois que la Turquie soit prête à sauter le pas et qu'un véritable changement de donne, dans ce pays diversifié des zones de tensions du Proche-Orient, du Caucase et de l'Asie centrale, menace de bouleverser les équilibres stratégiques. Avant son geste d'insolence envers Washington, M. Erbakan avait pris soin de donner des gages. Il avait ravalé ses critiques passées envers l'OTAN, dont la Turquie, élément-clé du dispositif du « flanc sud », a toujours été un partenaire beaucoup plus docile que la Grèce. Il avait renoué l'autorisation donnée à l'aviation occidentale, qui patrouille dans le nord de

l'Irak, d'utiliser des bases turques. Il avait confirmé l'accord de coopération militaire conclu par le précédent gouvernement turc avec Israël. C'est dire que M. Erbakan n'a pas choisi de rompre l'alliance occidentale de la Turquie.

Mais au fil des ans s'est développé, dans une large partie de la population turque, le sentiment que l'Occident était décidément trop ingrat. C'est ce sentiment que flatte actuellement le premier ministre, en faisant passer les intérêts turcs avant la docilité envers Washington. La politique américaine des embargos envers l'Irak et l'Iran codée trop cher à la Turquie. La façon dont Washington épargne la Syrie dans ses ha-

rangues sélectives contre les parrains du terrorisme international fait trop peu de cas de la Turquie, où sévit le PKK entretenu par Damas. C'est tout cela que veut dire M. Erbakan avec le nouveau style de sa diplomatie. Il joue, en politique intérieure, sur l'amertume qu'ont fini par engendrer le refus de l'Europe de ne jamais offrir à ce pays mieux qu'une « association », le parti pris des Occidentaux en faveur des Arméniens en guerre avec les Azéris ou encore le lâchage des Musulmans bosniaques.

C'est jouer un peu avec le feu. L'Europe est assez mal placée pour le lui signifier, elle vient de faire bloc contre les prétentions qui viennent de faire bloc contre les prétentions du monde entier avec l'Iran. Mais le premier ministre turc n'est pas livré à lui-même. Il est le chef d'une coalition gouvernementale dont la branche qui dirige Tansu Ciller rouprait s'il changeait de cap. Il est surtout sous surveillance d'une armée qui craint plus que tout l'aventurisme en politique étrangère et qui tient à l'appartenance à l'OTAN. Enfin, il sera comptable de ses échecs, si sa tentative de régler par une diplomatie tous azimuts les problèmes de la Turquie, en particulier celui du terrorisme, se révèle infructueuse.

## Sans-papiers : le roi est nu

par Simon Foreman

**L**a responsabilité d'un gouvernement devrait être de ne pas laisser se développer des crises comme celle des grévistes de la faim de Saint-Bernard, à Paris. Il est proprement stupéfiant qu'un pouvoir laisse des situations dégénérer à ce stade sans avoir de réponse à y apporter. Les dix grévistes de la faim crient l'absurdité qui préside depuis plus de vingt ans à la « politique » d'immigration de ce pays. Une politique qui a cru que la démagogie et l'édification de règles bureaucratiques pouvaient effacer ou jangler la force de l'action humaine, la force qui pousse des femmes et des hommes à vouloir aller là où la vie est dure mais possible, à vouloir rester là où sont leurs enfants, leurs familles, dans un pays parfois devenu le leur.

On ne gère pas une population humaine comme on gère le commerce extérieur. Il ne suffit pas de décréter la fermeture des frontières pour empêcher les hommes de voyager. Il ne suffit pas de créer des taxes pour empêcher des hommes de travailler, s'ils y sont prêts, pour un demi-SMIC. On ne fait pas disparaître les hommes avec un discours ferme, fit-ce pour envoyer des messages forts.

Il aura fallu cette étonnante conjonction de circonstances du printemps dernier : le « mouvement » des sans-papiers s'amplifiant, s'étendant dans toute la France, face à des associations largement dépassées, une hiérarchie catholique précipitée dans l'erreur

de jugement, une classe politique encore suffisamment confiante dans les idées courtes lui tenant lieu de certitudes pour commettre le rapport Sauvageo ou l'avant-projet de loi Debré, pulvérisant l'un et l'autre les limites du supportable, telles que les avait posées un Le Pen, rejoint dans son extrémisme imbécile.

Jamais une loi  
Pasqua ne pourra  
canaliser l'énergie  
du désespoir

Les grévistes de Saint-Bernard sont en train de nous montrer que le roi est nu : le genre de vérité que personne ne veut voir, sauf des naïfs ou des âmes d'enfants, de ceux qui pensaient qu'après tout la France pouvait peut-être encore accueillir une partie de la misère du monde, jusqu'à ce qu'on leur affirme péremptoirement le contraire. Sous le regard impulsif des partis, associations et autres observateurs, il apparaît tout à coup que jamais une loi Pasqua ne pourra canaliser l'énergie du désespoir.

L'appel du collège des médiateurs, dans *Le Monde*, à une totale redéfinition de la politique d'immigration de ce pays n'a guère semblé impressionner le pouvoir, mais il a marqué un tournant. De grands commis de l'État, professeurs, ju-

ristes, philosophes, s'étant immergés dans la question, en retirent cette évidence : ça ne peut plus continuer comme ça.

Va-t-on l'entendre à temps ? L'opposition commence à frémir : le PS ne vient-il pas d'oser imputer aux lois Pasqua (qu'il refusait pourtant de remettre en cause depuis l'élection présidentielle) la responsabilité de ce qui arrive ? Encore un effort et il acceptera sa part de paternité dans la machine à fabriquer l'immigration clandestine : en prétendant lutter contre, par une confiance excessive dans les vertus d'un discours dur qui dispenserait d'avoir à réfléchir à ce qu'il produit.

Répondre aux grévistes de la faim de Saint-Bernard va exiger du courage. Celui d'affronter les insuffisances de la pensée unique, cette publicité mensongère qui sert de politique à la gauche comme à la droite depuis les années 70 (« insérer les réguliers, chasser les clandestins »), celui d'admettre qu'un destin n'est, deux fois sur trois, qu'un régulier passé à la moulinette d'une réglementation kafkaïenne, et celui de tout remettre à plat : qui accepte en France et comment, qui refuse et au nom de quoi ? Le courage est une vertu rare en politique mais que les circonstances peuvent susciter. A ce stade du jeu, il est encore juste temps d'en prendre conscience et de décider comment l'on veut sortir de la crise : par le bas, ou par le haut.

Simon Foreman est avocat.

## DANS LA PRESSE

## LIBÉRATION

Laurent Joffin

Le Jobard, c'est Pasqua. (Il) avait lancé la formule choc de « l'immigration zéro ». Rarement habileté rhétorique se sera révélée aussi maladroite. Car tous ceux qui connaissent le dossier des sans-papiers savent que la politique de l'immigration zéro débouche avant tout sur le degré zéro de la politique. (...) Seulement voilà : quand on a placé la barre à un tel degré de dureté et d'irréalisme, on s'enferme dans son mensonge. Comment avouer, après une sortie aussi martiale, que le jeu de l'économie exige un flux régulier d'immigration, fût-elle... irrégulière ? Et donc, de temps à autre, des mesures de régularisation. Il suffit d'écouter les médiateurs un moment accablés par le gouvernement, ou encore l'ensemble des Églises, pour constater que la régularisation des sans-papiers de Saint-Bernard, autant qu'un geste humanitaire, serait un acte de simple bon sens.

## LE FIGARO

Georges Suffer

Il faudra des mois, des années peut-être, pour que ces aventuriers du malheur comprennent que notre pays n'a plus les moyens de sa générosité. Le seul souhait non démagogique, c'est que les autorités françaises tentent de résoudre, cas par cas, les situations les plus difficiles. Il faut à la fois refouler les uns et intégrer progressivement les autres. C'est une tâche qui demandera un siècle. A condition que les associations humanitaires prennent leur part de cet effort collectif. Ce sera plus difficile que de signer des manifestes et de brandir des pancartes.

La Russie  
à l'épreuve  
de ses  
nationalités

Suite de la première page

Il faut ajouter pour être honnête que les politiques de décolonisation menées par les vieilles démocraties européennes dans les années 50 et 60 n'ont pas toujours été des modèles d'intelligence et de justice.

Sans doute la guerre en Tchétchénie a-t-elle des causes spécifiques dont ne rend pas compte une théorie générale sur la politique russe des nationalités ; ces causes particulières expliquent que Boris Eltsine ait trouvé un compromis avec le Tatarstan, une République peuplée de musulmans, riche en pétrole, enclavée dans la Russie le long de la Volga, et n'ait pas pu aboutir à un *modus vivendi* avec Doudaev et ses lieutenants.

Il n'en reste pas moins que le choix fatal fait en décembre 1994 par le président russe entre le recours à la force, proposé par les « durs » de son entourage, et la solution politique, suggérée par ses conseillers « libéraux », est la nouvelle manifestation d'impasses séculaires, dans lesquelles se sont retrouvés, à un degré ou à un autre, tous les dirigeants moscovites, du tsar Nicolas I<sup>er</sup>, battant contre l'imam Chamil dans le Caucase, à Gorbatchev, sous-estimant le potentiel explosif de l'idée nationale balte, sans parler de Lénine et de Staline, et aujourd'hui d'Eltsine.

Au fil des siècles, la Russie s'est constituée en tant qu'empire, et tout se passe comme si elle ne pouvait ni vivre en paix avec lui ni s'en passer. Quand ils sont à la conquête du pouvoir, Lénine - avant la révolution de 1917 - et Eltsine - à la fin des années 80 - adoptent à l'égard des nationalités une attitude comparable. L'encouragement des tendances centrifuges est pour eux un moyen de détruire l'ordre ancien. Au début du siècle, les mouvements marxistes étaient divisés sur l'importance à accorder aux luttes d'émancipation des peuples, qui pouvaient englober les bourgeoisies nationales et contredire la lutte des classes.

## DE LÉNINE À ELTSINE

Contre d'autres théoriciens, Lénine se prononce pour l'autodétermination - en 1913, Staline, qui deviendra commissaire aux nationalités après la révolution, écrit un ouvrage dans le même sens. A cette époque, Lénine ose une comparaison « familiale » : « Loin de nous l'idée de pousser les femmes à se séparer de leur mari ; mais nous voulons qu'elles aient le droit de le faire. » Le même principe devrait s'appliquer aux peuples colonisés.

En 1990, Boris Eltsine ne dit pas autre chose : les Républiques composant l'URSS peuvent prendre autant d'indépendance qu'elles le veulent. Il a compris que

## RECTIFICATIF

CHARLES GINESY  
ET LA JUSTICE

C'est à tort que nous avons cité Charles Ginesy, sénateur et président du conseil général des Alpes-Maritimes, parmi les élus RPR mis en cause par la justice (*Le Monde* du 3 août). En effet, Charles Ginesy a fait l'objet d'un arrêt définitif de non-lieu rendu par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Grenoble le 17 novembre 1993, conformément aux réquisitions du procureur de la République.

Daniel Vernet

هكذا من الأصل

TRANSPORT  
compagnie des  
personne d'argent  
meille de 10 à 20%

Toutes les compagnies

Sur les six premiers mois  
AOM et AOM

LES BANQUES  
La Banque de France  
Le Crédit Lyonnais  
Le Crédit Agricole  
Le Crédit Commercial de France  
Le Paribas  
Le Société Générale  
Le Union Parisienne  
Le Caisse d'Alger  
Le Caisse d'Oran  
Le Caisse d'Algérie  
Le Caisse d'Annaba  
Le Caisse de Constantine  
Le Caisse de Bône  
Le Caisse de Tlemcen  
Le Caisse de Mascara  
Le Caisse de Sétif  
Le Caisse de Bordj  
Le Caisse de Orléansville  
Le Caisse de Annaba  
Le Caisse de Constantine  
Le Caisse de Bône  
Le Caisse de Tlemcen  
Le Caisse de Mascara  
Le Caisse de Sétif  
Le Caisse de Bordj  
Le Caisse de Orléansville

Le Conseil de la concurrence

Il recommande l'agriculture

LES BANQUES

La Banque de France

Le Crédit Lyonnais

Le Crédit Agricole

Le Crédit Commercial de France

Le Paribas

Le Société Générale

Le Union Parisienne

Le Caisse d'Alger

Le Caisse d'Oran

Le Caisse d'Algérie

Le Caisse d'Annaba

Le Caisse de Constantine

Le Caisse de Bône

Le Caisse de Tlemcen

Le Caisse de Mascara

Le Caisse de Sétif

Le Caisse de Bordj



هكذا من الأصل

## ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 14 AOÛT 1995

**TRANSPORT** En 1996, aucune compagnie aérienne intérieure ne gagnera d'argent en France, malgré une augmentation, au premier semestre, de 10,5 % des vols intérieurs

au départ d'Orly et de Roissy. **● CETTE ENVOLEE** a surtout profité aux compagnies qui ne font pas partie du groupe Air France, au prix d'ouverture de lignes coûteuses et

d'avions à moitié vides. **● AIR FRANCE EUROPE**, qui a perdu 1,3 million de passagers en 1995 au profit de la concurrence, a choisi de fusionner avec Air France et de mettre en

place, dès fin octobre, des navettes sur trois lignes au départ de Paris : Marseille, Nice et Toulouse. **● EN GRÈVE** depuis mercredi 7 août, les employés de piste du groupe Air

France sur l'aéroport de Nice devaient voter la reprise du travail au cours d'une assemblée générale mardi matin, après qu'un accord eût été trouvé avec la direction dans la nuit.

# Toutes les compagnies aériennes françaises perdront de l'argent en 1996

Sur les six premiers mois de l'année, les vols intérieurs au départ d'Orly et de Roissy ont augmenté de 10,5 %, mais la concurrence lamine les résultats. AOM et Air Liberté vont se regrouper, et Air France lancera des avions toutes les demi-heures sur les lignes de plus d'un million de passagers par an

AUCUNE compagnie aérienne intérieure ne gagnera d'argent en France en 1996. Les prévisions de résultats font toutes apparaître des pertes nettes importantes : 1,2 milliard de francs pour Air France Europe (ex-Air Inter, exercice clos au 31 mars 1997), 500 millions pour Air Liberté (exercice clos au 30 octobre 1996), 180 millions pour AOM (au 31 mars 1997) et 100 millions pour TAT, filiale de British Airways (au 31 mars 1997). Le ciel français n'épargne aucune de ses occupants.

Pourtant, l'heure est à la croissance. Sur les six premiers mois de l'année, les vols intérieurs au départ d'Orly et de Roissy ont augmenté de 10,5 %, à près de 10 millions de clients. Cette envolée a surtout profité aux compagnies qui ne font pas partie du groupe Air France. La part du trafic intérieur au départ de Paris détenue par AOM, Air Liberté et TAT est passée de 15 % au premier semestre 1995 à 25 % un an après.

En situation de quasi-monopole encore en 1994, le groupe national a dû affronter en 1995 l'ouverture progressive des lignes intérieures les plus importantes. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996, toutes les compagnies françaises sont en droit de desservir toutes les liaisons domestiques.

Mais ce décollage des petites compagnies françaises a parfois pris les allures d'une folle course aux parts de marché. La seule Air Liberté a ouvert onze nouvelles lignes entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 30 avril, période qui correspond à son premier semestre fiscal. Mais l'ouverture d'une ligne coûte cher, entre 50 et 60 millions de francs, selon Marc Rochet, le nouveau PDG de TAT, anciennement à la tête d'AOM, et seulement 25 millions, selon Lotfi Belhassine, président d'Air Liberté. Air Liberté affiche des taux de remplissage et des tarifs moyens insuffisants pour lui assurer une rentabilité minimum (Le

Monde du 8 août). Le gouvernement, désireux de constituer un pôle aérien privé, aux côtés d'Air France, a décidé de marier Air Liberté et AOM - ancienne filiale du Crédit lyonnais, détenue aujourd'hui par le Consortium de réalisation (CDR), chargé de vendre les actifs de la banque publique -, qui pèseraient ensemble quelque 6 milliards de francs.

**PETITS MAÎS FRÉQUENTS**

Ce groupe, que les professionnels appellent déjà « Air Chirac », manœuvrait à priori de cohérence. Air Liberté a une stratégie de bas tarifs, quand AOM mise sur le service et une clientèle à haute contribution. La première est largement sous-capitalisée quand la seconde affiche une structure financière saine. Les lignes intérieures des deux compagnies sont en revanche plutôt complémentaires. La constitution de ce second pôle français aérien nécessiterait une recapitalisation

d'Air Liberté, imminente selon son patron, et une harmonisation des stratégies des deux compagnies.

Air France Europe, qui a perdu 1,3 million de passagers en 1995 au profit de la concurrence, a longtemps subi les effets de celle-ci sans établir de vraie stratégie. Depuis deux mois, l'avenir est plus clair, même si les détails n'en sont toujours pas connus : l'ex-Air Inter va fusionner avec Air France et mettre en place, dès fin octobre, des navettes sur trois lignes au départ de Paris - Marseille, Nice et Toulouse - dites « millionnaires » (plus d'un million de passagers par an). Les avions seront plus petits mais plus fréquents.

La logique de la compagnie est simple : régner des parts de marché, non pas en baissant encore le prix de ses billets, mais en augmentant la fréquence de ses vols sur ces destinations. Il s'agit de « saturer l'offre en fréquences », d'après un document interne cité par Les

Echos des 9 et 10 août. « Quand une compagnie offre plus de 50 % des vols sur une certaine destination, elle est quasiment assurée d'y détenir une part de marché supérieure à ce que représente son offre », explique-t-on chez Air France Europe. La compagnie espère ainsi récupérer 240 millions de francs de chiffre d'affaires supplémentaire. Selon Marc Rochet, le nouveau PDG de TAT, cette stratégie revient à remplir de plus petits avions en heure de pointe et à offrir de la capacité aux heures creuses. Ce qui, d'après lui, se traduira par une perte d'exploitation de près de 500 millions de francs.

On comprend, dans ce contexte « hyper-concurrentiel », que British Airways ait hésité avant d'annoncer, le 24 juillet, qu'elle augmentait sa participation dans TAT de 49,9 % à 100 %. La compagnie britannique a failli se retirer de sa filiale française, qui lui coûte cher : elle a dépensé environ 320 millions de francs à l'achat et a consolidé l'inté-

gralité des pertes de TAT depuis 1993 (1,45 milliard en trois ans). Le point fort de TAT réside aujourd'hui dans son réseau régional. Reste à voir ce que Marc Rochet et British Airways décideront d'en faire.

Si la compagnie la plus rentable du monde a finalement décidé d'investir en France, ce n'est pas sans raison. Le marché hexagonal, fort prisé des touristes, est le premier en Europe, avec 22 millions de passagers en 1995. Les acteurs en sont aujourd'hui connus et leurs stratégies se sont nettement précisées depuis six mois. « Je ne pense pas qu'il y aura un cinquième opérateur domestique en France », déclarait British Airways en annonçant le rachat de TAT. Les plans seraient donc déjà placés pour l'après-avril 1997, date de l'ouverture totale du ciel français à l'ensemble des compagnies européennes.

Virginie Malherbe

## La traversée de l'Atlantique en pyjama

LONDRES

Cela fait quand même une impression bizarre de dîner dans le lounge avant l'embarquement ; une fois à bord, revêtu d'un pyjama en toile légère, de gagner un habitacle individuel, de sortir de l'accoudoir une très large table de travail en bois, éclairée par une lampe halogène ; d'avoir une réunion de travail avec un collègue, totalement protégés des oreilles indiscretées avec un téléphone et un fax à disposition. Fédulé ? Le siège glisse pour se transformer en un véritable lit, doté de tous les atouts : drap en coton, grand oreiller et duvet moelleux. Une hôtesse gouvernante s'enquiert de vos désirs en vous bordant : « Une tasse de chocolat chaud ou une tisane ? » Un petit creux ? Le menu propose un croque-monsieur, un hot-dog ou des tagliatelles fraîches.

« Les études de marché montrent que la clientèle d'affaires souhaite deux choses : dormir pour être frais et dispos à l'arrivée et être totalement isolé, afin de pouvoir consulter des documents confidentiels. » Jane Bednall, responsable de la first class chez British Airways, ne cache pas sa fierté devant le succès du nouveau sleeper de nuit offert aux voyageurs au long cours en première classe. Ramener les hommes d'affaires internationaux, perpétuellement entre deux avions et trois conseils d'administration aux quatre coins du monde, à l'avant de l'appareil est en effet devenu une priorité pour toutes les compagnies aériennes, confrontées à la baisse de fréquentation.

Cette gageure, British Airways l'a apparemment réalisée en confiant à un célèbre designer de yachts

la transformation de la première en un « wagon-lit des airs ». A l'instar de l'« espace 180 » d'Air France, les concurrents de la compagnie britannique sur ce créneau, comme KLM, Air Canada ou Northwest, n'offrent que des super-séjour-couchettes, certes inclinées à 180 degrés mais toujours en paire et avec éclairage couplé. « Ce nouveau produit, destiné aux très riches particuliers, aux grands banquiers et aux célébrités, majoritairement américains, ne peut être rentable qu'au départ de Londres ou de New York, places financières mondiales et centres de l'industrie du show-business », déclare Richard Whitaker, du mensuel spécialisé *Airline Business*.

**LA CARTE DU LUXE**

Claustrophobie provoquée par les cloisons ; manque de convivialité, gadgets de prix, alors que, par crainte d'espionnage industriel, de nombreuses banques interdisent à leur personnel de travailler en vol, popularité de la classe affaires « améliorée » auprès de firmes soumise à l'austérité. Malgré les critiques, la foi dans l'avenir du sleeper ne se dément pas, au contraire. Considérée comme la compagnie la plus rentable au monde, British Airways peut se permettre de jouer la carte du voyageur de luxe alors que dans l'aviation l'heure est partout à la réduction drastique des coûts d'exploitation. Ainsi, par mesure d'économie, le grand rival Lufthansa vient de remplacer les chaussettes en tissu éponge offertes à ses clients de première classe par de simples chaussettes tricotées. Shocking !

Marc Rochet

## Les employés de piste du groupe Air France ont voté la reprise du travail sur l'aéroport de Nice

NICE

Les employés de piste du groupe Air France sur l'aéroport de Nice, en grève depuis mercredi 7 août (Le Monde du 13 août), ont voté la reprise du travail au cours d'une assemblée générale, mardi matin.

La direction générale du groupe Air France a adressé au président signe d'apaisement aux grévistes nîçois, dès lundi matin, en acceptant qu'une délégation parisienne vienne à Nice pour rencontrer les délégués syndicaux, car ceux-ci refusent de discuter avec la direction locale. Lundi soir, après un peu plus de trois heures de négociations, direction et syndicats ont trouvé un terrain d'entente sur l'évolution des métiers de la piste, et le déplaçonnement salarial de certaines catégories professionnelles. Les syndicats ont obtenu le paiement d'une prime de 1 000 francs représentant un accord d'augmentations de salaires sur les dix derniers mois.

A la veille du 15 août, période où le trafic aérien est dense, la pagaille créée ce week-end par le mouve-

ment de grève des employés de piste et le blocage du centre de tri des bagages a contribué à accélérer la négociation. « Nous avons, avant tout, à pallier la gêne générée auprès de nos clients par ce conflit », a précisé, en sortant de la réunion, Patrick Papet, responsable de l'emploi du groupe Air France.

**RÉPERCUSSIONS**

La gestion de la crise à la direction locale d'Air France Europe et Air France a vivement été critiquée par les responsables de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) Nice-Côte d'Azur, gestionnaire de l'aéroport. Durant le week-end, la suspension des vols a obligé les passagers à venir sur place attendre l'annulation des départs, après leur heure de décollage normale. La chambre de commerce a dû gérer, au coup par coup, les conséquences du conflit pour éviter des répercussions sur les autres compagnies. Ce n'est que lundi matin, sous la pression des responsables de l'aéroport, qu'Air France et Air France Europe se sont décidés à annuler leurs vols. « La direction d'Air

France se doit d'informer normalement ses usagers et ne doit pas laisser planer le doute d'une manière intolérable », a vertement reproché le vice-président de la CCI Nice-Côte d'Azur, Francis Perrugli.

Les vols Air France et Air France Europe représentent 40 % de l'activité aéroportuaire de Nice, alors qu'ils atteignent 70 % du trafic il y a cinq ans. Le conflit a mis à rude épreuve les relations entre la compagnie nationale et les gestionnaires de l'aéroport nîçois qui font jouer la concurrence pour développer les activités sur leur plateforme. « Ce malheureux épisode va faire en sorte que les contrats de maintenance d'Air France pour des compagnies étrangères seront remis en question. Par ailleurs, la concurrence permet à des lignes rentables d'être reprises par d'autres compagnies », explique M. Perrugli, qui cite le cas de la ligne Nice-Londres, « très rentable pour l'économie de la Côte d'Azur, mais abandonnée par Air France et reprise par une compagnie étrangère ».

Jean-Pierre Laborde

## Le Conseil de la concurrence ne reconnaît pas de privilège particulier à La Poste

### Il recommande l'abrogation du décret de 1937, limitant la durée d'ouverture des guichets bancaires

LES BANQUES sont satisfaites. La Poste aussi. Au lendemain de la publication, le 12 août, par *Les Echos*, de l'avis rendu par le Conseil de la concurrence, saisi par l'Association française de banques (AFB) en octobre 1995 sur les services financiers de La Poste, les deux parties ont trouvé des arguments pour défendre leur position. La Poste se félicite que le Conseil de la concurrence ne mette pas en évidence l'existence d'un avantage concurrentiel en faveur de ses services financiers. L'AFB, de son côté, souligne l'intérêt de l'avis, qui met l'accent sur la nécessité de séparer le service courrier - voire de filialiser - les activités financières de La Poste, ainsi que sur le handicap concurrentiel créé par le décret de 1937, qui régit l'organisation du travail dans les banques.

Depuis des mois, l'AFB ne cesse de mettre en avant l'existence de distorsions de concurrence par La Poste. Lors de la remise de son rapport en juillet, la Commission bancaire, présidée par le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, soulignait sans nommer La Poste : « Ses activités financières posent à l'évidence un très sérieux problème. » Sollicité sur ce dossier sensible, le Conseil de la concurrence a pesé ses mots. Décryptant les conditions de fonc-

tionnement de La Poste et de ses services financiers, il admet le phénomène de clientèle captive (colle, courrier recommandé). Il relève aussi que La Poste joue un rôle en matière de développement rural (maintien de bureaux dans des zones déprimées) et exerce également une sorte de service public social. « Le Conseil demande que le coût de ces actions de La Poste soit chiffré. Cela me paraît très sain », estime Patrick Cabant, délégué général de l'AFB, car logiquement La Poste devra recevoir une subvention équivalente à ce coût. Normalement cette subvention remplacera des privilèges mais sans payer par une seule profession, la profession bancaire.

L'essentiel de l'avis du Conseil est consacré à la recherche - vaine - d'un transfert de « subvention occulte » du service du courrier vers les services financiers. Le Conseil s'avoue incapable d'en juger en raison de l'enchevêtrement des deux comptabilités. Il invite donc La Poste et les pouvoirs publics à séparer de manière très claire la comptabilité du courrier de celle des services financiers, voire à filialiser les services financiers, mais observe aussitôt que cette filialisation mettrait fin à la polyvalence des agents, posant par là même un problème social. « Nous aurions af-

me avoir une réponse du Conseil sur le problème des relations entre le service du courrier et les services financiers », constate M. Cabant. Nous attendons, avec une légitime impatience, qu'une réforme comptable mette, enfin, le Conseil en mesure de prendre position. »

**« Les caisses d'épargne, le Crédit agricole et La Poste bénéficient inconsciemment d'un avantage concurrentiel »**

La Poste, qui souligne qu'elle a déjà commencé à mettre en œuvre une comptabilité analytique pour ses différentes activités, se dit prête à en améliorer les règles. Bien que de nombreuses postes en Europe, dont la France, aient des années, de créer une banque postale, elle considère, en revanche, qu'elle n'a « nul besoin de filialiser l'une de ses branches ». Selon elle, l'indépendance de ses services financiers

rendrait difficile le maintien en état des 17 000 bureaux en France : les petites agences locales ne pouvant pas être rentables.

Le Conseil de la concurrence s'est prononcé aussi sur le fameux décret de 1937 qui interdit aux banques d'organiser le travail par roulement et d'ouvrir ainsi leurs guichets plus de cinq jours consécutifs, limitant la semaine à 39 heures. « Les établissements qui ne sont pas soumis à cette réglementation (caisses d'épargne, Crédit agricole et La Poste), bénéficient inconsciemment d'un avantage concurrentiel. (...) Il semble qu'une amélioration des conditions de concurrence passe par un assouplissement des règles de ce décret, voire par son abrogation et non par l'exécution à tous les opérateurs du secteur », écrit le Conseil dans son avis.

Déterminée à lever rapidement ce carcan, l'AFB a engagé, en décembre, deux recours devant le Conseil d'Etat pour demander l'abrogation de ce décret. Inquiets, les syndicats bancaires demandent que toute mise en cause du décret de 1937 soit négociée et « avec des contreparties portant notamment sur la réduction du temps de travail ».

Claire Blandin et Martine Orange

**DÉPÊCHES**

■ **MACIF** : la Macif a signé un accord de partenariat avec le promoteur américain Hines pour créer une société foncière, détenue à parts égales, qui regroupera les sept centres commerciaux développés en Europe par Tréma, filiale immobilière de la Macif.

■ **CRÉDIT LOCAL DE FRANCE** : la Commission européenne a donné son accord à la concentration entre le Crédit communal de Belgique (CCB) et le Crédit local de France (CLF), qui aboutit à la création de la deuxième banque en Europe, avec plus de 40 milliards de francs de fonds propres. ■ **ELECTRICITY** : deux fusions d'un montant cumulé de 6 milliards de dollars (30 milliards de francs) ont été annoncées lundi 12 août aux Etats-Unis dans les secteurs de l'électricité et du gaz naturel : le rachat du groupe gazier NorAm Energy (troisième distributeur américain de gaz naturel) par le producteur d'électricité Houston Industries (neuvième compagnie d'électricité) et une fusion 100 % électrique entre Atlantic Energy et Delmarva Power and Light.

■ **AMERICAN AIRLINES** : la compagnie aérienne américaine a annoncé, lundi 12 août, qu'un accord avec Air France pourrait constituer une solution alternative à son projet d'alliance avec British Airways (BA) si celui-ci n'était pas agréé par les autorités britannique et américaine. US Air, dont BA détient 24 % du capital, et Virgin Atlantic Airways avaient porté plainte contre ce projet.

■ **MITSUBISHI-BOMBARDIER** : la société japonaise et le constructeur aéronautique canadien envisagent de lancer un projet de construction d'un avion d'une capacité d'environ cent places, qui viendrait concurrencer le projet sino-européen conçu en juin sur la construction d'un avion régional assemblé en Chine.

■ **VOLKSWAGEN** : le gouvernement allemand a proposé une rencontre entre le ministre allemand de l'économie, Günter Reschold, et Karl Van Miert, commissaire européen chargé de la concurrence, à la suite de la demande par la Commission européenne du remboursement des aides publiques versées au constructeur automobile pour la reprise de sites dans l'ex-Allemagne de l'Est.

■ **MÉTRO LONDONIEN** : la grève des conducteurs du métro de Londres, prévue pour mardi 13 août, a été suspendue. Les deux principaux syndicats de conducteurs, qui avaient entamé un mouvement de grève depuis le début de l'été, sont parvenus à un accord avec la direction sur une réduction de la durée hebdomadaire de travail.

■ **LONKHO** : le conglomérat britannique (mines, sucre et secteur hôtelier) a annoncé, lundi 12 août, qu'il prévoyait de vendre en Bourse sa division hôtels Princess & Metropole, afin de réduire son niveau d'endettement et de renforcer ses résultats financiers.











## AUJOURD'HUI

SCIENCES

**ASTROPHYSIQUE** Sur Terre, le monoxyde de carbone (CO), est un redoutable poison quand il s'échappe des poêles défectueux. Dans l'espace, associé à de la pou-

sière, il signe, pour les astronomes, l'existence d'énormes nuages dans lesquels naissent et meurent les étoiles. ■ DES CHERCHEURS ont pu mettre en évidence ces deux élé-

ments au sein d'une source de rayonnement radio extrêmement brillante située aux confins du Cosmos. ■ CE QUASAR, observé à l'aide de puissants radiotélescopes, se révèle donc

être une « nurserie d'étoiles » ayant existé alors que l'Univers avait seulement 10 % de son âge actuel, qui est évalué à dix ou quinze milliards d'années. ■ UNE TELLE PRÉCOCITÉ sur-

prend certains cosmologistes, qui devront en tenir compte dans leurs scénarios censés décrire la formation, l'évolution et le futur des galaxies, depuis l'explosion originelle.

## Les premières étoiles n'ont mis qu'un milliard d'années pour naître et mourir

La détection, par deux équipes d'astronomes, de monoxyde de carbone aux confins de l'Univers montre que les galaxies les plus anciennes étaient actives très tôt après l'explosion initiale du Big Bang

C'EST DÉSORMAIS une quasi-certitude : moins d'un milliard d'années après l'explosion initiale du Big Bang - il y a dix à quinze milliards d'années -, une première génération d'étoiles était déjà passée de vie à trépas, et la deuxième - voire la troisième - était en cours de formation. Deux équipes d'astronomes viennent de le démontrer en détectant, aux confins de l'Univers, d'énormes quantités de monoxyde de carbone (CO) associées à de la poussière. Deux éléments qui signalent la présence de « nurseries » stellaires très actives.

C'est BR1202-0725 qui a vendu la mèche. Ce nom de code cache un quasar, l'une de ces sources de rayonnement radio extrêmement brillantes découvertes dans les années 60. Encore mystérieux sur bien des points, ces astres figurent parmi les objets les plus lointains et donc, étant donné le temps nécessaire pour que les ondes qu'ils émettent nous parviennent, parmi les plus anciens observables avec les instruments actuels. Il pourrait s'agir, estiment les astronomes, de galaxies très actives, encore dans les premiers stades de leur évolution. Restait à le prouver.

La présence d'énormes quantités de poussière avait déjà été mise en évidence sur BR1202-

0725 et une dizaine d'autres quasars à l'issue d'une étude systématique de leur rayonnement menée ces dernières années par une équipe franco-britannique conduite par Alain Omont (Institut d'astrophysique de Paris) et Richard McMahon (Institut d'astronomie de Cambridge), à l'aide du radiotélescope de l'Institut de radioastronomie millimétrique (IRAM) installé dans la Sierra Nevada, près de Grenade (Espagne).

« GIGANTESQUE FLAMBÉE »  
« Nous savons d'expérience que la poussière et le gaz moléculaire sont généralement associés dans les grands nuages interstellaires où se forment les étoiles », explique Alain Omont. Les radio-astronomes se sont donc efforcés de détecter dans le spectre radio de ces quasars la « raie caractéristique » du monoxyde de carbone, habituellement révélatrice de la présence de gaz moléculaire (pour autant composé de bien d'autres substances et, surtout, d'hydrogène).

Après de longs efforts, deux équipes concurrentes y sont parvenues simultanément. Celle d'Alain Omont, avec le radiotélescope à antennes multiples de l'IRAM, installé sur le plateau de Bure, près de Gap (Hautes-Alpes), et celle de Kouji Ohta

(université de Kyoto), avec le radiotélescope de Nobeyama (Japon). Les résultats de leurs travaux ont été publiés le 1<sup>er</sup> août dans l'hebdomadaire scientifique *Nature*.

Les deux équipes ont détecté au voisinage de BR1202-0725 une grande quantité de monoxyde de carbone qui, selon leurs calculs, révélerait la présence d'un nuage de gaz moléculaire dont la masse « excède probablement quelques dizaines de milliards de fois la masse du Soleil ». Une première : le monoxyde de carbone n'avait, jusqu'à présent, été détecté que dans deux autres quasars beaucoup plus proches de nous que BR1202-0725, et en quantité moindre. De plus, souligne Alain Omont, le rayonnement de ces deux objets était fortement amplifié par la présence d'une autre galaxie située dans l'axe de visée et jouant le rôle de « lentille gravitationnelle ». Rien ne permet, pour l'instant, de penser que les émissions de BR1202-0725 subissent le même type d'amplification. Mais, si c'était le cas, « les masses de gaz réel seraient nettement plus faibles », reconnaît le chercheur français.

On sait que les noyaux des atomes de carbone, d'oxygène et de éléments plus lourds qui n'existaient pas dans la soupe

primitive du Big Bang sont synthétisés par les réactions thermonucléaires au cœur des étoiles. Une aussi grande quantité de monoxyde de carbone « impose donc une synthèse très efficace dans une première génération d'étoiles qui ont déjà explosé en rejetant ce carbone et cet oxygène dans le gaz interstel-

l'IRAS a détectées dans certaines galaxies monstrueuses plus proches ».

L'analyse du rayonnement de BR1202-0725 montre que les événements nés en évidence par les équipes française et japonaise se sont produits alors que l'Univers avait moins de 10 % de son âge actuel. Qu'une telle acti-

### Les lacunes du modèle standard

En dépit de ses imperfections, que l'avancée des connaissances rend de plus en plus criantes, le modèle standard à l'aide duquel les astrophysiciens décrivent l'évolution de l'Univers reste un outil irremplaçable. Il s'agit d'un canevas qui sert de « béquille » à leurs travaux. Il est moins difficile de trouver quand on a une idée de la forme de la pièce de puzzle qu'on cherche, même si le dessin de départ doit être rectifié. Mais ce canevas doit être considéré comme un scénario. Il a été élaboré à partir de quelques faits observés par les astronomes ou par les physiciens qui, sur leurs accélérateurs géants, cassent les atomes pour en comprendre la structure et la genèse. Mais l'incertitude sur les paramètres fondamentaux reste grande : un facteur dix sur la densité totale de l'Univers, un facteur deux sur la constante de Hubble qui en mesure l'expansion (Le Monde du 16 avril). Les découvertes à venir pourraient aussi bien permettre d'ajuster ces paramètres et redresser ainsi cet édifice théorique... que le mettre à bas.

laire », estime Alain Omont. Par ailleurs, une telle concentration de gaz et de poussière doit, selon lui, « très probablement entraîner une gigantesque flambée de formation d'étoiles, comme celles que le satellite infrarouge

vit puisse avoir existé aussi tôt dans l'histoire de l'Univers pose problème à certains cosmologistes. Si l'on se réfère au modèle le plus prisé des théoriciens, une perturbation comme celle-ci intervenant à cette

époque aurait entraîné la formation « de galaxies et d'amas de galaxies beaucoup plus massifs que ceux observés aujourd'hui », affirme le cosmologiste Marc Davis (université Berkeley, Californie) à l'hebdomadaire scientifique américain *Science*.

Le « modèle standard » que les chercheurs se sont construit pour décrire la formation de l'Univers du Big Bang à nos jours (et prévoir son évolution) est-il remis en cause ? D'autres découvertes récentes l'ont, déjà, sérieusement secoué. Echaudés, les chercheurs font désormais assaut de prudence et préfèrent souligner leurs incertitudes.

« Il faut parler d'idées ou même de modes, plutôt que de modèles. En fait, on n'en sait pas beaucoup plus qu'il y a dix ans », lance Jean-Pierre Luminet (CNRS). « Ce sont les idées simples qui sont contredites, renchérit Jean-Pierre Lasota, directeur du département d'astronomie relativiste et de cosmologie au CNRS. Pour être remis en cause, il faudrait d'abord que les modèles de formation de galaxies existent. L'existence d'étoiles aussi précoces, si elle est confirmée, « posera des contraintes très sévères » sur l'élaboration de ces modèles dans le futur, reconnaît-il.

Jean-Paul Dufour

## Un interféron est autorisé contre la sclérose en plaques

Ce médicament, de la multinationale Schering coûtera plus de 80 000 francs par an et par malade

POUR LA PREMIÈRE FOIS en France, un interféron va être commercialisé pour le traitement de la sclérose en plaques. Les dispositions concernant la prescription de ce « médicament d'exception » sont longuement détaillées dans le *Journal officiel* daté du 9 août. Cet interféron bêta-1b, produit par la multinationale pharmaceutique Schering AG (sous le nom de Betaferon), est autorisé depuis 1993 aux États-Unis. Il disposait, depuis le 30 novembre 1995, d'une autorisation de mise sur le marché, valable pour l'ensemble des pays de l'Union européenne. Le fait qu'il ne soit commercialisé qu'aujourd'hui en France, après plusieurs pays européens, tient sans aucun doute aux négociations - tenues curieusement confidentielles - concernant le prix auquel il sera remboursé par les caisses de Sécurité sociale.

Le Haut Comité médical de la Sécurité sociale souligne pour sa part que cette substance « est un médicament particulièrement coûteux dont la prise en charge n'est justifiée que dans les indications de l'autorisation de mise sur le marché ». Schering a obtenu plus de 7 000 francs pour la boîte de quinze flacons, soit un coût par prise de 470 francs et un coût annuel de plus de 80 000 francs par malade. On estime auprès du fabricant à six

ou sept mille le nombre de malades qui pourraient a priori être concernés.

La sclérose en plaques est l'affection neurologique chronique la plus fréquente de l'adulte jeune. Elle débute le plus souvent autour de la trentaine.

En pratique, pour des raisons de santé publique, ce médicament sera prescrit la première fois par un spécialiste hospitalier en neurologie, le renouvellement des ordonnances pouvant ensuite être effectué par un spécialiste libéral

Il s'agit là d'une maladie très invalidante, le plus souvent rebelle aux thérapies habituellement mises en œuvre. Elle se caractérise par des symptômes très variés touchant les fonctions motrices et sensitives. L'évolution se fait par poussées sur des périodes plus ou moins longues. Il existe différentes formes de progression pathologique, certaines « suraiguës » conduisent en quelques années à l'état grabataire, alors que d'autres laissent espérer une évolution beaucoup plus lente.

La nature précise du rôle thérapeutique que peut jouer l'interféron de la firme Schering dans la prise en charge médicale des personnes souffrant de cette affection, demeure à établir. Pour autant, une série d'arguments laissent penser que le recours à

ce médicament n'est pas justifié dans l'état actuel des connaissances, souligne le Haut Comité médical de la Sécurité sociale. Le mécanisme d'action de cette molécule n'est pas clairement élucidé. La durée de traitement, en l'état actuel des connaissances, ne peut être précisée. La dose recommandée est de huit millions d'unités internationales tous les deux jours chez l'adulte. Les données d'efficacité pour un traitement de plus de deux ans sont encore insuffisantes. En pratique, pour des raisons de santé publique, ce médicament sera prescrit la première fois par un spécialiste hospitalier en neurologie, le renouvellement des ordonnances pouvant ensuite être effectué par un spécialiste libéral.

En dépit du coût à venir pour la collectivité et des intérêts sanitaires qui sont en jeu, aucun dispositif public particulier de surveillance et d'encadrement médical de ce médicament n'est prévu. Les fiches d'initiation au traitement et de suivi de ce dernier devront être adressées par les neurologues à la firme productrice.

Ce domaine de la thérapeutique alimente par ailleurs une intense activité commerciale. Concurrent direct de Schering, la firme américaine Biogen vient d'obtenir une autorisation de mise sur le marché américain pour un interféron bêta-1a, commercialisé sous le nom d'Avonex, reproduisant la molécule naturellement synthétisée par l'organisme humain. Elle annonce aujourd'hui qu'elle vient, pour pénétrer dès que possible sur le marché européen, de passer plusieurs accords de distribution avec les firmes Astra et Schering-Plough. Il restera ensuite aux praticiens à déterminer laquelle de ces deux molécules il convient de prescrire.

Jean-Yves Nau

## Une radio sanctionnée s'installe devant le CSA

ÉTRANGE spectacle devant l'immeuble du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) : des policiers du commissariat du quinzième arrondissement de Paris tentaient, dans la soirée du lundi 12 août, d'empêcher la radio Ici et Maintenant de camper et d'émettre ses programmes de manière sauvage. Une trentaine d'auditeurs - des femmes et des hommes et deux ou trois jeunes - étaient venus soutenir « leur » radio dans son « combat ». Installés dans le square qui jouxte le siège du CSA, ils se relayaient dans les deux cabines téléphoniques de l'avenue Emile-Zola pour émettre, à partir de 23 heures, « une libre antenne destinée à lutter jusqu'au bout contre une décision arbitraire ».

« Son utilisation dans les formes progressives de sclérose en plaques n'est pas justifiée dans l'état actuel des connaissances », souligne le Haut Comité médical de la Sécurité sociale. Le mécanisme d'action de cette molécule n'est pas clairement élucidé. La durée de traitement, en l'état actuel des connaissances, ne peut être précisée. La dose recommandée est de huit millions d'unités internationales tous les deux jours chez l'adulte. Les données d'efficacité pour un traitement de plus de deux ans sont encore insuffisantes. En pratique, pour des raisons de santé publique, ce médicament sera prescrit la première fois par un spécialiste hospitalier en neurologie, le renouvellement des ordonnances pouvant ensuite être effectué par un spécialiste libéral.

En dépit du coût à venir pour la collectivité et des intérêts sanitaires qui sont en jeu, aucun dispositif public particulier de surveillance et d'encadrement médical de ce médicament n'est prévu. Les fiches d'initiation au traitement et de suivi de ce dernier devront être adressées par les neurologues à la firme productrice.

Ce domaine de la thérapeutique alimente par ailleurs une intense activité commerciale. Concurrent direct de Schering, la firme américaine Biogen vient d'obtenir une autorisation de mise sur le marché américain pour un interféron bêta-1a, commercialisé sous le nom d'Avonex, reproduisant la molécule naturellement synthétisée par l'organisme humain. Elle annonce aujourd'hui qu'elle vient, pour pénétrer dès que possible sur le marché européen, de passer plusieurs accords de distribution avec les firmes Astra et Schering-Plough. Il restera ensuite aux praticiens à déterminer laquelle de ces deux molécules il convient de prescrire.

En dépit du coût à venir pour la collectivité et des intérêts sanitaires qui sont en jeu, aucun dispositif public particulier de surveillance et d'encadrement médical de ce médicament n'est prévu. Les fiches d'initiation au traitement et de suivi de ce dernier devront être adressées par les neurologues à la firme productrice. Ce domaine de la thérapeutique alimente par ailleurs une intense activité commerciale. Concurrent direct de Schering, la firme américaine Biogen vient d'obtenir une autorisation de mise sur le marché américain pour un interféron bêta-1a, commercialisé sous le nom d'Avonex, reproduisant la molécule naturellement synthétisée par l'organisme humain. Elle annonce aujourd'hui qu'elle vient, pour pénétrer dès que possible sur le marché européen, de passer plusieurs accords de distribution avec les firmes Astra et Schering-Plough. Il restera ensuite aux praticiens à déterminer laquelle de ces deux molécules il convient de prescrire.

J.-Y. N.

Les youpins au four ! » ou « Les youpins au four ! ». Nous avons toujours lutté pour la liberté d'expres-

sion, pour la véritable libre antenne en direct et nous refusons de filer les appels. Depuis l'avisement du CSA, nous rappelons systématiquement tous nos correspondants et il n'y a plus de débordement ».

Début juillet, Ici et Maintenant avait déposé un nouveau dossier afin de retrouver sa demi-fréquence sur la FM parisienne - elle la partage avec Générations 88.2 -, mais elle a été éliminée dès la présélection au profit de la station Paris-Jazz. « Ici et Maintenant a pris part à l'appel à candidature mais le dossier et les premiers entretiens avec ses responsables n'ont pas convaincu les membres du Conseil », explique le CSA. Trop d'incertitudes, trop d'improvisations surprenantes à l'antenne : jusqu'en décembre 1995 et en échange d'une « participation aux frais » - somme d'argent déboursée pour accéder à l'antenne -, l'Eglise universelle du royaume de Dieu, un mouvement épinglé par la commission parlementaire sur les sectes, animait ainsi une émission quotidienne. « A l'époque, nous pensions qu'il s'agissait d'un mouvement charismatique. Dès qu'on nous a mis en garde, on a tout arrêté mais je continue à penser qu'eux aussi avaient le droit de s'exprimer. Ils ont droit de cité à la télé », s'interroge Gérard Lemaire.

Ces arguments, fondés sur une liberté d'expression qu'Ici et Maintenant souhaiterait sans limites, sont loin d'avoir convaincu le CSA. Alors la station a pris le maquis. Installée depuis le 9 juillet au pied de l'immeuble du CSA, elle a ensuite démenagé son minuscule sur le front de Seine, puis sur l'île au Cygne, d'où elle émettait vingt-quatre heures sur vingt-quatre grâce à un micro sans fil. Ici et Maintenant est décidée à revenir camper sous les fenêtres de « ceux qui essaient aujourd'hui de la bâillonner », selon Gérard Lemaire. Les policiers du quinzième arrondissement, dont le CSA affirme ne pas avoir demandé l'intervention, qui agissent sur ordre de la préfecture de police, ont veillé à ce qu'aucun micro ne soit installé sur le trottoir. Mais, dans la soirée du lundi 12 août, les deux cabines n'ont pas désempilé. Et les programmes continuent.

Dorothée Trompa

### COMMENTAIRE

#### CHASSE GARDÉE

Les progrès de la biologie, de la recherche médicale et de l'innovation pharmaceutique conduisent depuis une dizaine d'années à la mise sur le marché de médicaments de plus en plus innovants et, partant, de plus en plus coûteux. Les antiprotéases dans le traitement du sida, l'interféron bêta dans celui de la sclérose en plaques, ou encore la tacrine contre la maladie d'Alzheimer sont les derniers exemples. Il s'agit dans tous les cas non pas de panacées (comme peuvent l'être certains antibiotiques), mais de molécules dont l'action, plus ou moins bien

connue, vise à freiner un processus pathologique encore inéluctable.

La question de la prise en charge par les systèmes de protection sociale de ces médicaments hautement innovants ne se pose pas encore dans les pays industrialisés. Différentes procédures existent qui permettent de situer le degré de service médical rendu et d'autoriser ou non une mise sur le marché dont les pouvoirs publics peuvent décider des modalités. Une question en revanche doit, en France, être posée quant aux mécanismes qui conduisent à la fixation des prix de ces médicaments.

On ne se situe nullement ici dans un espace libéral : ces prix sont fixés au terme d'une négociation entre le producteur et les

représentants des pouvoirs publics, et les coûts induits sont pris en charge par la collectivité. Or, en dépit des sommes qui sont en jeu et des déficits qui menacent l'avenir de la Sécurité sociale, les négociations menées au sein du mystérieux « comité économique du médicament », qui réunit les représentants des différents ministères concernés, demeurent secrètes. Créé en 1987 par une lettre du Premier ministre, « réactive » en 1993, ce comité fixe les prix en accord avec les industriels sans que les responsables de la Sécurité sociale ne participent à ces négociations. Pourquoi le médicament demeure-t-il une telle « chasse gardée » ?

Jean-Yves Nau

هكذا من الأصل



## Récréation mexicaine

Racontre à Paris  
avec deux restaurants épicés,  
l'un au « mole poblano »,  
l'autre à la « Margarita »

QUETZALCOATL revenait d'exil. A Cortes, que les Aztèques prennent pour une réincarnation du prince légendaire, Montezuma offre du chocolat. Peu banal comme entrée en matière. Mais l'Espagnol l'accepte avec grâce ; pour l'or et les turques, on verrait plus tard. Il avait raison : entre ses doigts pépitaient les premiers ducats du trésor.

On ne racontera pas l'histoire du cacao. Disons qu'il y avait des cacaoyers dans la région, qu'on savait les cultiver depuis longtemps, que seule l'aristocratie avait l'autorisation d'en abuser et que les hommes le trouvaient avantageux au moment de se glisser sous les draps. Il était amer et rendu largement impraticable par l'adjonction d'épices auxquelles seuls les palais locaux savaient survivre. Mis en face de cet original aux vertus multiples, l'Occident n'allait pas tarder à chercher à le débrutaliser jusqu'à en faire le puissant éleveur de calories que l'on sait.

Pourtant, les Mexicains n'ont jamais renié le caractère archaïque de ses premières préparations et continuent à célébrer avec ferveur les grandes messes sombres qu'il entonne quand les femmes s'en emparent et le servent à la table nationale et familiale. C'est le mole poblano : la dinde, ou le poulet, au chocolat.

On ne sait trop d'où il sort. Un transhumant des cantines aztèques, un plat de résistance pour rebelles ? Ou bien cette jolie histoire de ce couvent de Puebla et de ces religieuses en panique qui, visitées à l'improviste par leur évêque, tambouillent, dans la fièvre des folles de Dieu, le plat du siècle ? Mystère et boules de gomme. Ce qui est certain, c'est que, du nord au sud, avec variantes, il est, et reste, l'une des plus vibrantes traditions culinaires mexicaines.

Autant le salé a trouvé très tôt des terrains d'entente avec son vieux compagnon de combat, le sucre, autant le cacao a toujours fait bande à part, n'accordant ses faveurs qu'aux seuls pâtisseries. Sa mission est essentiellement de rendre hommes les femmes encore mûres, de récompenser les quelques enfants encore sages et de faire partir les hommes au combat avec un bref carré de ré-



confort dans la poche. Déjà pas si mal. La gastronomie, il s'en fout. Sauf au Mexique, où là, pour lui, la servir est un devoir.

A Paris, le propos est un peu raccourci. On vise moins haut ; on est plutôt « tex-mex ». Sur les frontières de l'incertain. Mais c'est coloré, amusant, jamais prétentieux. On mange sur des tables en bois aux couleurs vives des plats aux teintes rebondissantes. Aux murs sont épinglées des photos de Cadillac bleu pâle et de révolutionnaires cambriés dans la pose. La bière se boit avec du citron. Le décor, les serveuses au palet et la musique au kilomètre ne se font jamais payer très cher.

Maîtres du goût, disent-ils, les Français ne donnent dans l'exotisme culinaire qu'avec prudence et réserve. Ils ne s'embarquent jamais dans ce qui leur paraît contre nature. Évoquer devant eux le destin contrarié d'une dinde dolente et inoffensive martyrisée au piment criminel et au chocolat amer est un acte qui relève des tribunaux d'exception. Coutumes, certes, mais n'oublions pas tout de même les mœurs plus que violentes que pratiquaient les grands ancêtres de ces cuisiniers-là... Il y a du courage, cette peur sans courage.

L'affaire est à la fois plus simple et plus tourmentée que ça. Il s'agit d'un mélange (mole) - poblano venant de Puebla - à base d'une vingtaine d'épices, dont les indispensables ancho, guarillo, mulato et pasilla, très longuement et très minutieusement travaillées et additionnées de cacao noir et pur. C'est cette sauce, qui accompagne le poulet ou la dinde, qui fait le plat. Elle est plutôt brum tragique,

de ces bruns qui arrivent de loin, introuvables aujourd'hui ; trop dangereux de raisonner.

C'est ainsi qu'on la prépare dans ce restaurant logé dans une encoignure de la rue Amelot, dans le onzième, où les habitués s'en régalaient depuis longtemps sans crainte. Ce mole est plus âpre que celui que nous pratiquons sur nos propres fourneaux, issu d'une recette rapportée par un vieux maraudeur de tropiques, et offerte avec conviction un soir où l'homme parlait à voix haute du pays de Pancho Villa et de la manière de ne pas boire d'importer comment la tequila. Plus coriace, plus troyant, mais c'est celui du Taco Loco.

ENTRAÎN D'ORIGINE  
Le patron, Manuel Campos, va attaquer sa dixième année de capitale. Il dit sans fanfaronner qu'il est le meilleur : il dit aussi qu'il est plus réjouissant de maintenir des prix bas plutôt que de les voir monter - le mole poblano est à 38 francs. La cuisine de son pays est ici servie dans sa vérité et son entraînement d'origine. On sent du métier dans l'équipe et du plaisir à jouer les Mexicains de Paris. Beau-coup de monde. Un endroit ré-

jouissant, très alerte, très soudain.

Un endroit chantant maintenant. Le Mexique avec orchestre et grosse ambiance. Ay! Caramba! I, méro Danube. Entrez, on s'occupe du reste. Carte courte au Taco Loco, carte en crue ici. On ne repère pas tout de suite ce qui manque au bonheur de l'amateur qui entrerait dans cette grande guinguette de ville pour passer un moment en compagnie du rancho, de la parillada chilanga ou de la sopa revolucionaria. Le tout sous la protection de la dame Margarita (tequila, jus de citron, curaçao triple sec). En groupe, choisir la familiar, qui titre 215 francs, plus avantageuse.

Rien ne fait défaut, si le mole, mais ce n'est pas vraiment le genre de la maison, qui préfère entraîner sa clientèle dans des compositions chromatiques puissantes et des rengaines encore à la mode, plutôt que de l'encombrer de louches aztèques. Et ça marche. Il faudrait être de très méchante humeur pour ne pas participer au refrain, ou même s'en aller sur la piste s'offrir en douce un petit coup de l'un de ces slows à la Nat King Cole, quand Nat King Cole, tard sous la lune, prenait en espagnol sa voix de piano-bar et se fardait à l'andalous.

Jean-Pierre Quilès

\* Taco Loco, 116, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 43-57-90-24. Carte : 130 F. Fermé dimanche et lundi midi.  
Ay! Caramba! I, 59, rue de la Mouza, 75019 Paris. Tél. : 42-41-23-80. Menus : à partir de 79 F. Carte : 150 F. Ouvert tous les jours.

emportant un « mostro » dans sa musette. Cette mamouille-là, c'était celle qu'il allait montrer à Réalmon, l'endroit où les vieillards de l'aveyron et de la Biterrois achetaient en gros. Ils se fient pour la qualité de l'ail à l'unique pièce que Milou Carayol pouvait transporter, « et cette marchandise », ajoute Geneviève Forêt.

Depuis exactement trente ans, cette plante potagère bénéficie d'un label pour les têtes qu'on arrache dans les dix-huit communes autour de Lautrec. C'est ainsi depuis ce temps que Geneviève va, chaque samedi, sur le marché de Castres vendre ses volailles et son ail. Avec son goût puissant et sa réputation de tenir longtemps, ce condiment n'a qu'un rival dans une homonymie notoriète : Henri de Toulouse-Lautrec. Le peintre venait, quand il était enfant, passer ses vacances sur la commune. On disait alors de lui qu'il n'était pas plus haut que trois têtes d'ail. Oui, mais quel ail, et quel artiste !

Guillaume Crouzet

\* Marché de Castres, le samedi matin. All rose de Lautrec, sous label rouge, 45 francs environ, chez Geneviève Carayol.

## Les marchés du sud de la France : l'ail rose de Castres

SON GILET parle pour lui. Les bontons ont du mal à se fermer, poussés par ce ventre auquel même le marbre n'a pas fait grâce. La statue de Jean Jaurès était taillée pour servir de figure emblématique au marché de Castres. Sur la place à laquelle il a donné son nom, la silhouette de l'enfant du pays préside donc les grands marchés du samedi. Juste retour des choses puisque le fameux orateur avait aussi un solide coup de fourchette. Amateur de confit d'ail, de jambon et d'omelette, il était, comme en témoignent plusieurs de ses contemporains, capable de faire deux dîners de suite, ayant simplement oublié qu'il venait d'avaler le premier d'entre eux. C'est sous l'œil de pierre de cet amoureux de la « fine, solide et lente cuisine de jadis » que s'installent aujourd'hui les revendeurs de « rimoungous » ou de « grunous ». Ceux à qui l'occitan ne fait pas défaut auront compris qu'il s'agit respectivement des petites asperges sauvages et de ces bourgeons de chou que l'on cueille avant que la fleur ne se forme. Au printemps, saison où l'on trouve ces produits,

Geneviève Carayol vend de l'aillet sur ce marché. Elle propose à ses clients des bottes de dix à douze pieds de cet ail nouveau, en leur racontant comment son fils Stéphane, cuisinier à Toulouse, l'accommoda : cru, en salade ou juste blanchi, en légume d'accompagnement. Mais de cette variété de l'ail, le plus illustre rejeton n'apparaît qu'en été. C'est à la mi-juillet que Geneviève rapporte en effet de sa ferme de Lautrec les premières « manouilles » d'ail rose. C'est un travail d'homme, ces grappes d'ail dont les hampeaux sont tressés entre elles. Un bon manouvillier en fait une petite trentaine par heure. « Il faut servir fort le ficelle rouge qui les attache. À force d'appuyer dessus, monte un air des durillons dans les mains », raconte Geneviève, non sans fierté. Car plus la manouille est importante (2,3 kilos, voire 5 kilos), plus la tâche est dure. Des hommes qui portent marqué dans leurs paumes le travail de l'ail, cela fait longtemps que Geneviève en connaît. Plus de cinq générations que l'on en compte dans sa famille. Elle se souvient en particulier de son grand-père, qui partait à motocyclette,



cette marchandise

## TOQUES EN POINTE

### Bistrots

#### RESTAURANT DU MARCHÉ

« A la bonne école classique, j'ai appris autrefois que la cuisine se fait ou début avec rien, le feu, le sel, l'instrument divinatoire d'un geste qui jauge la durée d'une cuisson. » Ce propos de Colette pourrait être la devise de Christiane Massia. Sa cuisine met en valeur les produits de quelques paysans du Sud-Ouest, en faisant ressortir leurs goûts et toutes leurs propriétés. On cuit dans le four et sur la flamme, avec la fonte ou la céramique pour les cuissons lentes et les casseroles métalliques pour les chaleurs vives. « Ici, ni congelé ni surgelé, bien entendu », rappelle la carte. La salade aux peaux de canard croustillantes, l'assiette landaise, les navets en salade et cous farcis ouvrent le ban. Pour suivre, c'est la morue aux pommes de terre, le magret, le confit, le délicieux cassoulet aux haricots de maïs, les aiguillettes aux giroles avec le madiran de la famille Laplace ; le brebis des Pyrénées, la tourtière et les pruneaux à l'armagnac pour conclure, sous l'œil débonnaire du patron, qui veille - sagement désormais - sur la cave des vins et des cigares. Menu du jour 190 F. A la carte, compter 250 F. Fole gras et plats à emporter. \* Paris, 59, rue de Dantzig (75015). Tél. : 48-28-31-55. Fermé le dimanche. Ouvert en août (y compris le 15 août).

#### LA PETITE COUR

Guy, restaurant brésilien à la mode dans les années 60 - qui vient de laisser la place à une table antillaise -, avait lancé cette courtoisie à l'anglaise, en contrebas de la rue Mabillon. La Petite Cour continue, l'été, d'attirer les foules en raison d'une merveilleuse terrasse et d'une cuisine dont les efforts valent d'être encouragés. Bonne idée cette salade de choucroute crue et haddock, à la condition d'y employer moins de crème, ou bien la petite fraîcheur de légumes nouveaux aux amandes grillées. Avec une cuisse de lapin au confit de légumes, émulsion au basilic, ces plats entrent, au déjeuner, dans la formule à 165 F (quart de vin compris). Parmi quelques vins intéressants, le domaine d'Eole (coteaux d'Aix). Menus à 178 F (midi) et 198 F (soir). A la carte, compter environ 250 F. \* Paris, 8, rue Mabillon (75001). Tél. : 43-26-52-26. Tous les jours.

#### LE MOULIN À HUILE

Patron, un baume-de-venise ! C'est le « vin doux des Voconces » dont parle Pline, pense Yves de Kisch, le directeur des fouilles archéologiques. L'arrivée de Robert Bardot à Vaison - meilleur ouvrier de France 1976 -, malgré ses débâcles à la Porte de Gand à Lille, semblait de bon augure pour la petite cité, qui pense les grandes d'un cataclysme récent. Sur les bords de l'Ouvèze, précisément, au pied de la haute ville, le Moulin occupe les terrasses d'anciennes rastaques. L'endroit est idéal, l'été, pour apprécier une cuisine de fraîcheur et d'instinct. Sur la carte passablement alambiquée du Moulin, on ne trouvait ce jour-là aucune entrée froide, mais, en revanche, une tranche épaisse de saumon fumé, chaud, accompagnée de pommes de terre à l'ail, unique concession à la cuisine locale ; ail, au demeurant, privé de ses fragrances aillées. De l'agneau, certes, sur cette carte, accompagné d'un bonnet cailennais, mais aucune de ces préparations qui font la joie d'un déjeuner de plein air sous le 45° parallèle. Menu 120 F (midi), 170 et 220 F. A la carte, compter 250 F. \* Vaison-la-Romaine, qual Maréchal-Foch, route de Malaucène (84110). Tél. : 90-36-20-57. Fermé dimanche et lundi.

### Brasseries

#### PIERRE

Le restaurant Pierre est la partie centrale d'un ensemble qui comprend une fontaine et un hôtel construit par Mansart. Drouant est en face, la Michodière à côté. Les tables et les parasols devant la fontaine, le soir, au calme, c'est Byzance. M. Boyer veille, avec femme et fils sous les armes. Outre l'une des plus jolies places de Paris, il offre en août un menu d'été à 165 F. Cuisine classique et sage : soupes glacées ou froides, melon ou bien sardines crues au vinaigre de framboise en entrée, et puis c'est la petite marmite bretonne en montgolfière. Rungis assure un service réduit, mais le poisson sera frétilant et l'andouillette portera le label AAAAA, comme au bon vieux temps. Le coquelicot entier rôti à l'estragon, le saucisson de Lyon chaud à la pistache ou le filet de bœuf stroganoff sont dans la norme d'une belle cuisine bourgeoise, comme les desserts, la crème brûlée ou le crumble aux pêches. Bordeaux maison appellation d'origine contrôlée (98 F). Brasserie de luxe aux prix modérés ou grand restaurant ? A vous d'en décider. Menu 165 F. A la carte, compter 250 F. \* Paris, place Gallien (75002). Tél. : 47-42-63-22. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert en août.

#### CHEZ FRANÇOISE

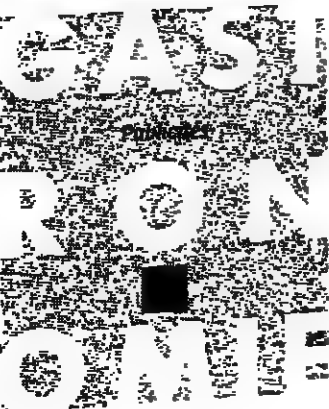
Fondée dans les années 30, avec jardin et patio, cet établissement connaît son heure de gloire dans les années d'après-guerre. Il en conserve le décor vaste et confortable. Pour l'été, la profusion de fleurs rafraîchit l'insaisissable « menu parlementaire » et, mieux encore, Pascal Mousset propose un menu d'été à 100 F, à choisir sur la carte. Au choix, les poivrons rouges marinés à la coriandre, le carpaccio de thon à la tapenade, qui seront suivis, c'est selon, d'un dos de cabillaud rôti ou bien d'un filet de merlu au coulis de homard. De belles viandes françaises aussi - cœur de filet, côte de bœuf ou côtes d'agneau grillées, dans la tradition des grandes brasseries parisiennes. Le tout est arrosé d'un calon-ségur ou plus simplement de la « cuvée des parlementaires » (100 F la bouteille). Bravo ! Que demande le peuple - ou sa représentation -, sinon un espace estival agréable et quelques délices de table substantiels. Menu 100 F et 168 F. A la carte, compter 200 F. \* Paris, aérogare des Invalides (75007). Tél. : 47-05-49-03. Tous les jours. Ouvert en août.

### Gastronomie

#### L'AUBERGADE

Michel Trama a appris la cuisine en courant la fortune du pot, puis en répétant le modèle, et en l'adaptant. Un de ces parcours qui tiennent aux origines, aux images laissées par la vie plus qu'à l'apologétique des terroirs, dont Colette disait : « Ni la science ni la conscience ne modèrent un grand cuisinier. De quoi sert l'application où il faut l'inspiration ? » Une recherche qui a permis à Michel Trama d'atteindre au goût raffiné, puis de composer une cuisine très personnelle dans l'opulente maison patricienne d'une ancienne bastide des confins de la Guyenne, à Puymirail, aux alentours d'Agen. La papillote de pomme de terre enrobée d'une feuille de blette, où la truffe est mêlée à une duxelle de champignons, c'est l'hommage au terroir. La brandade de homard au jus corallif désigne une habile manœuvre homardière, où la pomme de terre voisine avec le corail du crustacé, employé à cru. Avec le pigeon aux épices et carottes au cumin, un bouquet de saveurs jaillit dans cette ordonnance presque classique qui évoque le monde des Croisades, que nos échanges avec les pays de l'Orient méditerranéenne nous ont rendu familier. Le vin de vides de Plagieoles (1987) prend alors tout son essor. La larme de chocolat aux girolles, les fines cristallines de fruits sont issus d'une imagination féconde. Le double corona, en dessert, se déguste avant de se fumer, à l'étage. L'accueil et le service atteignent aussi une forme de perfection. Au déjeuner, du mardi au vendredi, petit menu à 180 F. Menu du marché : 280 F. Menu gourmand : 650 F. A la carte, compter 600 F. \* Puymirail, 52, rue Royale (47270). Tél. : 53-95-31-46. Tous les jours.

Jean-Claude Ribaut



PARIS 2°  
**Le Village Breton**  
Un cadre agréable, un service attentif et une cuisine variée d'une rare qualité. Menu 130 F le midi, 180 F le soir avec plaisir, et carte.  
Boulevard de la Villette, 101 et 103  
Tél. : 47-22-24-30  
Métro : Porte de la Chapelle

**BISTRO D'ANTAN**  
Restaurant - Cuisine du terroir  
OUVERT TOUTS LES JOURS  
Service de 11 h 30 à 14 h 30  
et de 19 h à 24 h.  
21, rue de la Gaieté - 75014 Paris  
(Métro : Beldor - Métro : Gaieté - Edgar-Quinet)  
Tél. : (1) 48.20.67.67 - Fax : (1) 48.35.08.55

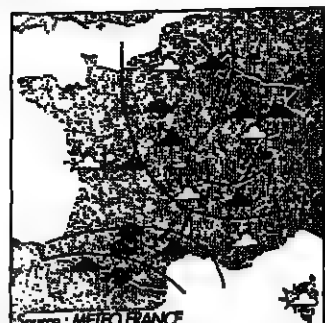
**Jeux de l'été**  
36 15 LEMONDE

LA GASTRONOMIE dans "LE MONDE"  
c'est chaque mardi daté mercredi, pour vos pressentiments publicitaires  
02 44 43 77 36 - Fax : 02 44 43 77 30

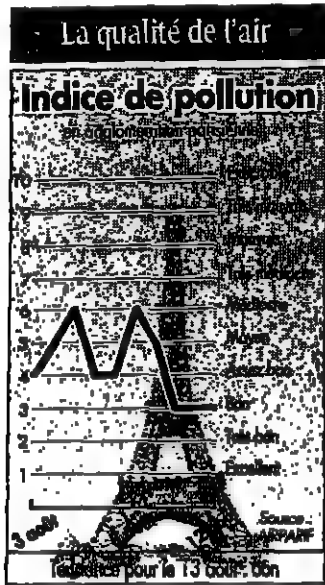


## Les éclaircies reviennent par l'Ouest

LA DÉPRESSION centrée sur l'Allemagne se décale vers l'Europe centrale et les retours plus vifs qui concernaient le Nord-Est s'évacuent hors des frontières. Les éclaircies reviennent par l'Ouest, mais des remontées espagnoles occasionnent une dégradation orageuse au pied des Pyrénées. Le week-end du 15 août s'annonce ensoleillé, avec le retour de la chaleur samedi et dimanche.



Prévisions pour le 14 août vers 12h00



La qualité de l'air

Mercredi matin, le ciel sera encore chargé sur l'Alsace-Lorraine, la Champagne-Ardenne, la Franche-Comté, le Lyonnais et la Bourgogne, avec quelques pluies faibles sur le flanc est. La grisaille se déclinera progressivement sur le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, l'Île-de-France, la Haute-Normandie, le Centre et l'Auvergne, jusqu'à la Savoie et au Dauphiné, mais une averse n'est pas exclue. Les éclaircies prédomineront, malgré des passages nuageux sur la Bretagne, la façade atlantique, jusqu'au Quercy et au Rouergue. Le soleil sera généreux sur le pourtour méditerranéen et la Corse. Mais le ciel se voilera sur le Roussillon et le Piémont pyrénéen. Les Pyrénées seront très accrochées, avec des ondées localement orageuses.

Mercredi après-midi, la situation s'améliorera lentement sur le Nord-Est, le Jura, jusqu'à la Bourgogne et au Centre. Les pluies s'estomperont et des éclaircies apparaîtront. Des Ardennes au Nord-Picardie, à l'Île-de-France et à la Normandie, jusqu'à la Bretagne, les pays de Loire, le Poitou-Charentes, la côte aquitaine, le Limousin, l'Auvergne et la Savoie, les embellies seront plus nombreuses, malgré des passages nuageux. Sur le reste du Massif central, le nord de Midi-Pyrénées, les Alpes, le pourtour méditerranéen et la Corse, un voile de nuages dansera çà et là. Quelques orages se développeront sur le Massif central. Le ciel sera chargé sur la chaîne pyrénéenne et le Piémont, et des orages localement violents pourront éclater.

Les températures maximales seront stationnaires. Elles s'étagent de 11 à 17 degrés du nord-est au sud, jusqu'à 20 degrés en bordure de Méditerranée. Les températures maximales seront en hausse sur la moitié nord, comprises entre 20 et 24 degrés. Le thermomètre affichera au sud de 23 à 30 degrés.

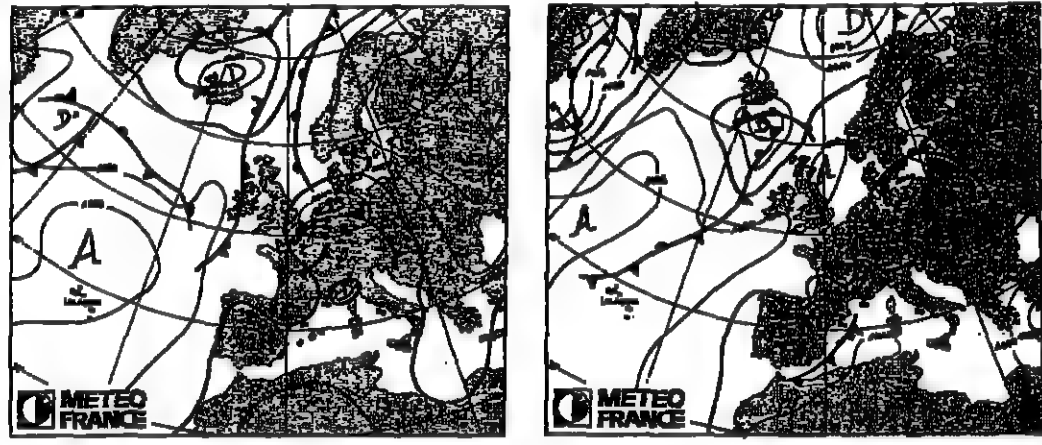
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 14 août vers 12h00

Ensoleilli  
Éclaircies pour nuages  
Nuages courts éclaircies  
Brouillard et brouillard  
Très nuageux ou couvert  
Pluie ou bruine  
Averse  
Orage  
Vent fort  
Neige

TEMPÉRATURES du 12 août	GRENOBLE	22/12	TOURS	22/12	CHICAGO	27/12	LISBONNE	27/12	PRETORIA	24/12
max/min/moyenne	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
FRANCE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
ALGER	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
AMSTERDAM	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
ATHÈNES	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
BANGKOK	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
BELGRADE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
BERLIN	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
BOMBAY	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
BRUXELLES	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
BUCAREST	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
BUDAPEST	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
BUENOS AIRES	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
CARACAS	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
COPENHAGUE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
DARAR	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
DIAKART	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
DUBAI	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
DURBAN	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
FRANKFURT	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
HANOI	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
HELSINKI	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
HONGKONG	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
ISTANBUL	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
ERUSALEM	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
KIEV	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
KINSHASA	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
LI CAIRE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
LIMA	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
LONDRES	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
LOS ANGELES	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
LUXEMBOURG	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
MADRID	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
MARRAKECH	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
MEXICO	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
MILAN	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
MONTREAL	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
MOSCOW	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
MUNICH	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
NANKING	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
NEW DELHI	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
NEW YORK	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
OSAKA	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
PARIS	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
PRAGUE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
RIO DE JANEIRO	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
ROME	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
SAN FRANCISCO	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
SANTAGO	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
SEVILLE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
ST PETERSBURG	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
STOCKHOLM	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
SYDNEY	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
TENNESSEE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
TOKYO	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
TUNIS	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
VARSOVIE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
VENISE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16
VIENNE	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16	22/16



Situation le 13 août, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 15 août, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS

### L'Afrique « vraie »

DEPUIS cinq siècles qu'il y a des navigateurs qui font le pèlerinage de l'Afrique, depuis presque autant qu'il y a des explorateurs qui en percent les ténèbres, depuis près d'un siècle qu'il y a des conférences diplomatiques qui la partagent, l'Afrique « vraie » reste peut-être encore à découvrir. L'Afrique « vraie », celle qui pensait et travaillait, qui avait ses religions et ses empires depuis des millénaires quand nos cartes trouées d'espaces vides ignoraient encore les sources du Nil et le cours du Niger. Aussi la géographie humaine a-t-elle à un champ de découvertes à proposer à ses chercheurs pendant au moins une génération - surtout dans l'Afrique noire.

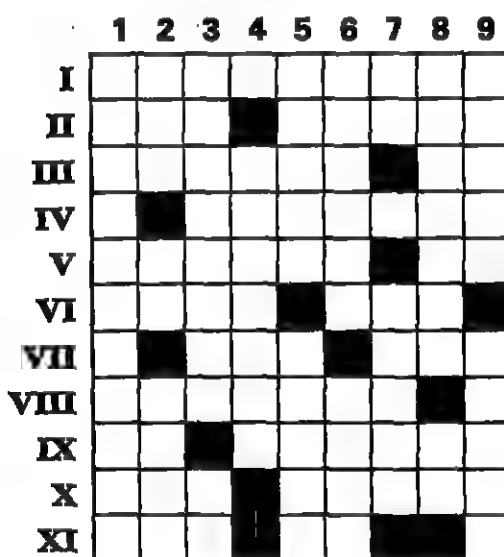
Or cette Afrique-là, l'Afrique « vraie », disparaît dans les cartes politiques sous les frontières artificielles « qui ignorent serrement les pluies, les sauterelles et les plantes », et aussi les hommes. Elle disparaît trop souvent dans certains projets de mise en valeur qui suggèrent des industries jeunes, mais oublient les économies traditionnelles. C'est que, pour la connaître, il faut de longues recherches, beaucoup de travail désintéressé, autant de sens de l'humain que de méthode scientifique. Surtout, il faut aimer l'Afrique.

Car ses problèmes doivent être posés sur le plan humain, et il est d'autant plus urgent d'en chercher la solution qu'une difficulté nouvelle y a été ajoutée par l'erreur de considérer l'Afrique comme une table rase, de vouloir plaquer la « civilisation européenne » sur la « barbarie africaine ». Ce serait une faute irréparable d'ignorer qu'il existe non pas une, mais dix civilisations africaines et qui au surplus « existent », qu'on le veuille ou non.

Y.-M. Goblet  
(14 août 1946.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6885



### HORIZONTELEMENT

I. Des hommes qui veulent toucher à tout. - II. Dans la banlieue d'Osaka. Monts. - III. A remplacé le carreau. Dans le groupe des lanthanides. - IV. Couleur des vieux pantalons. - V. Une petite machine. Il y en a souvent dans une jolie

main. - VI. Héros légendaire. Est comme l'éclair. - VII. Peut désigner la moitié d'un groupe. Comme un mauvais cœur. - VIII. Dessous, on blanchit. - IX. Comme le style quand il n'y a pas de fleurs. S'attaque à des insectes. - X. Pronom. Grande nappe. - XI. Au Canada, on trouve celui des Indiens. Interjection.

### VERTICALEMENT

1. Comprend l'art de faire des bouquets. - 2. Des Barbades, c'est la citronnelle. Un vague sujet. Station dans la Somme. - 3. Peut être courte pour le gagnant. Symbole. - 4. Un fameux lapin. - 5. Ne pas faire circuler. Quand elle est grosse, fait un beau paquet. - 6. Un pli-aller. Capitale étrangère. - 7. Cité antique. Une échappatoire. - 8. Quelqu'un qui aurait pu passer. Un métal alcalino-terreux. - 9. Mis en terre. Sur la Seine.

### SOLUTION DU N° 6885

HORIZONTELEMENT  
I. Exorciste. - II. Mijaurées. - III. Maori. Cl. - IV. Insistant. - V. Séante. - VI. Ob. Su. Tep. - VII. Ur. Ira. Sl. - VIII. Falm. Co. - IX. Ligérien. - X. Esus. Oies. - XI. Sés. Isle.

### VERTICALEMENT

1. Emmittouffés. - 2. Xian. Braise. - 3. Ojos. Igue. - 4. Rarisimés. - 5. Cuiseur. - 6. Ir. Ta. Aglos. - 7. Séant. CEIL. - 8. Teintes. Née. - 9. Es. Tepic.

Guy Brody

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G<sup>e</sup> Ledere - 69646 Chantilly Cedex. Tél. : 16 (1) 42-17-32-90.

le monde	France	Allemagne	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0000-0000) is published daily for \$ 800 per year + LE MONDE + 21 ba, rue Claude Bernard 69002 Paris Cedex 05. France, postage paid at Chantilly N.Y. 12, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, Chantilly N.Y. 12704-0001. Pour les abonnements par chèque : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3338 Pacific Avenue Suite 404, Virginia Beach VA 23462-0001 USA Tél. : 800-451-3535

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal / par Carte bancaire

Signature et date obligatoires  
Changement d'adresse : \_\_\_\_\_  
● par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4 jours. (Mettre d'indiquer votre numéro d'abonné.)  
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.  
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
33 (1) 42-17-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
● Par Minut 3615 LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00  
Télématique 3615 code LE MONDE  
CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr  
Documentation 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 44-08-78-30  
Index et microfilms : (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57-437.

ISSN : 0000-0000

PRINTED IN FRANCE.

Imprimé au Monde : 12, rue M. Guesbroux, 94852 Ivry-Cedex.

Président-directeur général : Dominique Aldrey

Directeur général : Gérard Morax

133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

## LE CARNET DU VOYAGEUR

### Services ouverts ou fermés

■ Presse : les quotidiens paraîtront normalement.

■ Bureaux de poste : ils seront fermés.

■ Banques : elles seront fermées jeudi 15 août, et certaines également vendredi 16.

■ Grands magasins : ils seront fermés.

■ Assurance-maladie, assurance-vieillesse, allocations familiales : les centres d'accueil seront fermés au public du mercredi après-midi 14 août au vendredi 16 août, à 8 h 30.



مكذبا من الأصل

# CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 14 AOÛT 1996

17

**JAZZ** Dans la petite bourgade de Marciac, 1 300 habitants, arrondissement de Mirande, pas loin d'Auch, entre confits et rugby, le mois d'août est jazz. ● UNE PROGRAM-

MATION internationale dans un pays de clochers fort de jazz in Marciac, une manifestation particulière, de haute tenue musicale (Herbie Hancock, Wynton Marsalis, Liz

McComb, Eddy Louiss...) et populaire à la fois. Une rareté. ● L'ESPRIT DE CHARLIE MINGUS a donné le ton à cette dix-neuvième édition. Mort en 1979 au Mexique, le contreb-

siste, engagé dans le combat racial, a laissé en héritage une philosophie de la musique, une exigence que perpétue le Mingus Big Band. ● ANGE TUTÉLAIRE du festival, le

clarinettiste et saxophoniste Guy Lafitte, né à Saint-Gaudens (le Sud-Ouest, toujours), a été honoré par un jubilé qui a salué ses cinquante ans de vie et de jazz.

## L'esprit de Mingus et le corps de Phil Woods planent sur Marciac

En ouverture de la dix-neuvième édition du festival gersois, deux orchestres incarnent les projets de Charles Mingus et de Charlie Parker. Le ton est donné. Le rendez-vous est fixé, pour les amateurs, dans le Sud-Ouest

**JAZZ IN MARCIAC.** Marciac (Gers). Jusqu'au 17 août. Tél: (06) 42-09-33-33. Charles Brown, Robert Cray (le 13 août); Eddie Palmieri, Ray Barretto, Maceo Parker (le 14); Joshua Redman Quintet, Joe Henderson Quintet, Claude Luter Quintet (le 15); Pierre Boussagne Connection, Wynton Marsalis, Harlem Legacy avec Don Chatham (le 16); Liz McComb, Michel Petruccianni et Eddy Louiss (le 17).

### MARCIAC

de notre envoyé spécial  
Mingus est tout un poème. C'est un des rares musiciens que ses pairs n'appellent pas par son prénom. Il détestait ce surnom de Charlie. Il était en guerre ouverte contre la saleté. L'Amérique l'a très légalement expulsé de son appartement. Le plus légalement du

monde, l'Amérique a fait brûler son piano et sa contrebasse. Pour peu qu'elle eût eu des charters, l'Amérique eût renvoyé Mingus chez lui, en Amérique, d'un coup de charter. Le Mingus Band a interprété une composition de Mingus intitulée *US is too* (Les USA sont trop). Les titres de Mingus sont des déclarations de guerre, des poèmes marmellés, des prémisses féminins, des déclarations d'amour à Lester Young. La musique de Mingus n'a jamais été jouée. Avant de mourir, le 5 janvier 1979, au-dessous du volcan, à Cuernavaca, au Mexique, Mingus disait qu'il n'avait jamais entendu jouer sa musique comme il l'entendait dans sa tête. Mingus est aussi central, aussi dérangé que Beethoven et Orson Welles, on le saura plus tard. On l'a expulsé parce qu'il prenait trop de place. Personne n'a

changé le corps, le battiment des cœurs, la perception de l'espace et la courtoisie en colère vive comme lui. Autour de lui, l'orchestre était un volcan. Il a un art simple, non transmissible, immédiat, de la contrebasse.

Comme compositeur, comme agitateur, quand il hurle sa méchante gaieté, il est irremplaçable. Une nuit, jeunes, beaux, sapés comme des princes, Mingus, Max Roach et Miles Davis, sur la route de la Côte ouest, se sont arrêtés chez le père de Miles, dentiste à Saint-Louis (Missouri). Toute la nuit, ils ont parlé debout. Les musiciens adorent philosopher. C'est même pour cela qu'ils font de la musique. Celui qui saurait écrire cette conversation d'une nuit debout à Saint-Louis rendrait service à l'humanité.

Tout cela pour dire que la musique de Mingus est plusieurs fois injouable. Lui, entouré des meilleurs mais surtout entouré de musiciens qui se seraient fait hacher pour lui, n'y arrivait pas, au point où il l'entendait dans sa tête. Eh bien, la force de Mingus, c'est qu'à un moment où l'essentiel du jazz plonge dans le «révivalisme» comme le *Titanic*, sa force est de communiquer au Mingus Band une vitalité, un éclat heureux.

Attention: il y a dans l'orchestre un nombre de peintures sérieuses: Randy Brecker, Eddie Henderson dans la section des trompettes, Robin Eubanks, quand ce n'est pas Frank Lacy, chez les trombones, Gary Bartz, Seamus Blake, John Stubblefield et le préféré, Ronnie Cuber, au pupitre des saxophones, le tout sous la houlette de Steve Slagle, avec Kenny Drew junior au piano et Andy McKee à la basse (il n'est pas sûr que ce soit un cadeau d'héritier du poste de bassiste dans le Mingus Band). Bel orchestre donc, beaux équilibres, belle mobilité des rythmes: il y a des pointures mais ce n'est pas un orchestre de pointures.

F. M.

Dans l'ombre, impériale et mal-

cieuse, vieille Sue Mingus. Vous connaissez les veuves: d'habitude, elles sifflent votre vin avec votre collier. Le cas de Sue Mingus est à la mesure de Mingus. Rien ne tourne selon les lois de la sociologie et du déterminisme. Les six premières mesures de chaque thème (*Nostalgia in Time Square*, *Diane* *Moanin'*) créent une sorte d'hallucination auditive; puis on déchante (la mémoire est une sorcière); après quoi, on laisse se débrouiller le Mingus Band. Et c'est là que l'effluvescence commence.

### UNE LEÇON DE MUSIQUE

Comme souvent sur le papier, on pensait à un triomphe aisé de Phil Woods et à un succès d'estime du Mingus Band. Erreur: c'est le contraire, et, au fond, pas si surprenant. D'abord, il n'est pas sûr que l'on puisse encaisser tant de musiques. S'il ne s'agit que de divertissement, passe! Mais dès qu'il y a de la musique, vraiment, ce n'est plus si facile. Or il y a beaucoup de musique dans le Mingus Band (pas autant que dans les orchestres historiques de Charles

Mingus, et encore moins que dans la tête volcanique du Mingus). Et il y a plus de musique encore dans le Phil Woods Super Sarmachine.

Ce n'est pas parce que les types soufflent dans des trucs que la musique vient. Elle vient ou ne vient pas. Elle vient plutôt rarement: on ne va pas s'en plaindre, on ne viendrait pas. Il y a des musiques (beaucoup) où elle ne vient plus du tout. Le Super Sarmachine de Phil Woods, altiste parkerrien qu'on a bien tort de passer à l'as des temps qui courent, ce n'est pas sorcier: c'est un trio rythmique d'acier (Cedar Walton, Reggie Johnson, Victor Lewis) et six saxophonistes imprégnables, alignés comme des poireaux, six merveilles de phrasés, de timbres, d'esprit et de vivacité. Phil Woods, à deux reprises (au rappel notamment), se taille une vraie part léonine. Oh, pas par remplissage ou volubilité (mêlez-vous des musiciens intarissables: ils sont comme les jaloux, ils occupent le terrain), non, d'un trait, d'une intervention tranchante, avec l'autorité excusée de qui sait vraiment jouer.

Il suffit de guetter dans ces ins-

tants les regards des cinq autres: Peter King, Bobby Watson, Gary Bartz, Jesse Davis et Red Holloway, tout est dit. Phil Woods rêvait d'entendre six saxophonistes. Il nous les fait entendre. Sans trébucher ni recours, sans le moindre effet: des thèmes, des complications et de vraies, authentiques improvisations comparées. Une leçon de musique. Evidemment, ça ne permet pas de danser la lambada. Mais on allait presque oublier que la musique existe et qu'il est des seigneurs (peu connus du public) pour la servir.

Chapiteau gersois pratiquement plein. Chaleur orageuse. Cohorte de photographes amateurs, comme d'habitude intempestifs et remuants; palme à la camerawoman qui s'est plantée devant Victor Lewis (phénomène de bout en bout) pendant son bref solo de trente-deux mesures, obligeant tout le parterre à tourner le dos à la scène pour la suivre (en gros plan) sur le grand écran fixé au fond du chapiteau. *O tempora, o mores...*

Francis Marmande

## A l'Hôtel de France et du jazz réunis

**AMBAassadeur** de la cuisine et des produits du Gers, seigneur truculent de l'Hôtel de France à Auch, Gascon breuvé, André Daguin, rugbyman, accueille depuis dix-huit ans la planète du jazz: « Venez vite ! » Il vous fait quitter un instant votre assiette gras à l'air du temps (dit de grossesilles aussi subtil qu'un arrangement de Gill Evans pour la voix de Miles Davis), vous entraîne dans le réduit qui sert de débarras aux cuisines, le point le plus cru de l'Hôtel de France, la souillarde. « Ecoutez: depuis dix-huit ans, c'est comme ça. On se régale. » Jocelyne Daguin est déjà là. La souillarde est l'endroit le plus frais et le meilleur capteur de son, de l'Hôtel. Dans les étages, un trompettiste de l'Illinois, Jacques Big Band, joue. Il ne répète pas, il joue. Document. Par-dessus les toits, le ciel de Toscane du Gers.

« La trompette, pour moi, c'est un allier. C'est sûr, c'est un allier. Vous avez entendu ce type hier soir [Randy Brecker]? Il joue comme un trois-quarts ailé.

La contrebasse, c'est le pilier: si elle est là, on ne s'en rend pas compte. Mais si elle n'est pas là, on s'en aperçoit de suite. Ce qui me touche, dans le jazz, c'est cette violence contenue, comme au rugby. Et puis c'est pareil, c'est une affaire sérieuse. En rugby, on ne rit jamais, on alors c'est qu'il s'est passé une chose qu'il ne fallait pas. Ces types, ce qu'ils font, ça ressemble à ce que je fais. Ils jouent du mieux qu'ils peuvent. Ce sont des artisans. Ils ne sont pas géniaux tout le temps. Ils le disent.

« Vous avez reçu les plus grands: Stan Getz, Marsalis, Herbie Hancock... »

« Ils défilent tous ici. C'est une période extraordinaire. Le soir, je m'échappe au festival chaque fois que je peux. Comme clients, ils sont merveilleux ou ennuigés comme la pluie. Il faut rester très calme. De toute façon, ce n'est pas parce qu'un foie gras est bon que j'ai envie de connaître Foie. »

F. M.

## Un jubilé reconnaissant pour Guy Lafitte

**PREMIER** prix Django-Reinhardt décerné par l'Académie du jazz (1954), Guy Lafitte est l'ange tutélaire de Marciac. Bien qu'il soit à l'origine du Paris Jazz Trio, il est fixé à ce Sud-Ouest qui l'a vu naître (Saint-Gaudens, 1927) et où la culture du jazz n'est pas moins élabo-

### Portrait

que celle du mais hybride. En 1944, Guy Lafitte a dix-sept ans. Il entre comme clarinettiste chez Eugène Baptiste, guitariste gitan. En 1947, il fait la saison à Superbagneres avec le violoniste le plus créatif de l'histoire du jazz, Michel Warlop (un monde disparu).

Au saxophone ténor, il dirige l'orchestre du Hot Club de Tou-

louse (heures de gloire). Les tournées de formation, il les effectue avec Big Bill Broonzy, Mezzrow et Bill Coleman. On apprend autant auprès d'un musicien discutable (mais quelle leçon de vie!) qu'auprès de Bill Coleman. Lafitte enregistre avec Lionel Hampton, figure, comme Louis Armstrong et Duke Ellington, dans *Paris Blues* (1963), qui n'est pas le meilleur film d'un réalisateur, Martin Ritt, qui n'a d'ailleurs commis aucun meilleur film.

Le Festival de Marciac réserve chaque année une place de choix à Guy Lafitte. Un jubilé (une cinquantaine d'années bien remplies), en compagnie de bons musiciens, est pour cette édition une juste reconnaissance.

F. M.

Dans l'ombre, impériale et mal-

## Fiona Apple, trop jeune, trop belle, trop douée

**TROP BELLE** pour être vraie? Fiona Apple conjugue jeunesse, charme et talent avec une insolence qui pourrait provoquer la suspension. Le show-business se livrerait-il à nouveau à de secrètes manipulations?

Des boucles d'or en cascade, un visage d'ange, des yeux d'un bleu et un anneau d'argent qui perce le nombril. Enigme en Californie, cette New-Yorkaise de dix-huit ans n'est pas l'hermine d'une sitcom prépubère, mais l'auteur et l'interprète de chansons graves et pures. Tout en profondeur mélancolique, *Tidal*, son premier album tout juste publié, affiche une renversante maturité. L'histoire de sa courte carrière tient en plus de conte de fées. Avec un rire d'enfant, Fiona ne finit pas de s'en étonner.

« J'ai toujours pensé que je mettrais des années à rencontrer un directeur artistique qui me donne ma chance. Il y a un an et demi, j'avais décidé d'enregistrer une maquette de quelques-uns de mes morceaux pour trouver un manager. J'ai fait soixante-dix-huit copies de cette cassette puis je suis partie passer Noël à New York. Là-bas, j'ai donné une de mes cassettes à une amie qui l'a fait écouter à une dame dont elle gardait le bébé. Cette femme l'a fait à son tour écouter à un ami producteur, Andrew Slater, qui m'a ensuite appelée pour me rencontrer. Finalement, j'ai signé un contrat avant même d'avoir envoyé une seule de mes cassettes. Jusqu'à très récemment, je n'avais encore jamais donné de concert. »

On tente d'élucider le mystère de sa précocité. Le piano semble l'avoir accompagnée avant même les premières leçons, prises à huit

ans. A l'âge où l'on se laisse habilement bercer par des univers musicaux construits par d'autres, Fiona compose ses premières mélodies. « A onze ans, lors des concours de piano, je préférais jouer mes propres compositions. J'avais l'impression que les leçons étaient une perte de temps. Plutôt que de mettre toute mon énergie à apprendre les chansons des autres, je préférais chanter les miennes. Je

mais tenu de journal. Je préférais m'exprimer à travers une nouvelle, un poème ou une chanson. »

### UN FOND DE TRISTESSE

Dans sa voix, on perçoit l'artiste déjà épanouie et la tension propre à une écorchée vive aussi douée pour le chant qu'au piano. « Ma mère possédait un livre, *The Real Book of Jazz Standards*, dans lequel se trouvent les textes et

### Sombres harmonies

Le titre d'une des chansons de *Tidal*, le premier album de Fiona Apple, expose peut-être à lui seul l'émotion dominante laissée par sa musique. *The Child Is Gone*, « l'enfant est parti ». A dix-huit ans, la jeune fille chante avec toute cette frustration. Aux voix acides de l'adolescence, elle préfère un timbre profond et les notes les plus graves de son piano. Ces sombres harmonies peuvent abriter une colère latente (*Sleep To Dream*), une solitude dévastée (*Sullen Girl*, *Pale September*), mais aussi révéler une vaineuse suavité (*Shadowboxer*) et la conscience de son pouvoir de séduction (*The First Taste*). Musicalement indéterminés, ses refrains oscillent entre genres adultes (jazz, blues) et juvéniles (pop, indie-funk). Cordes, vibraphone, guitare habitent avec délicatesse ses chansons. Plus tard, Fiona pourra mieux se libérer des pièges de l'académisme, travailler la concision et une plus grande variété mélodique. Aujourd'hui, on aime ce disque pénétrant.

\* *Tidal*, 1 CD Columbia 483750.2. Distribué par Sony.

n'ai jamais été une très bonne technicienne mais j'adorais écrire. » Peut-être parce que, très tôt, son instrument et sa plume sont ses refuges les plus sûrs.

« Avec ma mère, nos disputes étaient tellement fréquentes! A la maison, on entendait, dans l'ordre: nos hurlements, le bruit de ma course dans le couloir, une porte qui claquait, suivie systématiquement des notes résonnantes du piano. Jouer est devenu un réflexe salvateur, une façon de laisser parler mes sentiments. Je n'ai ja-

les partitions d'un tas de classiques de jazz. J'ai passé des heures plongée dedans, à retranscrire ces chansons en les adaptant à ma façon. J'ai toujours adoré Ella Fitzgerald et Billie Holiday. Je n'étais pas très sûre de ma voix, mais je ne pouvais pas imaginer que d'autres chantaient mes chansons à ma place. Les textes sont trop personnels. C'aurait été comme regarder quelqu'un embrasser mon amoureux. »

A dix-huit ans, a-t-on déjà vécu et ressenti tant de choses qu'on

puisse en faire un disque? Cette adolescente a mûri brutalement. Victime d'un viol il y a quelques années, Fiona a pris l'habitude de regarder ce traumatisme en face.

« J'ai l'impression d'avoir eu une enfance très courte. J'ai vécu des expériences douloureuses qui m'ont coupée rapidement des gens de mon âge. On m'a forcée à entrer dans le monde des adultes alors que j'aurais dû rester une gamine paisible. Je suis extrêmement sensible, le moindre événement peut profondément m'affecter. Mais j'ai aussi appris à transformer ces épreuves de manière positive et créative. J'ai vieilli plus vite. »

Malgré le fond de tristesse qui voile son regard, la jeune fille parle sans détour. La clarté avec laquelle elle analyse son parcours, sa musique et sa personnalité intimide presque autant que la maturité de ses chansons. « Je me connais bien, affirme-t-elle. Je suis tentée de dire que c'est ma façon d'être. Mais c'est vrai que, plus jeune, j'ai passé beaucoup de temps chez les psychologues. Les gens pensaient qu'il y avait quelque chose qui clochait en moi. J'ai pris l'habitude de réfléchir à ma vie, à ce que je suis. L'écriture me permet aussi de répondre à ces questions. » On a envie de lui promettre la lune tant ce premier album rayonne de ses dons musicaux.

Ambitieuse et fragile, Fiona ressent le vertige de ces espoirs à l'aube d'un grand voyage. « Même si j'ai peur parfois de ne plus avoir rien à dire, je n'ai pas envie de m'économiser. On ne va jamais trop loin avec les émotions. »

Stéphane Davet

## Succès de la septième édition de Paris, Quartier d'été

L'ÉDITION 1996 du Festival Paris, Quartier d'été s'est achevée le dimanche 11 août sur un bilan très positif. 41 spectacles de musique, danse, théâtre, cirque et marionnettes ont attiré 110 712 spectateurs dont 40 000 payants à l'une ou l'autre des 159 représentations proposées du 14 juillet au 11 août dans 29 lieux différents de la capitale. Plus de 8 500 personnes ont assisté aux « concerts-promenades » hors des salles habituelles, qu'ils aient été proposés aux Arènes de Lutèce ou dans la cour de la Sorbonne. Même engouement pour les spectacles de Martha Graham, des Ballets de Monte-Carlo et Joseph Nadj (*Le Cri du caméléon*), qui ont rassemblé près de 9 000 spectateurs au Palais-Royal, entre ministère de la culture et Conseil d'Etat. Quand les marionnettes sur l'eau du Vietnam ont réuni 4 320 personnes sur les rives du lac des Buttes-Chaumont, ce sont plus de 7 000 amateurs qui ont rejoint Achille Tonic et leurs invités dans leur cabaret du Quai de la Seine dans le 19<sup>e</sup> arrondissement. Les 52 concerts gratuits de musiques du monde, donnés dans les Jardins des Tuileries, du Luxembourg et de Belleville, aux arènes de Montmartre ou au château de Maisons-Laffitte ont séduit 55 750 mélomanes. Enfin, la Parade des quartiers d'été, le 27 juillet aux Tuileries, a réuni plus de 15 000 spectateurs.

## Charlotte Rampling présidente du Festival de Deauville

L'ACTRICE Charlotte Rampling présidera, du 30 août au 8 septembre, le jury du Festival du cinéma américain de Deauville, entourée de cinq autres comédiennes: Sabine Azema, Charlotte Gainsbourg, Chiara Mastroianni, Laura Morante et Ornella Muti - du metteur en scène Patrice Chéreau, des producteurs Alain Rocca et René Cleitman et des comédiens Vincent Pérez, Melvil Poupaud et Dominique Farrugia.

Roland Emmerich présentera *Independence Day*, le plus grand succès de l'été outre-Atlantique. Abel Ferrara, auquel un hommage sera rendu, viendra avec son dernier film, *The Funeral*. Nick Cassavetes sera aussi présent avec son premier long-métrage *Décalage des étoiles*, en compagnie de sa mère, l'actrice Gena Rowlands. Matt Dillon (*Albino Alligator*, de Kevin Spacey), Dennis Quaid (*Cœur de dragon*, de Rob Cohen), Kurt Russell (*Escape from LA*, de John Carpenter), Eddy Murphy (*Le Professeur foldingue*, de Tom Shadyac) sont également attendus. Côté français, Gérard Depardieu sera sur les planches, et à l'affiche de deux films: *Décalage des étoiles* et *Bogus*, de Norman Jewison, aux côtés de Whoopi Goldberg.



## The Shanghai Gesture

Reprise du chef-d'œuvre de Josef von Sternberg



DIX ANS après *Shanghai Express* (1931), Josef von Sternberg retrouve l'univers chinois pour ce mélo flamboyant situé dans l'univers du jeu.

Sans Marlene Dietrich, cette fois, mais avec Gene Tierney, à laquelle il offre un de ses rôles les plus beaux et les plus ambigus. Dans ce cadre d'exotisme orientalisant, le scénario semble reposer sur les règles vieillottes du drame de famille, avec menées perverses et coups de théâtre. Mais il mène vers une violence, une indécision et une non-réconciliation qui dynamisent les conventions.

Surtout, la mise en scène de Sternberg, démiurge et moraliste, sublime l'imagerie exotique et construit, par la description de l'immense tripot, une métaphore

hallucinée du monde. L'utilisation des mouvements de foule et la circulation des personnages (dont le moindre n'est pas l'argent) construisent une atmosphère envoûtante et terrifiante, en même temps que d'une très grande beauté plastique. Les protagonistes y sont, par la magie d'une réalisation souveraine, à la fois magnifiés et réduits au rang de jouets d'un destin qui les dépasse. Ainsi, sous les apparences d'une « chinoiserie » artificielle se dessine une fable métaphysique, qui atteint par moments à la grandeur de la tragédie.

★ VO : Gaumont les Halles, 1<sup>re</sup> (40-39-99-40) ; Espace Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (44-07-20-49) ; Gaumont Ambassade, 1<sup>re</sup> (43-59-19-08) ; Escurial, 13<sup>e</sup> (47-07-28-04).

### FESTIVALS D'ÉTÉ

#### PARTHENAY : DE BOUCHE À OREILLE

Entre tradition et métissage, musiques du monde, musique classique et jazz. De bouche à oreille est le garant d'une qualité musicale qui a fait la nouvelle richesse des musiques traditionnelles françaises. Carte blanche à Thierry Robin (le 21), une journée pour Jean-François Vrod (le 22), et un hommage à Valentin Chastrier, l'un des animateurs de Clavier en musique, tandis que, sous l'appellation poétique de « Touches blanches pour carter noir », on retrouvera Michel Macias et Patrick Cadelin (le 24).

Du 15 au 25 août.

Maison des cultures de pays, 1, rue de la Vau-Saint-Jacques, 79201, Parthenay. Tél. : (16) 49-94-90-70.

#### SAINT-MALO : LA ROUTE DU ROCK

Patiemment, ce festival s'est imposé en traçant sa... route en dehors des grandes tournées estivales. On trouvera bien sûr quelques musiciens croisés sur d'autres scènes (Garbage, Blue-tones, Fun Lovin' Criminals), mais nombre d'entre eux ne joueront qu'à Saint-Malo et feront de ce week-end l'événement *indie-pop* de l'été. D'un parti pris qu'on qualifiera d'« *breakdown* », la programmation privilégie les groupes : Divine Comedy, Suede, Sleeper, Frank and Walters — plus soucieux que de mélodies de leurs chansons que de l'impact des décibels.

Du 16 au 18 août. La route du rock, 10 bis, bd Sébastopol, 35000 Rennes. Tél. : (16) 99-31-23-23.

### CINÉMA

#### NOUVEAUX FILMS

##### DEAD BEAT

Film américain d'Adam Dubov, avec Bruce Ramsay, Balharzar Getty, Narsha Gregson Wagner (1 h 35).

VO : Les Montparnasse, 14<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10.

##### L'EFFACEUR

Film américain de Charles Russell, avec Arnold Schwarzenegger, James Caan, Vanessa Williams, James Coburn, Robert Pastorelli, James Cromwell (1 h 55).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>re</sup> ; UGC Odéon, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Marignan, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; George-V, THX, 1<sup>re</sup> ; UGC Normandie, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Gobelins Fauvett, 1<sup>re</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, 1<sup>re</sup> (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 1<sup>re</sup>.

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 1<sup>re</sup> ; Paramount Opéra, 1<sup>re</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 1<sup>re</sup> (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 1<sup>re</sup> ; UGC Gobelins, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Parnasse, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>re</sup> ; UGC Odéon, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Marignan, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; George-V, 1<sup>re</sup> ; UGC Normandie, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Gobelins Fauvett, 1<sup>re</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, 1<sup>re</sup> (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 1<sup>re</sup>.

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 1<sup>re</sup> ; Paramount Opéra, 1<sup>re</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 1<sup>re</sup> (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 1<sup>re</sup> ; UGC Gobelins, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Parnasse, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>re</sup> ; UGC Odéon, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Marignan, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; George-V, 1<sup>re</sup> ; UGC Normandie, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Gobelins Fauvett, 1<sup>re</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, 1<sup>re</sup> (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 1<sup>re</sup>.

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 1<sup>re</sup> ; Paramount Opéra, 1<sup>re</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 1<sup>re</sup> (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 1<sup>re</sup> ; UGC Gobelins, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Parnasse, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>re</sup> ; UGC Odéon, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Marignan, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; George-V, 1<sup>re</sup> ; UGC Normandie, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Gobelins Fauvett, 1<sup>re</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, 1<sup>re</sup> (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 1<sup>re</sup>.

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 1<sup>re</sup> ; Paramount Opéra, 1<sup>re</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 1<sup>re</sup> (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 1<sup>re</sup> ; UGC Gobelins, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Parnasse, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>re</sup> ; UGC Odéon, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Marignan, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; George-V, 1<sup>re</sup> ; UGC Normandie, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Gobelins Fauvett, 1<sup>re</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, 1<sup>re</sup> (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 1<sup>re</sup>.

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 1<sup>re</sup> ; Paramount Opéra, 1<sup>re</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 1<sup>re</sup> (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 1<sup>re</sup> ; UGC Gobelins, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Parnasse, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>re</sup> ; UGC Odéon, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Marignan, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; George-V, 1<sup>re</sup> ; UGC Normandie, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Gobelins Fauvett, 1<sup>re</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, 1<sup>re</sup> (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 1<sup>re</sup>.

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 1<sup>re</sup> ; Paramount Opéra, 1<sup>re</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 1<sup>re</sup> (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 1<sup>re</sup> ; UGC Gobelins, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Parnasse, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>re</sup> ; UGC Odéon, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Marignan, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; George-V, 1<sup>re</sup> ; UGC Normandie, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Gobelins Fauvett, 1<sup>re</sup> (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Majestic Passy, 1<sup>re</sup> (42-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 1<sup>re</sup>.

VF : Rex, 2<sup>e</sup> (39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 1<sup>re</sup> ; Paramount Opéra, 1<sup>re</sup> (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 1<sup>re</sup> (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 1<sup>re</sup> ; UGC Gobelins, 1<sup>re</sup> ; Gaumont Parnasse, 1<sup>re</sup> (réserve : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; Gaumont Alésia, 1<sup>re</sup> (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

### THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris, en Ile-de-France et en province

#### NOUVEAUTÉS

Le Bal des voleurs de Jean Anouilh, mise en scène de Jean-Claude Lévesque, avec Claude Gensac, Jacques Seiler, André Valéry, Fabienne Perleau, Jean-Marie Juan, Jean-Luc Porraz, Danièle Arditi, Jean-Christophe Dollé, Jacques Cron et Marcel Zanini (clandestins).

Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaité, Paris 14<sup>e</sup>. M. Edgar-Quinet, Gaité, Montparnasse-Bienvenue. Du mardi au vendredi, 8 h 45 à 21 heures ; le samedi, 12 h 15 à 21 h 15. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 45. De 90 F à 220 F. Jusqu'au 30 décembre.

Le Boxeur et la violoniste de Bernard Da Costa, mise en scène de Didier Long, avec Michèle Garcia et Patrick Rombi.

Théâtre des Mathurins, 36, rue des Mathurins, Paris 8<sup>e</sup>. M. Havre-Camartin, Madeleine. Du lundi au samedi, 20 h 45. Tél. : 42-65-90-00. Durée : 1 h 45. De 60 F à 180 F. Jusqu'au 30 décembre.

Le Mâle en malgré lui de Molière, mise en scène d'Yves Kerbou, avec Yaciz Bouaza ou Fabrice Talab, Laurent Carouana, Gérard Chabrier, Alain Duclos, Stéphane Galliot, Stéphanie Grosjean, Valérie Nadeau et Christel Sannerville.

Lucernaire, 33, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6<sup>e</sup>. M. Vavin, Notre-Dame-des-Champs. Du lundi au samedi, 19 h 45. Tél. : 45-44-57-34. 84 F et 140 F. Jusqu'au 30 septembre.

Le Mâle en malgré lui de Molière, mise en scène de Michel Dury, avec Arnaud Bruyère, Sylvain Chamarande, Alexandre Colas, Jean-Jacques Otter et Valérie Schwartz.

Théâtre de la Vierge du Jardin Shakespeare, 10, rue de la Reine Marguerite, 75001 Paris. M. Portet-Maillet, 10, rue de la Reine Marguerite. Le vendredi, 19 heures ; le samedi, 15 heures et 19 heures ; le dimanche, 15 heures. Tél. : 40-30-20-10. Durée : 1 heure. 60 F et 100 F. Jusqu'au 25 août.

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

Théâtre du Tourneur, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M. Châtelet. Du mardi au samedi, 21 heures. Tél. : 48-87-82-48. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F. Jusqu'au 30 août.

Proust Expresso Lucernaire, 33, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6<sup>e</sup>. M. Vavin et Notre-Dame-des-Champs. Du lundi au samedi, 19 h 45. Tél. : 45-44-57-34. 84 F et 140 F. Jusqu'au 30 septembre.

di, à 21 h 30. De 70 F à 140 F. Jusqu'au 7 septembre.

#### SÉLECTION EN PROVINCE

##### CHARTRES

Une journée particulière d'Ettore Scola, mise en scène d'Emmanuel Ray, avec Catherine Depont, Antoine Marnier, Sandra Restout, Pascale Fournier, Fédéric Richot, Jean-François Maisons, Nicolas Pichot et Mathieu Genet.

Collégiale Saint-André, rue Saint-André, 28 Chartres. 18 h 45, du 20 au 22, les 27, 28, 29 août, 3 septembre ; 18 h 45 et 21 h 30, les 23, 24, 30, 31 ; 17 heures, les 25 et 1. Tél. : 37-36-91-58. Durée : 2 heures. 40 F et 70 F. Jusqu'au 15 septembre.

##### FUMEL

La Seconde Surprise de l'amour de Molière, mise en scène de Marion Bierry, avec Raphaëlle Goupilleau, Philippe Noël, Geoffroy Thibaut, Fabienne Tricot, Julien Rochefort et Edie Burgor.

Château de Bonaguil, 47 Fumel. 21 heures, le 17. Tél. : (16) 53-71-17-17. Durée : 1 h 25. 100 F et 120 F.

Ariane ou l'oubli de Michel Déon, mise en scène de Nicolas Bricq, avec Brigitte Bémol, Nicolas Bricq, Sandrine Thibaut et Patrick Andrieu.

Château de Bonaguil, 47 Fumel. 21 heures, le 19. Tél. : (16) 53-71-17-17. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

Molière, Madeleine et Armande de Molière, mise en scène de Yaciz Bouaza, avec Yaciz Bouaza, les élèves et anciens élèves de l'école de théâtre des Baladins en Agenais.

Château de Bonaguil, 47 Fumel. 21 heures, le 21. Tél. : (16) 53-71-17-17. Durée : 1 h 45. 50 F et 80 F.

##### REIMS

Le Baptême de Clovis de et par le Centre national art et technologie, mise en scène de Jacques Carrolier.

Cathédrale, 51 Reims. 22 heures, les samedi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi ; 21 heures, le mardi. Tél. : (16) 26-40-16-74. Durée : 0 h 35. 20 F. Jusqu'au 26 octobre.

L'Épopée de Clovis de et par le Centre national art et technologie, mise en scène de Jacques Carrolier.

Cathédrale, 51 Reims. 22 h 45, les 17, 23, 24. Tél. : 26-40-16-74. Durée : 0 h 30. Entrée libre. Jusqu'au 26 septembre.

##### CAEN

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

Théâtre du Tourneur, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M. Châtelet. Du mardi au samedi, 21 heures. Tél. : 48-87-82-48. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F. Jusqu'au 30 août.

##### CAEN

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

Théâtre du Tourneur, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M. Châtelet. Du mardi au samedi, 21 heures. Tél. : 48-87-82-48. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F. Jusqu'au 30 août.

##### CAEN

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

Théâtre du Tourneur, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M. Châtelet. Du mardi au samedi, 21 heures. Tél. : 48-87-82-48. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F. Jusqu'au 30 août.

##### CAEN

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

Théâtre du Tourneur, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M. Châtelet. Du mardi au samedi, 21 heures. Tél. : 48-87-82-48. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F. Jusqu'au 30 août.

##### CAEN

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

Théâtre du Tourneur, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M. Châtelet. Du mardi au samedi, 21 heures. Tél. : 48-87-82-48. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F. Jusqu'au 30 août.

##### CAEN

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

Théâtre du Tourneur, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M. Châtelet. Du mardi au samedi, 21 heures. Tél. : 48-87-82-48. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F. Jusqu'au 30 août.

##### CAEN

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

Théâtre du Tourneur, 20, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. M. Châtelet. Du mardi au samedi, 21 heures. Tél. : 48-87-82-48. Durée : 1 h 10. 70 F et 90 F. Jusqu'au 30 août.

##### CAEN

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

##### CAEN

Le Joueur d'échecs de Stefan Zweig, mise en scène d'Yves Kerbou, avec André Salzet.

reine. Depuis dix ans, des troupes du monde entier s'y retrouvent pour quatre jours de fête intertemporelle. La programmation officielle. C'est donc à un branle-bas géant que convie ce festival, où les babas cool respasés des migrations des années 70 croisent sur les trottoirs les compagnies les plus avant-gardistes et les enfants dans les poussettes. Il y aura cette année du théâtre argentin de volige, du théâtre argentin d'Australie, du théâtre argentin de Bolivie, du théâtre argentin de Pologne, des troupes françaises d'intervention et de détournement, et même, selon le programme, du théâtre invisible imaginé par des « hybrides sonores » — des Martiens dans le Cantal ?

Du 21 au 24 août.

Tél. : (16) 71-45-47-47.

##### LIBOURNE

Fest'Arts avec « Mr. Jones et Fred l'incroyable cochon cascadeur dans une comédie neurotique » (Mr. Jones), Malavox, « Service livraisons » (SAMU), Get a Grip, « Les Touristes » (Escalade Circus), « Negabob » (Ressu Crudo), « La Transcontinentale », le spectacle « L'Oboumbambulle », « Bercé sous les balles » (M. Zele), « Le Mariage de Zoé » (Cristal/Palace), « Illusion sur macadam » (Aristobulle), « France-Visu » (Annibal et ses éléphants) et « Le Fil harmonique » (Générik Vapeur).

Rues, 33 Libourne. 14 h 30, le 23 ; 11 heures, le 24. Tél. : (16) 57-55-33-43. Entrée libre.

##### FESTIVAL DE BLAYE

Dirigé par le comédien Georges Bigot, école du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine de 1981 à 1992, ce festival, réalisé dans le cadre de l'été girondin, a le mérite de ne pas voir trop grand, tout en respectant une belle hauteur de vue. Quatre spectacles y sont à l'affiche. Philippe Avron avec Ma coar d'honneur et le Footbarn Travelling Theater avec Molière 1996 encadrent deux jeunes compagnies — la troupe de Claire Lasse qui reprend le magnifique *Platonov* de Tchekhov présente cette saison à Paris, et les « Taupes scabieuses » — à découvrir — créent Roberto Zucco, de Bernard-Marie Koltès.

Du 26 août au 2 septembre.

Chantiers de Blaye, citadelle de Vuban, 33390 Blaye. Tél. : (16) 57-42-93-40.

##### FESTIVAL DU CIRQUE DE NEXON

Le cirque dans tous ses états. Plus qu'un festival, Nexon est une rencontre amoureuse qui décline l'art du chapiteau sous toutes ses formes. Des spectacles, des concerts, des expositions, du cinéma et de la littérature y

reine. Depuis dix ans, des troupes du monde entier s'y retrouvent pour quatre jours de fête intertemporelle. La programmation officielle. C'est donc à un branle-bas géant que convie ce festival, où les babas cool respasés des migrations des années 70 croisent sur les trottoirs les compagnies les plus avant-gardistes et les enfants dans les poussettes. Il y aura cette année du théâtre argentin de volige, du théâtre argentin d'Australie, du théâtre argentin de Bolivie, du théâtre argentin de Pologne, des troupes françaises d'intervention et de détournement, et même, selon le programme, du théâtre invisible imaginé par des « hybrides sonores » — des Martiens dans le Cantal ?

Du 21 au 24 août.

Tél. : (16) 71-45-47-47.

##### LIBOURNE

Fest'Arts avec « Mr. Jones et Fred l'incroyable cochon cascadeur dans une comédie neurotique » (Mr. Jones), Malavox, « Service livraisons » (SAMU), Get a Grip, « Les Touristes » (Escalade Circus), « Negabob » (Ressu Crudo), « La Transcontinentale », le spectacle « L'Oboumbambulle », « Bercé sous les balles » (M. Zele), « Le Mariage de Zoé » (Cristal/Palace), « Illusion sur macadam » (Aristobulle), « France-Visu » (Annibal et ses éléphants) et « Le Fil harmonique » (Générik Vapeur).

Rues, 33 Libourne. 14 h 30, le 23 ; 11 heures, le 24. Tél. : (16) 57-55-33-43. Entrée libre.

##### FESTIVAL DE BLAYE

Dirigé par le comédien Georges Bigot, école du Théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine de 1981 à 1992, ce festival, réalisé dans le cadre de l'été girondin, a le mérite de ne pas voir trop grand, tout en respectant une belle hauteur de vue. Quatre spectacles y sont à l'affiche. Philippe Avron avec Ma coar d'honneur et le Footbarn Travelling Theater avec Molière 1996 encadrent deux jeunes compagnies — la troupe de Claire Lasse qui reprend le magnifique *Platonov* de Tchekhov présente cette saison à Paris, et les « Taupes scabieuses » — à découvrir — créent Roberto Zucco, de Bernard-Marie Koltès.

Du 26 août au 2 septembre.



## LE MONDE / MERCREDI 14 AOÛT 1996 / 19

## Radio

---

**Radio  
France-Culture**

**19.35 Musique :**  
Du jazz pour  
tout bagage. En tête à tête  
amoureux (2).

**20.00 Carnets de voyage**  
(redif.). Louisiana : le français  
des cadiens.

**21.00 X<sup>e</sup> Rencontres**  
d'écrivains

écritures immigrées (2).

**22.00 Les Chemins de la coexistence** (rediff.) Vivre en marge au temps de la monarchie absolue. (2) Les protestants des Cévennes.

**22.40 Musique : Nocturne.**  
Le Mozart de Jean-Victor Hocquengat. (2) De l'ombre à la lumière.

**0.05 Du jour au lendemain** (rediff.) Claude Journet (L'Astre Ambassadeur). 0.50 Code. Le mariage (2). Utilisation picaresque et instrument de Street. 1.00 Les Nuits de France-Musique (rediff.). Alain Jouffroy. 3.50 En train pour 1979 (3). 5.2. La ligne déformée. Histoire de la mode (3). 5.49. George Shearing. 6.40 au piano-bar. 5.59. Hongkong et Macao, villes frontières (2).

**France-Musique**

**20.00 Festival de Pesaro.**

## Les films sur les chaînes européennes

in de John Carpenter (1983, 115 min).  
Fantastieke.  
dura sept jours. Film de David Butler.  
de Guy Madison. Western.  
des deux aloyes. Film de Duccio Tessari.  
de Giuliano Gemma. Western.

## Radio

**France-Culture**

**19.35 Musique : Du jazz pour tout bagneur.** En tête la valse, amoureusement (3).

**20.00 Carpets de voyage.** (rediff.) Fribourg.

**21.00 Les Rencontres d'écrivains francophones.** Paroles et écritures immigrées (3).

**22.00 Les Chemins de la connaissance.** (rediff.) (3) Des marginaux dans les rues de Toulouse.

**22.40 Musique : Nocturne.** Le Mozart de Jean-Victor Hocquard. (3) Dans le ciel est la Terre et dans la nuit le jour.

**0.05 Du jazz au landmannheim.** (rediff.)

**0.30 Radio (Les Chats de Tlapaco).** 0.50 Coda. Le marimba. (3) Grand siècle et chromatisme rocamboles. 1.15 Les Nuits de France-Culture. (rediff.) 1.30 Le jazz. 1.50 Le Macao poète, de Jacques Puyet. 1.20

**20.30**

**ATHLÉTISME**  
Réunion de Zurich (120 min). 842829  
Après le meeting de Sestrières, les principaux médaillés européens de l'athlétisme se retrouvent à Zurich. Les athlètes espèrent bénéficier des avantages liés à l'hébergement pour battre des records.

**22.30 Flash d'information.**

**22.35**

**BLOWN AWAY**  
Réalisation de Stephen Hopkins avec Jeff Bridges, Tommy Lee Jones (1994, v.o., 116 min). 41182980  
Une mise en scène sapo-taï-nall qui a fait de ce film le plus étrange joué sur les écrans.

**0.30 Sirènes**  
Film australien de John Dugan avec Hugh Grant (1994, 97 min). 59410471  
L'assaut des Sirènes dans les années 30. Un jeune pasteur anglais et sa femme arrivent dans le pays sans chaussons par la Vierge des mœurs.

**2.05 Animal Punit.** Musique.

## Les films sur les chaînes européennes

Heure à travers les champs. Film de 1972, 125 min). Avec Jean-Louis Trintignant. *Comédie.*

La dame. Film de Charles Gérard (1978, 105 min). *Comédie.*

La dame. Film de André Hingon (1936, N., 105 min). *Comédie dramatique.*

# Radio-Classique

**20.40 Les Sotirées**  
de Radio-Classique.  
Zar und Zimmermann (Tzar  
et Chaperon), de Lortzing,  
pour le Chœur de la Radio de  
Leipzig et la Staatskapelle de  
Dresde, dir. Robert Neger,  
Hermann Frey (Le zar),  
Pierre Leli, Peter Schöler  
(Frey Ivanov), Gerdion Frick  
(Neger).

**22.55 Les Sotirées... (Suite). Chœurs**  
de von Weber, Schubert. **6.00 Les**  
**Nuits de Radio-Classique.**

---

► **Signalisation dans « Le Monde**  
**Information-Radio-**  
**Multimédia ».**  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou  
classique.  
■ Sous-titrage spécial  
pour les sourds et les  
malentendants.

[illegible]



## Le plan de sauvetage du Lyonnais de nouveau remis en cause

7 milliards de francs sont demandés à l'Etat

LA NÉCESSITÉ de revoir le plan de sauvetage du Crédit lyonnais devient chaque jour plus évidente. Les pouvoirs publics sont mis en nouvelle fois devant leurs responsabilités : selon une information parue dans *La Tribune Desfossés* du 13 août, l'établissement public de financement et de restructuration (EPFR) - qui finance le Consortium de réalisation (CDR), structure chargée de vendre les 135 milliards de francs d'actifs du Crédit lyonnais - aurait demandé à l'Etat 7 milliards de francs pour équilibrer ses comptes.

L'EPFR, qui n'a été créé qu'en mai dernier, se contente ainsi de constater la réalité économique issue du plan de sauvetage de la banque publique, élaboré en 1994 et mis en place en 1995.

### DEUX OBJECTIFS INCONCILIABLES

Vu des pouvoirs publics, ce plan devait concilier deux objectifs inconciliables : redresser le Lyonnais en le délestent de sources de pertes d'une part, ne pas faire apparaître immédiatement ces pertes, d'autre part. Et ce pour des raisons politiques. La prise en charge des pertes - qui pourraient atteindre une centaine de milliards de francs - au terme de vingt ans (en 2014) sera bien assurée par l'Etat.

En attendant, ces pertes sont financées par des prêts, qui génèrent eux-mêmes d'autres pertes dues aux intérêts. En somme, un phénomène de boule de neige. Autrement dit, quand le CDR vend un actif 50 alors que sa valeur est 100, il enregistre une perte de 50. Dès lors, l'EPFR « paie » la perte du CDR en abandonnant une créance de 50. L'EPFR se refinance lui-même pour partie sur un prêt du Crédit lyonnais. Ce prêt coûte de l'argent à la banque mais aussi à l'EPFR qui doit le rémuné-

rer. La charge de ce montage est estimée à 3 milliards de francs pour le Lyonnais et à 7 pour l'EPFR.

### DÉBUDGÉTISATION

Le dispositif de financement du plan de sauvetage du Lyonnais, très complexe, approuvé par le Parlement et par le gouvernement, était connu dès la mise en œuvre du plan en 1995. Tous les montages et les structures imaginées ne constituent qu'un pur habillage, selon une technique bien connue des ministères de l'économie : la débudgétisation.

L'EPFR ne fait que constater, dès son premier exercice, la réalité économique qui se cache derrière ces habillages et demande donc à l'Etat de prendre en charge par dotation budgétaire la perte constatée. L'Etat peut refuser et demander à l'EPFR d'emprunter sur le marché, comme il en a la possibilité, à hauteur de 50 milliards de francs, avec la garantie de l'Etat puisqu'il s'agit d'un établissement public.

Une autre disposition du plan de sauvetage, tout aussi artificielle, prévoyait d'ailleurs que le Crédit lyonnais mettrait en œuvre un « coupon zéro » (aux intérêts capitalisables en fin de période en 2014) pour financer une partie des pertes. Ce coupon zéro, de l'ordre de 10 milliards de francs, n'a jamais vu le jour. Il aurait été à la charge du Crédit lyonnais. Le gouvernement n'a pas demandé la mise en œuvre de ce mécanisme.

C'est dire si les pouvoirs publics sont conscients de l'impossibilité de faire appliquer le plan de sauvetage tel qu'il a été élaboré. Il leur reste à trouver le courage politique de le reconnaître et d'en tirer les conséquences.

Claire Blandin

## La baisse des prix à la consommation accentue la faiblesse du franc

LE FRANC restait sous pression, mardi matin 13 août. Il cotait 3,4235 francs pour un deutschemark, après être tombé, la veille, jusqu'à 3,4250 francs pour un mark, son cours le plus faible depuis le 22 mars face à la monnaie allemande. La Banque de France serait intervenue à plusieurs reprises, selon des professionnels, pour soutenir le franc.

La décision du gouvernement de poursuivre en justice les anciens dirigeants du Crédit lyonnais, interprétée par certains investisseurs comme une manœuvre destinée à déstabiliser le gouvernement de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, continue à affecter le franc. La devise française souffre aussi de la mauvaise conjoncture économique, source potentielle de conflits sociaux et de difficultés budgétaires.

A cet égard, l'annonce, lundi, d'un recul des prix à la consommation de 0,2 % à 0,3 % (*Le Monde* du 13 août) au mois de juillet en France a été mal accueillie par les opérateurs. Cet indicateur donne du crédit à la thèse

selon laquelle l'économie française est confrontée à d'importantes forces déflationnistes (baisse conjuguée des prix, de la consommation, des revenus et de la production) et qu'elle a par conséquent besoin d'une politique monétaire beaucoup plus souple. Lors de son intervention télévisée du 14 juillet, le président de la République avait repris à son compte cette analyse. Jacques Chirac avait évoqué le recul des prix en juin et il avait estimé qu'une « une marge de diminution importante des taux d'intérêt » existait en France.

L'accès de faiblesse du franc produit le phénomène inverse au souhait exprimé par le chef de l'Etat. Il s'accompagne de tensions sur les taux d'intérêt. En une semaine, les rendements à trois mois sont remontés de 3,65 % à 4 %. Les opérateurs exigent une prime de risque supplémentaire sur le franc et anticipent une remontée des taux directeurs de la Banque de France pour défendre la devise.

Pierre-Antoine Delhommais

BOURSE		TOUTE LA BOURSE EN DIRECT		3615 LEMONDE
Cours relevés le mardi 13 août, à 10 h 15 (Paris)				
FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES		
Tokyo Nikkei	20666,50	+0,56	+5,01	
Hong Kong Index	11181,90	+0,70	+11,83	
Tokyo, Nikkei sur 3 mois				
2266,00				
2219,00				
2192,00				
2104,00				
2077,00				
Paris CAC 40	1978,12	-0,57	-5,67	
Londres FT 100	3829,70	-0,23	-3,26	
Zürich			-13,79	
Milan MIB 30			-9,34	
Frankfurt Dax 30	2528,96	-0,15	-12,20	
Bruxelles			-15,62	
Suisse SMI			-5,86	
Madrid Ibex 35			-10,70	
Amsterdam CDS			-15,36	

### A nos lecteurs

EN RAISON d'un mouvement de grève dans les services de distribution des annexes régionales des Messageries, *Le Monde* daté mardi 13 août n'a pas été livré dans de nombreux points de vente en province.

Tirage du *Monde* daté mardi 13 août 1996 : 443 042 exemplaires

## Le nombre de tués et de blessés sur les routes est le plus faible enregistré depuis quarante ans

La Sécurité routière souligne la plus grande sagesse des conducteurs

PEUT-ÊTRE ne faut-il pas désespérer de l'automobiliste français ? Les chiffres que vient de publier la direction de la Sécurité routière sur le premier semestre 1996 laissent place à un peu d'optimisme : de janvier à juin 1996, la route a tué 7,7 % de personnes de moins qu'au premier semestre 1995 (3 666 morts contre 3 973). Le nombre de blessés a diminué dans le même temps de 8,9 % (79 487 au lieu de 87 233).

« La baisse du nombre de victimes devient réellement significative car elle est importante et surtout continue », se réjouit Alain Bodon, délégué interministériel à la Sécurité routière. En juin, en effet, la onzième baisse mensuelle consecutive du nombre de tués sur les routes a été enregistrée. De juillet 1995 à juin 1996, 8 105 personnes sont décédées à la suite d'un accident de la route (contre 8 412 en 1995), soit « le chiffre le plus faible depuis que les statistiques de la Sécurité routière ont été créées en 1956 ».

Alain Bodon ose croire à une « évolution réelle du comportement des conducteurs français ». L'Etat a

certainement contribué à cette évolution, maintenant un nombre élevé de contrôles et étoffant de manière continue depuis le début des années 90 son arsenal juridique : ceinture obligatoire à l'arrière et limitation de vitesse à 50 kilomètres/heure en ville depuis 1990 ; sièges pour enfants en 1991 ; permis à points et contrôle technique en 1992 ; taux d'alcool maximal fixé à 0,5 grammes par litre de sang en 1995 ; contrôle technique renforcé au 1<sup>er</sup> janvier 1996 ; le tout accompagné de campagnes de communication appelant à davantage de prudence au volant.

« Si ces campagnes ont eu un fort impact, c'est que le public y était prêt, rappelle le délégué interministériel. L'opinion est aujourd'hui réceptive aux discours sur la Sécurité routière qui, il y a encore quelques années, était perçue comme attentatoire à la liberté individuelle. » En témoignent les dix millions d'éthylotests vendus ou distribués en huit mois après la campagne « Autotestez-vous » lancée fin 1995, ou encore les opérations de sensibilisation à la prévention routière qui se multiplient partout en France.

### Prudence : la France au huitième rang européen

Chaque mois, on déplore dans l'Hexagone 306 morts pour un million de véhicules en circulation. La France arrive qu'en huitième position dans le peloton de tête des automobilistes européens les plus prudents. La Grande-Bretagne, avec 148 tués mensuels par million de véhicules, peut se targuer d'être le pays où les routes sont les plus sûres. Elle est suivie de près par la Suède (151 tués), puis viennent l'Irlande (188 tués), les Pays-Bas (198), la Finlande (213), l'Allemagne (269) et le Danemark (288).

Sept pays doivent assumer un bilan routier encore moins flatteur que celui de la France : le Luxembourg (307 tués), l'Espagne (328), l'Autriche (354), la Belgique (370), l'Irlande (384), le Portugal (540) et la Grèce (702). La vitesse a été limitée à 50 kilomètres/heure en ville en Allemagne et aux Pays-Bas dès 1983-1984, la ceinture de sécurité est obligatoire à l'arrière depuis 1987 en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, et en Suède, le taux d'alcool autorisé est limité à 0,2 gramme par litre de sang.

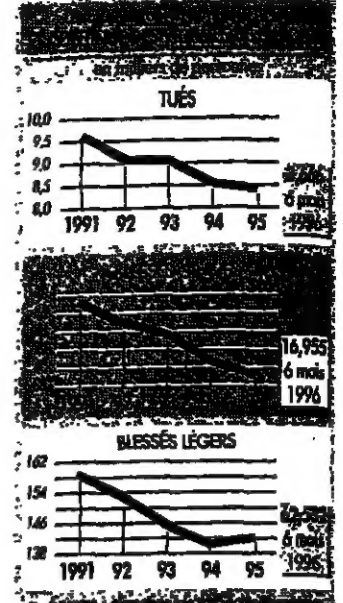
Dans la Creuse, par exemple, la quasi-totalité des discothèques se sont récemment mobilisées afin de baisser le prix des boissons sans alcool pendant la dernière heure avant la fermeture, et d'offrir une entrée gratuite aux clients qui décidaient de rester sobres pour ramener leurs amis chez eux.

### LE SÉRIEX DES ENFANTS

De cette évolution vers plus de sagesse témoignent encore, selon Michel Bodon, le sérieux des enfants qui passent leur attestation de Sécurité routière en classes de cinquième ou de troisième, ainsi que le tout nouvel engouement des entreprises pour les diagnostics de Sécurité routière. « Elles ont enfin compris qu'il s'agissait d'un enjeu pour leur bon fonctionnement », commente M. Bodon. Chaque année, mille personnes meurent durant leurs heures de travail ou sur le trajet domicile-travail. La route est la première cause d'accidents mortels du travail.

La tonalité des campagnes de publicité des constructeurs automobiles a elle-même changé : Airbags et autres freinages ABS volent la vedette aux « tigres dans le moteur ». Fiat offre un éthylotest dans un journal, Renault en glisse dans les boîtes à gants de ses véhicules neufs. « Ils répondent ainsi à une attente, poursuit le représentant de la Sécurité routière. La réaction d'ailleurs est très modérée après le renforcement du contrôle technique, qui pèse pourtant sur le budget des ménages. On ne supporte plus d'imaginer que des épaves puissent rouler. »

Les campagnes publicitaires de la Sécurité routière s'adressent donc désormais à des conducteurs adultes. « Vous tenez le volant, vous tenez la solution », martèle le dernier slogan en date. Et l'amélioration des infrastructures de sécurité



(ralentisseurs, marquage au sol, zones 30 en ville, ronds-points en rase campagne) « est largement la conséquence de la pression de l'opinion, plus sensible à la sécurité sur les collectivités locales », souligne Alain Bodon.

Pourtant, les conducteurs français ont encore bien du chemin à parcourir pour rattraper les Britanniques, moitié moins meurtriers au volant. Les 8 000 tués chaque année sur les routes de l'Hexagone n'autorisent cependant pas le moindre relâchement des efforts de prévention. Ils devraient prochainement se porter sur la formation, « afin que l'apprentissage de la conduite ne soit pas du bachotage une fois dans la vie mais un processus continu initié dès le plus jeune âge », espère Alain Bodon.

Pascal Krémer

## Le gouvernement argentin prend de nouvelles mesures d'austérité

BUENOS AIRES

de notre correspondant

Le ministre de l'économie, Roque Fernandez, a annoncé lundi 12 août des mesures sévères pour réduire un déficit budgétaire qui risque d'atteindre 6,6 milliards de dollars (33 milliards de francs) au lieu des 2,5 milliards prévus par l'accord conclu au printemps avec le Fonds monétaire international. Destinées à maintenir la stabilité, celles-ci risquent d'accroître la récession et le mécontentement social, qui s'est exprimé avec force, jeudi 8 août, par la plus importante grève générale depuis l'arrivée au pouvoir de Carlos Menem.

Le gouvernement a décidé une forte hausse du prix des combustibles - près de 16 % pour l'essence et 46 % pour le gazole - qui entraînera une augmentation des tarifs des transports publics. La TVA augmentera sur toute une gamme de services : autobus, soins médicaux et enseignement

privés, spectacles, télévision par câble, journaux et livres (à l'exception des livres scolaires). Les remboursements de taxe à l'exportation pour les industriels seront réduits. L'âge de la retraite pour les femmes sera porté à soixante-cinq ans ; mais les cotisations patronales seront réduites à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997.

La plupart des mesures seront prochainement l'objet de décrets, mais d'autres devront encore être approuvées par le Parlement, auquel le gouvernement présentera aussi une version révisée du budget 1996. Le gouvernement espère que la hausse des rentrées fiscales - on parle de 4,5 milliards de dollars sur 1997 - permettra de parvenir bientôt à un nouvel accord avec le FMI, dont deux représentants sont venus à Buenos Aires la semaine précédente. Le Fonds juge aussi nécessaire un « ajustement » des finances provinciales, la privatisation de la Banque de la nation et de la Banque de la province de Buenos Aires, ainsi

qu'une « dérégulation » des œuvres sociales actuellement entre les mains des syndicats.

Le ministre de l'économie a promis que 200 millions de dollars seraient consacrés à un fonds de solidarité avec la création de tickets alimentaires pour ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté. M. Menem a dit aussi vouloir renouer le dialogue avec la CGT « officielle », organisation de la grève du 8 août. Mais l'organisation syndicale affirme pour l'heure ne pas voir de marge de négociation.

Les chefs d'entreprise aussi sont mécontents. L'Union industrielle argentine (UIA) redoute les effets des mesures pour les exportateurs, et Enrique Crotto, le président de la traditionnelle Société rurale, qui réunit les grands propriétaires terriens, a déclaré que la hausse du gazole pénalise « injustement » l'agriculture, actuellement le secteur productif le plus dynamique.

Christine Legrand

## La Bibliothèque de l'Arsenal, à Paris, accueillera les archives diplomatiques

LA BIBLIOTHÈQUE de l'Arsenal, à Paris, accueillera les archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères, tandis que ses collections seront transférées rue de Richelieu, dans les locaux de la Bibliothèque nationale de France (BNF), ont annoncé, lundi 12 août, dans un communiqué les ministères des affaires étrangères et de la culture. Cette décision, prise après arbitrage du premier ministre Alain Juppé, confirme les informations de février dernier (*Le Monde* du 9 février 1996).

Dès 1995, des lecteurs de l'Arsenal s'étaient indignés d'un éventuel « démantèlement » des collections littéraires et historiques, comprenant notamment les archives de la Bastille ou le fonds sur le saint-simonisme. Une pétition pour le maintien du fonds *in situ*, « Sauver la Bibliothèque de l'Arsenal », a recueilli six mille signatures en France et à l'étranger. Les archives diplomatiques, actuellement conservées au ministère des affaires étrangères, ont été fondées en 1686 par Colbert de Croissy. Elles représentent un des plus riches ensembles documentaires pour l'étude des relations internationales à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Le déménagement, qui durera un an, commencera en 1998. Compte tenu des travaux d'aménagement nécessaires à Richelieu comme à l'Arsenal, l'installation des archives diplomatiques pourrait se faire pour l'an 2000. - (AFP.)

■ ALGÉRIE : un journaliste de Radio Coran, Mohamed Guestaib, âgé de trente-quatre ans, a été assassiné, dimanche 11 août, dans le quartier algérois de Beau-Fraisier, annoncent, mardi 13, les quotidiens *Le Matin* et *Liberté*. M. Guestaib, ancien journaliste de la radio Chaîne 1 (arabophone), avait rejoint Radio Coran lors de sa création en 1991. - (AFP.)

■ VOÏLE : Bruno Peyron, avec son catamaran *Explorateur*, a réalisé, lundi 12 août, un nouveau record de la traversée de la Manche entre Cowes (Angleterre) et Saint-Malo. Il a mis 12 heures 1 minute et 24 secondes, pour arriver à hauteur du cap Fréhel.

## LE MONDE diplomatique

Un numéro exceptionnel du *Monde diplomatique*, août 1996

- MENACES : L'autophagie, risque majeur de la fin du siècle, par Denis Ducloux.
- TECHNOLOGIES : Ce que va changer la révolution informationnelle, par Joël de Rosnay. - Aux avant-postes du cybermonde, par Ingrid Carlsander.
- AUTOMATES BANCAIRES : La machine sacrée, par Emmanuel Soulier et Yves Jeanneret.
- AMÉRIQUE LATINE : Guerre aux pauvres !, par Eduardo Galeano. - De l'illégitimité des gouvernants, par Ignacio Quintana. - Sabana, infernale prison vénézuélienne, par Antoine de Tocqueville.
- ÉTATS-UNIS : Double jeu en Colombie, par Noam Chomsky.
- CANADA : Les ambitions pacifiques de Vancouver, par Florence Beaupré.
- ASIE : Et si le Japon faisait faillite ?, par Gavan McCormack.
- CINÉMA : Faut-il interdire les films sanguinaires ?, par Olivier Mongin.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

هكذا من الأصل